This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

600107706R

600107706R

RÉPONSE

A LA QUESTION ROMAINE

DE M. E. ABOUT.

Marseille. — Typographie Ve Marius OLIVE, rue Paradis, 68.

RÉPONSE

A LA

QUESTION ROMAINE

DE M. E. ABOUT,

PAR

L'ABBÉ MAGNAN,

DOCTEUR EN THÉOLOGIE ET EN DROIT ECCLÉSIASTIQUE,

CHAPELAIN DE St-LOUIS-DES-FRANÇAIS, A ROME.

Causam tuam suscepi tuendam,
miserebitur Deus.

PARIS

AMBROISE BRAY, LIBRAIRE-ÉDITEUR

rue des Saints-Pères, 60.

1860

130. E. 5.

BIBLIOTHECA BODLEIANA

CHARLES-JOSEPH-EUGÈNE DE MAZENOD,

par la miséricorde de Dieu et la grâce du Saint-Siège Apostolique, Évêque de Marseille, ayant privilège du Sacré Pallium, Assistant au Trône Pontifical, Sénateur, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Constantinien des Deux-Siciles, Grand-Officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, etc., etc.

Sur le rapport à nous adressé par le prêtre que nous avions commis pour examiner l'ouvrage intitulé : *Réponse à la Question Romaine* et ayant pour objet de refuter les assertions calomnieuses d'un libelle publié, il y a quelques mois, contre le Saint-Siège ; vu que l'auteur de l'ouvrage soumis à l'examen n'étant inspiré que par l'amour de la vérité est resté dans les limites d'une légitime défense et n'a rien laissé sortir de sa plume qui fût en opposition avec la doctrine catholique et les sentiments qui doivent animer un fils dévoué de l'Eglise ; nous donnons au susdit ouvrage intitulé : *Réponse à la Question Romaine*, notre approbation, en le recommandant aux Fidèles de notre Diocèse et en louant l'auteur qui l'a écrit d'avoir su mettre en évidence l'erreur qu'il refute et la vérité qu'il soutient.

Donné à Marseille, dans notre Palais Episcopal, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre secrétaire, le 17 janvier 1860.

† C.-J. EUGÈNE, Évêque de Marseille,

Par Mandement,

J. CARBONNEL, Ch.-Secrétaire.

PRÉFACE.

Ces lettres ont paru l'été dernier dans la *Gazette du Midi*. Je ne les avais pas signées, dans la pensée que les noms honorables sous le patronage de qui elles paraissaient, pourraient leur donner quelque valeur.

C'est à Rome que j'ai étudié la question. M. About s'est contenté de quelques mois d'étude et d'examen. Il m'a fallu plusieurs années. Mais je n'ai eu que trois mois pour répondre à M. About. S'il y a dans mes lettres des répétitions et des longueurs, c'est que, dirai-je avec Pascal, je n'ai pas eu le temps de les faire plus courtes. On m'a reproché quelque exagération. Qu'on examine bien, l'exagération, s'il y en a, est moins dans le fond que dans la forme. Ce défaut, je ne pouvais l'éviter en écrivant si vite. Mais je défie les lecteurs impartiaux de relever des inexactitudes dans mon travail.

Je n'ai pas besoin d'aller faire imprimer mon livre à

Bruxelles. Il m'est permis d'écrire en France contre un pamphlet que le Pouvoir a proscrit. Guesnée ainsi que Bergier purent autrefois réfuter les ouvrages brûlés par la main du bourreau en place de Grève. L'ancienne législation n'a pas changé et rien que je sache n'est venu la modifier, ni loi, ni décret, ni ordonnance.

31 Octobre 1859.

INTRODUCTION.

Rome, 24 juillet.

MONSIEUR,

Vous m'avez prié, il y a deux mois, de vous dire mon avis sur le livre de M. Edmond About : *la Question Romaine*. J'ai tardé de vous répondre, espérant voir une plume plus exercée que moi entreprendre la réfutation de ce libelle. Mon attente a été vaine. Les journaux catholiques ont publié des articles isolés sur *la Question Romaine*. Aucun n'a refuté M. About. On s'est contenté de crier au mensonge et à la calomnie. On a excité l'indignation des honnêtes gens ; mais on n'a pas répondu.

Après deux mois d'attente, je ne crois pas empiéter sur les droits des grands écrivains catholiques en venant réfuter l'ennemi de Rome. J'ai lu et relu son livre, vérifié ses chiffres, pris une à une ses propositions, consulté les pièces authentiques et les personnages officiels Un long séjour à Rome m'a rendu cette tâche

facile, et je crois pouvoir démontrer jusqu'à l'évidence que Rome a été méconnue, travestie, calomniée.

Le livre de M. About est un long tissu d'ignorances et de perfidies. Les faussetés y sont accumulées avec cette audace de l'homme qui non-seulement ne doute de rien, mais qui ment et qui le sait. On trouve, il est vrai, par intervalle, quelques vérités semées ça et là. Ce sont de ces vérités menteuses, plus dangereuses que la calomnie elle-même, par les conséquences qu'on en tire et l'art avec lequel on a su les placer. M. About ne croit pas, avec Voltaire, qu'il faille mentir et mentir toujours. Non, il dit quelquefois la vérité dans les petites choses pour mentir dans les grandes. Aussi, comme on le pense bien, son livre n'est pas l'examen sérieux et impartial d'une grave question, c'est une longue diatribe et un ignoble pamphlet contre le gouvernement pontifical.

M. About n'est pas riche, comme il l'avoue. Il vit de ses livres. Le produit de la vente de la *Grèce contemporaine* s'était écoulé. Il fallait trouver une mine d'or nouvelle. On jeta les yeux sur Rome et on vint s'installer à l'Académie de France. Là, M. About se demanda sous quelle face il envisagerait Rome. Les uns y viennent pour s'édifier et visiter pieusement les saints tombeaux, les autres pour étudier les grandes scènes de l'histoire romaine, les artistes pour admirer les chef-d'œuvres de la peinture moderne et de la sculpture antique. Enfin, quelques âmes lassées du monde se réfugient à Rome pour y goûter le calme de la solitude, contempler ses montagnes, ses horisons, ses beaux couchers de soleil qui inspiraient Châteaubriand. Il

fallait donc se placer à l'un de ces points de vue et décrire la Rome chrétienne, la Rome antique, la Rome artistique ou la Rome de la nature. Mais il fallait être chrétien, savant, artiste ou poète, et M. About n'est rien de tout cela. D'un autre côté, M. About n'aurait pas trouvé son compte à décrire les monuments de Rome, ses tableaux, ses statues, sa campagne, son ciel. Comme tout a été dit depuis longtemps, il était difficile de faire du nouveau, d'attacher le lecteur et surtout d'intéresser à la partie quelque riche éditeur.

M. About se demanda si on ne pouvait pas inventer une nouvelle Rome, une Rome contemporaine, comme il l'avait déjà fait pour Athènes et pour la Grèce. Il parcourut le Ghetto, et il eut avec les juifs de ce charmant quartier de longs entretiens, il alla boire l'orviéto dans les verres crasseux des plus humbles *Osterie*, il étudia le *Trastevere*, il fréquenta les *Decani* des maisons princières pour en tirer quelque histoire graveleuse, il examina avec soin comment on rasait et on chaussait, tous les dimanches, sur la place *Montanara*, les pauvres habitants de la campagne romaine. Enfin, il prit une béquille et un bâton, et, traînant la jambe, il parcourut, pour son instruction, le Corso en mendiant de la place du Peuple à celle de Venise. La découverte était faite. M. About venait, comme l'empereur Constantin, de créer une nouvelle Rome.

Il mit aussitôt la main à la plume, écrivit ses impressions de voyage et, pendant trois mois, il égaya la France et l'Europe aux dépens de Rome, et même un peu à ses propres dépens; car, ainsi que le fait remarquer avec beaucoup de sagesse Gil-Blas, il est difficile

de faire rire le public, sans que le public, ingrat, comme on sait, ne rie aussi un peu de vous. Les Romains, qui sont malins comme des singes, en lisant les feuilletons de M. About, faisaient un geste des épaules, contractaient légèrement la lèvre et poussaient cette exclamation intraduisible dans notre langue : *Buffone!*

Au reste, M. About était si impartial dans ses feuilletons, *qu'il serait facile*, comme il l'avoue, *d'y relever des contradictions et des inconséquences*. On ne peut lui en faire un reproche. Il était dans son droit. Tout homme peut déraisonner et aucune loi ne punit de l'amende ou de la prison celui qui parle d'une manière et d'une autre. Mais, par malheur, M. About fit des incursions sur le terrain de la politique. Il critiqua le gouvernement romain.

Je ne veux pas dire du mal des gouvernements italiens, mais ils sont tous susceptibles. Le cardinal Antonelli endura quelque temps les gais propos de M. About. A la fin, il perdit patience et fit insérer dans le journal de Rome, contre l'auteur des feuilletons, une petite note pleine de sens, d'esprit et de malignité. Cette note égaya la bonne société romaine, le haut clergé et les *frati*, puis, elle fit le tour du monde. Bientôt cet avis charitable fut suivi d'une note diplomatique demandant officiellement le prompt départ de M. About. Il fallut s'exécuter, faire bien vite ses malles, résilier le bail d'un appartement que M. About avait loué pour lui et pour d'autres, et prendre en fugitif le vapeur direct qui va de Civita-Vecchia à Marseille.

Ce n'est pas tout. A mesure que M. About s'éloignait, la médisance et la calomnie, je le pense du moins, se

déchaînèrent contre lui. Les Romains, qui n'épargnent personne, ne lui firent pas grâce de leurs vilains propos. On dit des choses grosses comme des montagnes. M. About est sensible et irritable : *Genus irritabile vatum.* Il fut piqué au vif, il médita une horrible vengeance. Comme Annibal, il jura une haine immortelle au nom romain. Pendant un an, il aiguisa ses armes. Enfin, au printemps dernier, il publia un livre tout chaud de colère où la bile et la passion se montrent à chaque ligne. M. About appelle cet horrible produit d'une plume envenimée, le fruit d'une année de réfléxion. C'est une année d'irréfléxion qu'il fallait dire.

Ce livre était destiné à prouver que le gouvernement pontifical est le plus mauvais de tous les gouvernements, que les chefs sont ou de malhonnêtes gens ou des imbécilles, et qu'il faut, pour le bien de l'Italie et de l'humanité, ôter au Pape son temporel. Telles sont les conclusions de ce violent réquisitoire. On croira peut-être que M. About a étudié à fond la question romaine, pour oser dire son opinion si carrément. Erreur. Il a fait à Rome un séjour de quatre mois seulement, y compris le temps qu'il a mis à parcourir les Légations et les Marches. Quatre mois, certes, c'est bien peu pour étudier une législation aussi compliquée que celle des Etats-Romains, mélange admirable de droit civil et de droit canon, où le progrès des temps modernes s'allie à la sagesse des temps antiques. Il faudrait quatre ans pour effleurer seulement la surface de cette admirable législation, et en quatre mois, M. About l'a examinée, jugée, réprouvée. Une grande maxime de Montesquieu, la seule, au reste, qu'il ait retenue de l'*Esprit des Lois*,

et qu'il cite souvent, sert de base à tous ses raisonnements. Le gouvernement du Pape est, d'après lui, le pire de tous les gouvernements, par la raison que les pouvoirs législatif, judiciaire et administratif sont concentrés dans une seule main, comme si ce n'était pas le propre de toutes les monarchies. Mais si la vengeance et la colère n'avaient pas aveuglé M. About, il aurait pris la peine d'examiner les institutions civiles et politiques de l'Etat pontifical, les commissions diverses instituées par les Papes pour le gouvernement de l'Etat, les franchises municipales, le contrôle du Sacré-Collége, dont les membres sont obligés de dire au Pape, sous les peines spirituelles les plus graves, ce qu'ils pensent de ses actes administratifs. M. About se serait ainsi convaincu que la monarchie du Pape était peut-être la plus tempérée de toutes les monarchies.

Mais il n'a pas eu le temps de voir les choses par lui-même. Il a pris à droite et à gauche ses renseignements et voici les témoins qu'il cite dans l'intérêt de la cause. C'est d'abord un gamin de Rimini qui, pour lui faire plaisir et peut-être pour avoir une *mancia* un peu plus forte, vomissait d'affreux blasphêmes. Ce petit garçon était, suivant lui, la fidèle expression de la pensée du peuple sur le gouvernement des prêtres. S'agit-il de finances, c'est le marquis Pepoli, de Bologne, qui est consulté. Ce marquis a fait sur les finances de l'Etat pontifical une brochure pitoyable. Il ne pensait pas que tout le monde allait lui crier : « *Signor marchese*, laissez de côté les finances du Pape, occupez-vous des vôtres. Payez vos dettes. Relevez la fortune des Pepoli, que votre père a gaspillée, et nous vous entendrons ensuite

avec plaisir discourir à votre aise des dépenses et des revenus de l'Etat. » Le marquis Pepoli est cependant un oracle pour M. About quand il s'agit des finances du Pape, et sa brochure, réfutée victorieusement un millier de fois, est toujours pour lui l'expression fidèle de la vérité. Faut-il examiner si les chefs du gouvernement sont ou non d'honnêtes gens, M. About va consulter une honnête dame qui, sacrifiant sans doute son honneur à l'intérêt général, n'a pas rougi, dans sa pudeur, de se mettre en cause et a raconté des histoires dignes des temps fabuleux, histoires qui feraient rire si l'impudence de l'héroïne ne faisait frémir. C'est sur ce témoignage honorable que M. About a osé ternir la réputation d'un premier ministre.

Il y a *d'autres Italiens illustres*, ajoute M. About, qui *ont bien voulu l'éclairer de leur conversation et de leur correspondance*, il ne les cite pas, craignant de les exposer à des dangers imaginaires. Ces *Italiens illustres*, on les connaît à Rome et M. About sait mieux que personne s'ils méritent le nom d'illustres, car il n'a pas oublié combien on lui a fait payer cher les chiffres, les histoires scandaleuses et les autres renseignements qu'on a bien voulu lui communiquer.

Il était difficile avec de pareils témoins d'un côté et tant de passion de l'autre, d'être dans le vrai et d'étudier avec impartialité la question romaine. Aussi le livre de M. About foisonne d'erreurs, de faussetés, de calomnies, comme je me propose de vous le démontrer. Je suivrai pas à pas M. About, je relèverai toutes ses fausses assertions dans une série de lettres que je vous

enverrai de Rome une fois la semaine. Je serai heureux si je puis éclairer quelques esprits trompés par le livre de M. About et prouver que le gouvernement romain n'est pas aussi mauvais qu'on veut le faire croire.

Agréez les sentiments, etc.

RÉPONSE

A LA QUESTION ROMAINE

DE M. E. ABOUT.

CHAPITRE Ier.

LA ROYAUTÉ DU PAPE.

Rome, 7 août.

L'Église catholique romaine se compose de 200 millions d'individus, en y comprenant, bien entendu, le jeune Mortara baptisé par l'imprudence de son père, et M. About, qui croit pieusement appartenir à cette Eglise et la respecter quand il dit mille horreurs des prélats, des cardinaux et du Pape.

D'un trait de plume, M. About supprime 71 millions d'individus. Mais ce n'est là qu'un détail. On pardonne ces légères erreurs de chiffres à des comptables comme lui. Ces deux cents millions de catholiques sont gouvernés par le pape et par huit cents évêques. Les cardinaux sont les conseillers et quelquefois les délégués du pape. Le pape est le chef de l'Église. Il institue et dépose les évêques. Il crée ou supprime les diocèses, assemble les conciles, les transfère et les dissout. Il reçoit les appels de toutes les causes ecclésiastiques et juge en dernier ressort. Il définit même les dogmes de foi.

Ainsi, 200 millions de catholiques, riches, pauvres, savants, ignorants, peuple, nobles, princes, rois et empereurs reconnaissent le Pape pour leur chef spirituel. De tous les points de l'univers on vient le consulter et le vénérer dans la ville où saint Pierre, par une inspiration divine, fixa le siége de son autorité. Les fronts les plus illustres se courbent devant lui. Il en fut ainsi dans tous les temps et même aux siècles de persécution, quoi qu'aient dit les jansénistes et les protestants. L'autorité dont le Pape est revêtu, le respect qu'il inspirait excitèrent la jalousie des empereurs romains. Les premiers successeurs de saint Pierre moururent tous de la main du bourreau, et au prestige d'un pouvoir sans bornes vint se joindre l'auréole des souffrances et du martyre. Les empereurs crurent qu'une autorité si grande ne pouvait subsister à côté de la leur, ils s'acharnèrent à la

détruire. Mais Constantin converti à la foi chrétienne honora la papauté, lui abandonna Rome, sembla lui transmettre la souveraineté de cette ville en lui cédant avec le palais de Latran, la demeure impériale, et il alla fonder une nouvelle Rome sur les rives du Bosphore. Il donna au Pape des palais, des villas et des terres dans toutes les provinces de l'empire. Les fidèles imitèrent cet exemple et firent de grandes largesses à l'Eglise romaine. Le Pape devint ainsi le premier citoyen de Rome. Or, le premier citoyen d'une ville est bien près d'en être le prince. L'éloignement des empereurs, les malheurs des temps, l'invasion des barbares, la difficulté où l'on était de trouver des chefs et des défenseurs pour les villes que l'ennemi menaçait, consolidèrent le pouvoir moral du Pape sur Rome et son territoire. Il acquit donc insensiblement le pouvoir souverain. Nous voyons au cinquième siècle saint Léon-le-Grand et le Pape Gélase commander en maîtres dans Rome. Cent ans après, saint Grégoire-le-Grand, esprit éminemment organisateur, régularisa cette domination temporelle des Papes.

Les Lombards ayant menacé l'indépendance du Saint-Siége, Pépin et Charlemagne passèrent en Italie, détruisirent la puissance des Lombards et reconnurent le Pape comme le souverain légitime de Rome. Au patrimoine de Saint-Pierre ils ajoutèrent l'exarchat de Ravenne et la Pentapole.

Louis-le-Débonnaire, Charles-le-Chauve et les autres successeurs de Charlemagne confirmèrent

ces donations. M. About s'étonne que ces princes aient donné au Pape des terres et des hommes, *suivant l'usage de ce temps-là, où l'homme étant le mobilier vivant de la terre, se donnait pardessus le marché.* Fallait-il faire sortir de l'exarchat de Ravenne tous les habitants avant de le donner au Pape? C'est une idée neuve.

Il n'y a que les princes naïfs du moyen-âge, ajoute M. About, *qui aient fait au Pape de grandes libéralités.* Pépin et Charlemagne des hommes naïfs! mais Constantin et Théodose étaient-ils aussi des hommes naïfs? Le congrès de Vienne qui fit comme Charlemagne et Pépin, rendit au Pape le patrimoine de Saint-Pierre, la Pentapole et l'exarchat de Ravenne n'était-il composé que d'hommes naïfs? Ceux qui, en 1849, enlevèrent à la Révolution pour les rendre aux Papes Rome et les Légations étaient donc des hommes naïfs!

M. About altère l'histoire quand il nie que Charlemagne et Pépin voulaient rendre le Pape indépendant en augmentant son domaine. Chacun sait que ces deux rois passèrent les Alpes pour délivrer l'Eglise romaine de l'oppression des Lombards.

Après les donations de Charlemagne et de Pépin, plusieurs villes de l'Italie centrale, comme Spolete et Narni, se donnèrent volontairement à l'Eglise romaine. La royauté temporelle du Pape était fondée.

Ce pouvoir est donc, sans contredit, le plus légitime qu'il y ait en Europe. L'antiquité, une

longue possession, les donations des princes, le choix des peuples, sont les titres dont il s'appuie. M. About prétend que jamais le peuple n'a demandé ou accepté cette autorité. Il est dans l'erreur. Chaque fois que les Papes sont rentrés à Rome après en avoir été bannis par les factieux, le peuple a confirmé leur autorité par ses cris de joie et ses applaudissements. Qu'on se souvienne de Grégoire XI, de Pie VII, de Pie IX lui-même rentrant à Rome au bruit des acclamations populaires. Il est vrai que Bologne, Ancône et Rimini s'étant révoltées contre les Papes, furent reprises par ruse, par force ou par capitulation. Rien de plus naturel, ces trois procédés étant les seuls en usage pour ramener au devoir les cités rebelles.

Mais cette royauté du Pape est-elle un danger pour l'Europe et l'Italie, un malheur pour l'Etat pontifical, comme on l'a prétendu? Tous ceux qui ont parcouru l'Italie, savent bien que les complots ne se forment ni à Rome, ni à Bologne, ni à Viterbe. Ce n'est pas de là que l'agitation se communique au reste de l'Italie et de l'Europe. L'agitation vient de Gênes et de Turin. La trame des complots s'ourdit à Milan, à Pavie, à Florence, à Venise. C'est de là que les sociétés secrètes reçoivent le mot d'ordre et que partent les écrits incendiaires. Là se forment les révolutionnaires et les assassins politiques; là, une jeunesse exaltée par les plus coupables excitations, pousse des cris de joie quand le fer des parricides s'est levé sur un prince. Est-ce de Rome ou de Turin que sortent ces

feuilles audacieuses qui ne respectent rien, ni les hommes les plus vénérables, ni les choses les plus sacrées, et vont effrayer l'Europe par un cynisme que le *Père Duchêne* eût envié?

Je l'avoue, il y a quelquefois de l'agitation autour de Rome et de son évêque; mais c'est une agitation factice que la révolution calme ou soulève à volonté. Quand lord Minto paie les agitateurs, quand le Piémont envoie ses émissaires à Bologne, quand la Toscane fait passer des fusils et de la poudre à Pérouse, quand les ministres anglais prononcent au sein du Parlement les plus violentes philippiques contre le Pape, il règne à Rome une certaine agitation. Qu'une fois pour toutes on laisse le Pape gouverner en paix ses peuples, qu'on ne tente pas de lui prendre ses villes et d'écorner son patrimoine, que la Toscane et le Piémont conservent avec lui des rapports de bon voisinage, et l'Etat pontifical jouira du calme. On laisse bien le pacha d'Egypte et le grand sultan gouverner à leur mode les plus beaux pays du monde, administrer des bastonnades, enlever aux chrétiens leurs garçons et leurs filles pour en faire l'ornement des sérails!

Chaque fois qu'une révolte éclate dans l'Etat pontifical, les étrangers sont à la tête des émeutiers. En 1849, les Romains ne prirent aucune part aux actes de Mazzini. C'étaient des Français, des Lombards, des Génois et des Piémontais, chacun le sait, qui défendirent la ville contre le général Oudinot.

Mais peut-être le gouvernement du Pape est nuisible à l'Etat romain, peut-être le peuple y gémit sous la plus horrible des tyrannies, et trois millions cent vingt-quatre mille six-cent soixante-huit hommes, sans en excepter un seul, poussent de hauts cris dont M. About fut assourdi. Pour moi, j'ai vu des hommes de toutes les conditions, je les ai entendus discourir des intérêts de l'Etat, et voici leurs plaintes :

Les hommes du peuple disent qu'il n'y a pas de régime plus doux que le gouvernement paternel des Papes, que ce gouvernement n'a qu'un but : le bonheur du peuple ; que les Papes ont fondé des hospices, des colléges et des conservatoires où les jeunes garçons et les jeunes filles sont reçus, nourris, élevés aux frais de l'Etat ; qu'on leur apprend un métier sans qu'il en coûte rien à leurs pères ; que les églises, les couvents et les confréries dotent les filles pauvres ; que l'enfant le plus indigent, s'il a des talents, peut arriver aux premières dignités de l'Etat, être prélat, cardinal et même ceindre la tiare, témoin Sixte-Quint, Clément XIV et Grégoire XVI lui-même ; qu'ils ne sont pas opprimés par les riches, les chefs d'usine et les agioteurs, comme dans certains pays ; qu'ils ont des médecins qui les visitent et des avocats qui plaident pour eux gratis ; qu'enfin, la vieillesse venue, si la fortune ne leur a pas souri, ils sont reçus dans les maisons que les Papes ont ouvertes au malheur et à la vieillesse, asiles si riches et si commodes qu'on ne peut leur faire d'autre

reproche que l'aisance et le calme où l'on y vit.

La plupart des princes disent que le gouvernement des Papes offre aux grandes fortunes toutes les garanties possibles ; que le rang, l'influence et la richesse ne font aucun ombrage à l'autorité ; que l'avenir de la famille et la durée des vieilles races est garantie par les plus sages lois, qu'un fou et un débauché ne peuvent dilapider les biens d'une grande maison, qu'on a une liberté entière pour acquérir la fortune ou l'augmenter, mais que les lois lient les mains à ceux qui veulent la dissiper ; que les plus grandes dignités de l'Eglise et de l'Etat sont promises à ceux de leurs enfants qui veulent servir l'Eglise ; enfin qu'ils marchent de pair avec les familles souveraines, ce qu'ils doivent à la gloire que la tiare fit rejaillir sur eux, quand elle fut portée par un membre de leur famille.

Les bourgeois en général ont trop de bon sens et ils n'ont pas assez d'esprit pour accumuler les antithèses, et faire les belles tirades que M. About met sur leur bouche. Ils disent tout simplement : que le bonheur, suivant la belle théorie de Montesquieu [1], peut se trouver *dans chaque pays, dans chaque gouvernement;* qu'on ne peut se passer d'un pouvoir souverain, et qu'à tout prendre il ne répugne pas plus d'obéir à un prêtre qu'à un laïc ; que le Pape attire à Rome les étrangers et les richesses, que le commerce est plus solide et plus sûr dans les Etats pontificaux que dans certains

[1] *Esprit des lois*, préface.

Etats de l'Europe, qu'on y ressent moins les crises financières qui désolent à des intervalles périodiques, les places de New-Yorck, de Londres et de Paris, que le pays est préservé du fléau de la guerre par les traités et la nature du gouvernement; que l'industrie et le commerce favorisés par les primes et les encouragements enrichissent une foule de familles, qu'avec un travail assidu et l'esprit de conduite tout homme et les marchands de campagne eux-mêmes peuvent devenir marquis et princes, ainsi que les Torlonia et les Grazioli; que l'immense majorité des emplois, les prélatures, les évêchés, les charges de juge, sont donnés à la bourgeoisie, que les trois quarts des cardinaux appartiennent à la bourgeoisie, que la caste privilégiée, le clergé ouvre ses rangs à qui veut y entrer, mais les ouvre de préférence à la bourgeoisie; qu'il y a une marine et des chemins de fer dûs à l'initiative du Pape, que la ligne de Bologne à Rome a été depuis longtemps cédée à une compagnie française, et que si elle n'est pas en circulation ce n'est pas au Pape qu'il faut s'en prendre.

Voilà ce que disent les sujets du Pape. Il en est cependant qui se plaignent de lui et désirent des changements. Ce sont les hommes perdus de dettes, les débauchés qu'un père prudent a déshérités, ceux qui avaient une fortune, l'ont perdue et voudraient la refaire en mettant au service de l'Etat leurs capacités financières, comme le marquis Pepoli, les Mazziniens qui rêvent une sociale universelle, les impies et les Voltairiens qui fré-

missent d'obéir à un prêtre, les modernes Lucrèces qui trouvent le droit canon trop sèvère et le voudraient plus *civil*, la plèbe romaine qui n'a jamais pu supporter un joug quelconque, murmura contre les princes les plus doux et n'applaudit que Néron; enfin, les *marchands de campagne*, ces tendres amis de M. About, qui ne voudraient qu'une bagatelle, le domaine des terrains immenses qu'ils tiennent à ferme dans la campagne romaine, patrimoine des églises, des couvents et des pauvres.

Voilà ceux qui crient contre le pouvoir temporel des Papes. Ces gens-là ont à Rome comme partout, le verbe fort haut. Ils poussent de tels cris, ils font de telles plaintes, que l'Europe en est émue. Ils demandent des réformes, ils s'élèvent avec rage contre les abus du gouvernement pontifical, comme s'il y avait au monde un seul pays où les pots-de-vin soient inconnus, où les fonctionnaires publics n'abusent pas un peu de leur autorité.

Cependant, il faut dire à leur louange qu'ils ne tiennent pas l'horrible langage que leur prête M. About. Il les a calomniés. Avec un atticisme de langage que ce grand politique doit avoir appris à Athènes, il avance que les révolutionnaires, si l'Europe *les laisse en tête-à-tête avec le Pape*, commenceront *par lui couper le cou.* Ils le disent, M. About l'affirme. Mais je voudrais savoir s'il a entendu lui-même ces sanguinaires propos. A-t-il assisté, sur le mont Aventin, à quelque conventicule de scélérats? A-t-il vu de nouveaux Catilinas,

s'apprêter à plonger le fer dans le sein du Père de la patrie? A-t-il paru à quelque scène d'enfer, à l'un de ces conseils où délibèrent ensemble sur le choix de la victime, les Orsini, les Rudio, les Gomez? Non, jamais Saffi, Mazzini, Ciceruacchio n'ont tenu de pareils discours, n'ont nourri ces noires pensées. La haine des sectaires les plus envenimés contre le Pape ne peut aller jusqu'au parricide. Le poignard se leva sur Rossi, mais il épargna le Pontife, livré comme lui sans défense à la fureur de ses ennemis.

M. About ne connaît pas Rome quand il suppose que le Pape n'est pas tous les jours *en tête-à-tête avec la Révolution*. Il entretient sans témoins, dans son cabinet de travail, tout homme qui veut lui parler. Il va partout, il se montre partout, au *Monte Pincio*, à la *villa Borghèse*, sur la *via Nomentana*, sa promenade favorite. Il va en carrosse, et souvent il marche : un prélat et des gardes peu aguerris l'accompagnent. Il serait si facile à un sicaire de l'atteindre si l'on en voulait à ses jours. Mais non; la foi, le respect, un reste d'amour peut-être retient le bras des assassins. Le Pape le sait, il est plein de confiance, et il va toujours.

Il y a deux mois, on craignait un mouvement populaire : c'était le lendemain de la prise de Pérouse et le jour de la Fête-Dieu. Les Mazziniens frémissaient de colère. Les amis du Pape le suppliaient de ne pas se montrer dans la pompe religieuse de ce jour, crainte d'un attentat. Il répondit qu'il ne craignait rien, que les anges du Dieu

tout-puissant étendraient leurs ailes sur lui pour le défendre, mais que dût-il mourir ce jour-là d'un coup de poignard ou des éclats d'une bombe fulminante, il serait heureux d'avoir le sort des martyrs ses prédécesseurs, et d'expirer tenant entre ses mains le corps adorable du Rédempteur. Le cortège sacré sortit de la chapelle Sixtine à l'heure accoutumée, descendit lentement l'escalier royal, traversa le pérystile de St-Pierre et la place *Rusticucci*, bordés çà et là de bancs et de chaises vides, la peur ayant mis en fuite les Romains. Les traits du Pape respiraient le calme : il tenait les yeux fermés, et ne les ouvrait par intervalle que pour contempler avec amour l'auguste Sacrement. Les martyrs allant au supplice montraient un front moins serein. Toute ma vie, je me souviendrai de ce spectacle. Il n'y eut ni cris, ni émeute, ni attentat, la crainte arrêtant peut-être le fer des parricides, ou Dieu couvrant son Pontife d'une protection miraculeuse; car on a remarqué que depuis les scènes sanglantes du moyen-âge, on n'a jamais attenté aux jours d'un Souverain-Pontife. De tous les rois de l'Europe, n'en déplaise à M. About, il est le seul contre qui le fer des assassins ne s'est jamais levé.

C'est ainsi que le Pape est à charge à ses sujets, et que son pouvoir temporel est une cause de trouble pour tous les Etats de l'Europe.

Cependant, l'Angleterre, la Russie et le Piémont n'entendent pas de cette oreille. Il est convenu entre ces puissances que le Saint-Père ne sait pas

gouverner ses Etats, qu'il est cause de tous les troubles de l'Italie et de l'Europe; et de temps à autre on lui adresse des remontrances et des mémorandums.

Or, chaque fois que cette intervention se renouvelle, le Pape appelle son ministre, comme nous l'apprend M. About. Il le consulte, ils délibèrent ensemble, ils rédigent ensemble une réponse aux demandes collectives des cours. Mais tous les deux ont trop d'esprit pour faire aux souverains de l'Europe, la sotte réponse que leur prête M. About.

Quand on leur parle d'abus et de réformes, ils prient, avec une urbanité vraiment romaine, les cours de Londres, de St-Pétersbourg et de Turin de ne pas s'en tenir aux généralités, de préciser les choses, de signaler les abus, d'indiquer enfin les réformes qu'on juge nécessaires : ce qui met dans quelque embarras la diplomatie. D'autres fois, le cardinal Secrétaire-d'Etat expose doucement aux plaignants l'impossibilité où l'on est de les satisfaire tous, l'Angleterre demandant qu'on lâche la bride au peuple, et la Russie qu'on la serre.

« Vous n'avez point de police, dit M. de Cavour au cardinal Antonelli. Le cardinal répond : Notre police est si bien faite, que nous savons mieux que personne tout ce qui se passe en Italie et en Europe, et nous sommes toujours les premiers à dénoncer les complots. » « Vous êtes trop sévères pour les condamnés politiques, ajoute lord Palmerston, vous avez fait bâtonner un homme sur la place du

Peuple, et vous n'avez pas de garde nationale. » Le Cardinal répond : « Qu'on exile, il est vrai, ceux qui se révoltent contre le Souverain, mais qu'on se garde bien de les pendre comme à Corfou, et de les placer à la bouche des canons, comme aux Indes. J'ai fait bâtonner une seule fois, pour l'exemple, sur la place du Peuple, un voleur incorrigible. Mais vous en faites de même à vos étudiants et à vos matelots : tous les jours le gourdin retentit sur vos navires et dans vos Universités. Quand à la garde nationale, établissez-la d'abord chez vous, et vous viendrez ensuite m'en dire des nouvelles. »

Lorsqu'on réclame des franchises municipales et provinciales, le Cardinal démontre par des pièces authentiques qu'on en a plus à Rome qu'ailleurs. A ceux qui lui demandent le Code Napoléon, il répond : « Nous avons un Code meilleur, c'est le Code Romain, qui gouverne encore l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et l'Espagne. Ce Code a servi de modèle au Code Napoléon. Ce qu'il peut avoir de défectueux fut corrigé par les constitutions admirables de saint Grégoire, d'Alexandre III, d'Innocent III, de Sixte-Quint, de Benoît XIV et de Pie IX lui-même.

Ainsi raisonne le cardinal Secrétaire-d'Etat. L'Angleterre, la Russie et le Piémont se taisent pour un temps, n'ayant rien à objecter. M. About lui-même garderait le silence, s'il était assez impartial pour comprendre les arguments du cardinal.

CHAPITRE II.

NÉCESSITÉ DU TEMPOPEL.

Rome, 13 août.

Pendant les persécutions, les Papes trouvèrent dans les catacombes, dans la maison de quelque riche patricien, et même dans le palais des Césars, la liberté nécessaire pour régir l'Eglise. On les découvrait quelquefois et on les jugeait. Ils mouraient. Mais l'Eglise était toujours libre. Dans une chambre obscure des catacombes, le clergé assemblé faisait à la hâte et sous l'impression de la crainte une élection et l'Eglise avait un nouveau chef. Ni Domitien, ni Dèce, ni Dioclétien ne purent s'ingérer dans le gouvernement de l'Eglise. Les élections, la célébration des conciles, les actes administratifs des Papes étaient libres. Les lettres et les envoyés du Pape allaient partout, à Lyon, à Carthage, en Cappadoce, à Smyrne, à Antioche et à Alexandrie. Les évêques arrivaient librement à Rome et venaint consulter le Pape ou recevoir ses ordres. Un secret inviolable gardé, l'obscurité des catacombes, le pieux dévouement des fidèles étaient les sûrs garants de l'indépendance du Saint-Siége. Mais quand

l'Eglise, à la voix de Constantin, sortit des catacombes et parut au grand jour, ce prince comprit qu'elle avait besoin, avant tout, d'indépendance et de liberté.

Par un trait de génie qui l'honore, il sortit de Rome et laissa le Pape régir l'Eglise sans contrôle ni pression. Enfin, l'empire s'étant divisé en plusieurs royaumes, les peuples qui se partagèrent les débris de ce colosse s'entendirent pour laisser au Pape un riche domaine; ils unirent la souveraineté temporelle à la puissance spirituelle. Avec un sens éminemment pratique, ils comprirent que cette puissance temporelle du Pape était nécessaire au plein exercice de son autorité spirituelle, qu'avec la division territoriale de l'Europe telle que l'avait faite l'invasion des barbares, il serait impossible au Pape de gouverner l'Eglise, s'il n'était en même temps le souverain d'un état indépendant. Cette politique a été celle de tous les princes depuis le roi Pépin jusqu'à nos jours. Que de troubles, que de guerres, que de schismes, le pouvoir temporel des Papes a épargnés à l'Europe!

Supposez dans Rome un pouvoir rival, vous verrez des luttes incessantes. Le pouvoir civil voudra empiéter sur le pouvoir spirituel, contrôlera ses actes et les contrariera quand ils lui déplairont; si ce pouvoir vient à sortir des limites du devoir, se laissera-t-il condamner et excommunier par les Papes sans faire un peu de résistance? Ne sera-t-il pas tenté de punir le Pape de l'amende, de la prison ou de l'exil pour avoir troublé le repos de l'Etat,

alarmé les consciences *et offensé la religion*, pour me servir des propres termes de Mazzini dans la sentence portée contre les chanoines de Saint-Pierre, et alors que deviendrait l'indépendance du Saint-Siége? Quand le Pape voudra exercer son autorité souveraine, condamner une doctrine subversive, définir un dogme de foi, convoquer un concile, si cela n'était pas du goût du pouvoir civil, il faudrait que deux-cents millions de catholiques se résignent à recevoir la loi que ce pouvoir voudra faire au Pape. On défendra au Pape de sortir de Rome ou d'y rentrer, de faire passer des fonds à l'étranger ou d'en recevoir. On le dépouillera, au besoin, on lui adressera des menaces pour qu'il agisse dans tel ou tel sens; on le forcera à se déclarer l'ennemi des peuples avec qui les Romains seront en guerre.

Si le pouvoir civil n'était pas très-puissant, il serait bientôt absorbé par le pouvoir du Pape; l'histoire nous le prouve. Au moyen-âge, le Pape attirait à lui le pouvoir souverain partout où il résidait; Clément V, à peine arrivé dans les murs d'Avignon, y commanda en maître et ses successeurs furent de fait les souverains d'Avignon avant la cession que la reine Jeanne fit de cette ville au pape Clément VI. Si, au contraire, Rome obéissait à un roi puissant et ne faisait qu'un seul Etat avec l'Italie, le Pape deviendrait aussitôt un instrument terrible de domination universelle pour la puissance qui aurait un tel sujet. Les questions religieuses étant unies la plupart du temps à des questions politiques, ce

que M. About n'a pas assez médité, la France, l'Autriche, l'Espagne, craindraient toujours que le Pape n'abusât de son pouvoir en faveur de l'Italie, ne subît la pression de son gouvernement, ne se laissât arracher des actes nuisibles aux autres Etats. La défiance s'emparerait aussitôt des esprits. Il y aurait des désobéissances aux ordres du Pape, des schismes, des divisions interminables, des guerres même, et l'Eglise serait dans une agitation perpétuelle.

Enfin, le Pape est mortel comme les autres hommes. Quand il faudrait lui donner un successeur, qui garantirait à deux cent millions de catholiques la liberté de l'élection? Qui empêcherait les Romains de venir crier sous les fenêtres du conclave, comme autrefois : *Romano lo volemo, lo volemo Romano.* N'y aurait-il pas à craindre même que le pouvoir civil n'intimât aux cardinaux assemblés l'ordre d'élire celui-ci ou celui-là sous peine d'exil ou de prison, ou ne fît lui-même l'élection, et l'on verrait se renouveler les horreurs du grand-schisme, la guerre civile, le trouble dans tous les royaumes et l'horrible spectacle de l'anarchie.

C'est pourquoi la sagesse des peuples a établi que le Pape demeure indépendant de tout pouvoir temporel, qu'il soit souverain d'un Etat au même titre que les rois de l'Europe, afin qu'il puisse exercer librement son ministère et gouverner les peuples qui le reconnaissent pour leur chef spirituel. C'est là un des points les plus essentiels du droit public de l'Europe. Il n'y a pas d'homme sensé

qui n'approuve cette domination temporelle et n'y voie une garantie pour la liberté de l'Eglise et le repos du monde. Ceux même qui luttèrent contre les prérogatives pontificales, défendirent le temporel du Pape.

« L'Eglise, dit Bossuet, indépendante dans son chef de toutes les puissances temporelles, se voit en état d'exercer plus librement cette puissance céleste de régir les âmes. »

Fleury ajoute :

« Depuis que l'Europe est divisée entre plusieurs princes indépendants les uns des autres, si le Pape eût été sujet de l'un d'eux, il eût été à craindre que les autres n'eussent eu de la peine à le reconnaître pour père commun, et que les schismes n'eussent été fréquents. »

Et M. Thiers, qui n'est pas un père de l'Eglise comme l'observe M. About, n'a-t-il pas laissé échapper ces belles paroles :

« Pour le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même. C'est là un intérêt de premier ordre qui doit faire taire les intérêts particuliers des nations, comme dans un Etat l'intérêt public fait taire les intérêts individuels. »

Tous les hommes d'Etat sont de l'avis de M. Thiers. Il n'y a que les politiques comme le marquis Pepoli, M. About et Mazzini qui pensent différemment : le premier, par la raison toute naturelle qu'il espère avoir sa part au gâteau, si l'on en vient à déposséder le Pape ; le second, parce qu'il sait parfaitement que *les libraires de Belgique* paient très-grassement

les injures qu'on dit au Pape; le troisième, enfin, par le désir d'anéantir la puissance spirituelle du Pape et d'ensevelir dans une commune ruine le temporel et le spirituel; car Mazzini sait très-bien que le Pape ne peut gouverner l'Eglise s'il n'est le souverain de Rome, et pour détruire sa puissance spirituelle, le moyen le plus court, suivant lui, c'est de lui ôter son temporel. Depuis que le plan de Mazzini est connu, la question s'est éclaircie. Il n'y a plus de doute aujourd'hui. Les catholiques sincères, les vrais enfants de l'Eglise, sont ceux qui veulent conserver au Pape son patrimoine. Les autres sont des ennemis déclarés; on les reconnaît à ce signe, et la guerre que l'on fait au pouvoir temporel du Pape est comme l'hérésie des temps modernes.

« Mais, objecte M. About, faut-il que 3,124,668 hommes sacrifient leur liberté, leur sécurité et tous leurs biens, pour assurer au Pape cette indépendance dont nous sommes si fiers? » De grâce, M. About, jetez un regard sur la Turquie d'Europe, n'y voyez-vous pas une minorité barbare opprimant dix millions de chrétiens, qu'elle appelle chiens et qu'elle traite en conséquence? Le régime du sabre est encore en vigueur comme aux plus beaux temps de l'islamisme. Songez aux campagnes désolées, aux grandes cités tombant en ruines, aux maladies pestilentielles décimant les populations, aux millions de l'Etat employés à marier les filles du sultan, ce qui arrive souvent, Abdul-Medjid ayant pour le moins autant de femmes que ses ancêtres Mahomet II

et le grand Soliman. La présence des Turcs est une honte pour l'Europe civilisée. On les souffre cependant, on se résigne; savez-vous pourquoi? Pour maintenir l'équilibre européen, éviter des guerres interminables, empêcher un puissant empire de s'établir à Constantinople, et garantir la liberté du monde: on sacrifie à ces grands principes la liberté, le repos, les richesses, le bonheur de dix millions d'hommes. Pourquoi donc, pourquoi 3,124,668 hommes ne seraient-ils pas sacrifiés à la paix et au repos du monde? Sacrifiés! mais peut-on le dire des Romains quand ils ont le gouvernement le plus doux de toute l'Europe, les institutions municipales les plus larges, l'impôt le moins onéreux; lorsque les Papes, n'en déplaise à M. About, recueillent encore du reste de l'Italie, de l'Amérique, de l'Autriche, de l'Espagne, de la France même, de grandes sommes d'argent qui vont, par des canaux divers, soulager les pauvres, encourager les artistes et alimenter la fortune publique; lorsque le Pape Pie IX a déjà, pour sa part, distribué en aumônes dans l'état pontifical la somme énorme de huit millions!! Que de peuples s'accommoderaient d'un pareil gouvernement, et béniraient le ciel d'être sacrifiés comme les Romains!

« Les apôtres, ajoute M. About, étaient indépendants à meilleur marché, car ils ne faisaient le malheur de personne. » Je l'avoue, saint Pierre était plus indépendant que Pie IX, sans avoir un temporel; mais on ne doit pas oublier que le ciel se mêlait un peu de l'indépendance de ce premier Pape.

Quand le roi Hérode mit saint Pierre sous les verroux, un ange le délivra et lui rendit son indépendance. Si un ange descendait du ciel pour délivrer le Pape et le défendre chaque fois que les rois ou les peuples voudront attenter à sa liberté, nous sacrifierions volontiers le temporel du Pape pour cause d'inutilité. Au reste, si le Pape fait le malheur de quelques hommes, parce qu'il est roi; s'il exile des Mazziniens ; si les huissiers exproprient en son nom les mauvais payeurs; s'il fait emprisonner les voleurs et punir de mort les assassins, je trouve la chose toute naturelle; je ne vois là rien qui répugne à sa qualité de prince et de pontife, son devoir étant de faire respecter les lois et de punir les coupables : s'il agissait autrement, il mériterait le blâme. Les apôtres eux-mêmes firent au même titre le malheur de plusieurs, et M. About oublie que saint Pierre causa la mort d'Ananie, de Saphire et de Simon le magicien.

« Enfin, reprend M. About, le plus indépendant de tous les hommes, n'est-il pas celui qui n'a rien à personne? » Donc, si le Pape n'avait pas un pouce de terrain; s'il était pauvre comme les apôtres, il serait le plus indépendant de tous les hommes. Mon Dieu! s'il ne fallait pas manger, boire, se vêtir, celui qui n'a rien, je l'avoue, serait indépendant. Il ne perdrait pas son temps à administrer ses domaines comme les autres. Il ne serait pas attaché à la glèbe de l'administration de ses biens. Mais, comme nous sommes réduits à la triste nécessité de manger, de boire et de nous vêtir, pour peu que

nous tenions à conserver notre existence, il s'ensuit que nous serons les plus dépendants de tous les hommes, si nous n'avons rien. Il est vrai que nous n'aurons pas les soucis de l'administration, et sous ce rapport nous serons complètement indépendants; mais d'un autre côté nous serons sous la dépendance absolue de notre boucher, de notre boulanger, de notre tailleur.

Pour rien au monde, je ne voudrais, M. About, vous dire des choses blessantes; nous raisonnons. Or, si vous étiez riche, si vous possédiez quelque villa sur le penchant des monts Albains, une vigne, des prairies, un palais, ne vous croiriez-vous pas plus indépendant? Seriez-vous à la merci de vos libraires et *vos éditeurs de Bruxelles, Méline, Cans et compagnie,* auraient-ils pu vous décider à faire un livre comme la *Question romaine?* Vous auriez été sans doute plus juste dans vos appréciations, plus modéré dans votre langage, plus respectueux pour les personnes. Vous n'auriez pas fermé volontairement les yeux à la lumière. Vous n'auriez pas dit que le temporel force le Pape à emprunter à M. Rothschil, quand, chacun le sait, le Pape n'emprunte que pour guérir les maux de la révolution et résister à ceux qui veulent lui enlever son temporel; que le Pape en 1820 rompit ses relations avec les républiques d'Amérique soulevées contre l'Espagne, pour sauver son temporel, quand, au contraire, l'Espagne fut sur le point de briser avec Rome qui s'était montrée favorable à ces républiques; que la crainte de perdre son temporel força le

Pape à abolir les jésuites, lorsqu'il céda seulement aux menaces d'un schisme que lui faisaient les quatre cours catholiques; que le Pape, s'il était débarrassé du soin de l'administration de son petit Etat, pourrait s'occuper uniquement à embellir Rome, comme si la Rome moderne telle que les Papes l'ont faite n'était pas la plus intéressante de toutes les capitales de l'Europe par ses temples, ses palais et ses musées; qu'enfin, *le terrain conquis à l'Eglise se mesure par centimètres, depuis que le Pape est roi.* Mais l'Angleterre convertie au VIe siècle par les soins du Pape saint Grégoire, l'Allemagne par saint Boniface, la Saxe, la Hollande, la Suède et la Norwège, la Hongrie, la Pologne, la Bohême et le Danemarck convertis après que Charlemagne eut consolidé le pouvoir temporel des Papes, sont-ce des centimètres? L'Espagne conquise sur les Maures et ramenée à l'antique croyance par les descendants de Pélage et les efforts incessants des Papes, est-ce un centimètre? Et l'Amérique convertie par les missionnaires que Rome envoya, est-ce encore un centimètre? Quelles sont donc vos mesures, M. About, et de quels centimètres voulez-vous parler?

Après avoir dit une demi douzaine d'impertinences de ce genre que je ne veux pas relever pour ne pas abuser de votre patience, mon cher lecteur, M. About aborde une question brûlante et termine ainsi le chapitre : « *Les Bolonais prétendent qu'ils ne sont pas nécessaires à l'indépendance du Pape et qu'elle se passerait fort bien de Bologne comme elle se passe d'Avignon.* » Je réponds que le Pape ne se passe pas

d'Avignon autant que veut bien le dire M. About. La preuve c'est qu'en 1849, le Pape ne serait pas allé à Gaëte, s'il avait possédé Avignon. Il serait allé attendre à Avignon que les Romains fussent revenus *ad meliorem frugem*. Avignon qui offrait son palais, et le général Cavaignac qui pressait le Pape d'accepter, prouvent que la possession d'Avignon était sinon nécessaire, du moins très-utile à l'indépendance du Saint-Siége. Avignon était comme une menace suspendue sur la tête des Romains. Ils se souvenaient de Clément V, ils craignaient que les Papes n'imitassent son exemple si la révolte éclatait dans Rome, et la peur de la misère et de l'anarchie les maintenait dans le devoir. Quant à Bologne et aux Légations, on peut dire qu'elles font la richesse de l'Etat romain, que les séparer de Rome c'est anéantir cette capitale, que l'Etat pontifical, sans les Légations, au lieu de rendre facile au Pape l'exercice de son ministère, ne serait plus qu'un embarras pour lui, la dépense restant à peu près la même et les recettes étant diminuées de moitié, que Bologne, Ravenne et Ferrare s'étant séparées, les autres villes voudraient peut-être en faire autant, aujourd'hui Pérouse, demain Viterbe, après-demain Terracine, qu'enfin Bologne, Ferrare, Ravenne et les autres villes ont moins de répugnance qu'on ne le pense à subir le joug de Rome. Rome est toujours pour elles la reine des cités, la ville par excellence, *urbem quam dicunt Romam*. Ce qui flatte ces villes et Bologne elle-même, c'est que les Papes, fidèles aux traditions administratives les plus

louables, leur ont laissé toute leur importance et leur ont permis d'être de petites capitales avec un centre d'affaires, d'études, d'influence. Lucques, Sienne, Pise, Venise autrefois capitales de petits Etats indépendants sont aujourd'hui désertes et désolées. Ce ne sont plus que des ruines vivantes. Il n'en est pas ainsi des villes des Etats romains. Bologne est toujours la maîtresse des études et du commerce, Pérouse ouvre toujours ses écoles à une jeunesse studieuse, comme au plus beau temps du moyen-âge; Civita, Ancône et Terracine sont toujours au nombre des ports les plus commerçants de l'Italie, et Fermo est comme un centre où sont réunis la noblesse et les plus riches propriétaires de l'Etat-Pontifical. Du moment que ces villes se sépareraient de Rome elles perdraient leur importance et subiraient le sort de Sienne, de Pise, de Lucques. Elles le savent; c'est pourquoi elles veulent rester fidèles au gouvernement pontifical. L'émeute a éclaté quelquefois dans leurs murs, les représentants de l'autorité se sont vus obligés de fuir; mais l'Europe le sait, les émeutiers ne se recrutent que parmi les hommes perdus de dettes et de débauches, les étrangers et les mazziniens : la masse est attachée au Pape.

CHAPITRE III.

PATRIMOINE DU TEMPOREL.

Rome, 20 août.

M. About commence le troisième chapitre par ces doléances : *Sic fatur lacrymans :*

« Les Etats du Pape ne sont pas limités par la nature : ils se découpent sur la carte comme le hasard des événements les a faits et comme la bonhomie de l'Europe les a laissés. Une ligne imaginaire les sépare de la Toscane et de Modène ; la pointe méridionale entre dans le royaume de Naples. Je n'ai jamais jeté les yeux sur cette pauvre carte de l'Italie, déchirée capricieusement en fractions inégales, sans faire une réflexion consolante : les peuples italiens seront un jour indépendants des autres et unis entre eux. »

Si M. About était juste, il ferait une autre réflexion non moins consolante ; c'est qu'on ne forme pas les Etats sur des plans préconçus et indiqués par la nature. La guerre, les traités, le hasard même ou la sagesse des peuples tracent aux Etats leurs limites, et le royaume du Pape a subi cette loi générale. L'Italie n'est pas le seul pays qui soit

morcelé inégalement. La France n'a-t-elle pas ses limites naturelles qui sont les Alpes et le Rhin? cependant elle n'a pu encore aller jusques là, bien que la Savoie et la Belgique parlent notre langue. Nous nous renfermons depuis des siècles dans les frontières que nous ont faites les traités. Plusieurs îles qui touchent nos côtes sont au pouvoir des Anglais, il faut encore s'y résigner. Et cette pauvre péninsule ibérique qui serait si puissante et si complète sans le Portugal, sans Gibraltar qui souille son sol? Et cette pauvre Russie qui pourrait s'arrondir si aisément en englobant tous les peuples slaves de l'Europe et en enlevant Constantinople aux Turcs? Elle aurait alors des limites naturelles sur les deux mers, et ses frontières ne se formeraient plus de lignes imaginaires. Elle se résigne, provisoirement au moins, à rester ce qu'elle est et n'ose plus marcher en avant, de crainte de rencontrer sur son passage quelques bataillons de zouaves. Pourquoi donc les Italiens ne se résigneraient-ils pas? Pourquoi M. About trouverait-il mauvais qu'une ligne imaginaire sépare les Etats du Pape de la Toscane? — Mais cette ligne elle-même est moins imaginaire qu'on ne pense.

La division territoriale de l'Italie, telle qu'on la voit aujourd'hui, est bien ancienne; on ne peut reprocher aux Papes de l'avoir faite. Le royaume de Naples renferme tous les pays compris autrefois sous le nom de Grande-Grèce, la Sicile, Tarente, le pays de Salente, Parthénope. La Toscane, c'est l'ancienne Etrurie, dont le nom revit à chaque

révolution. Le Piémont, la Lombardie et la Vénétie, qu'est-ce autre chose que l'ancienne Gaule Transpadane? Enfin, l'Etat-Romain comprend le Latium, les pays des Volsques et des Sabins, la Gaule Cispadane. Ces limites sont si anciennes, que si M. About avait voulu se donner la peine de gratter un peu la terre sur les frontières de l'Etat pontifical, il eût découvert les vieilles bornes placées par les Etrusques, les Sabins et les Samnites. Ces limites sont si naturelles, si adaptées au caractère des peuples de l'Italie, que ni la conquête, ni le despotisme, ni les révolutions n'ont pu les changer. Depuis trois mille ans environ l'Italie est la même. Jamais elle n'a pu former une seule nation, jamais elle ne pourra s'unir en masse compacte.

Trop d'intérêts divers et trop d'antipathies divisent ses peuples. Les Napolitains et les Romains sont deux familles à part. Les trop habiles Génois inspirent la défiance à tout le reste de l'Italie ; ils sont encore comme du temps du Dante, aux yeux de tous les Italiens.

La gente piena d'ogni magagna.

Enfin, Lombards, Toscans, Romains et Napolitains, tous s'unissent dans une haine commune contre les Piémontais, à qui même ils refusent l'honneur d'être membres de la grande famille italienne. Les Piémontais ont du sang gaulois dans leurs veines. Les Lombards sont les Longobardi ; les Toscans descendent en ligne directe des Etrusques, et les Romains modernes viennent des

anciens, l'élément barbare s'étant très peu mêlé à ces deux vieilles races. Enfin, les Napolitains ont à la fois du sang grec et du sang normand. Il est donc impossible de former un seul peuple avec ces éléments divers. Ajoutez que six capitales rivales, ayant une importance et une population presque égales, toutes placées admirablement pour commander aux autres, fractionnent l'Italie en plusieurs Etats indépendants. L'unité de l'Italie n'est donc qu'une vaine chimère, comme l'avouait, il y a quelques mois, au sein du Parlement, lord Derby lui-même.

Cependant, ce n'est pas le hasard tout seul ou les traditions du passé qui ont tracé la carte des Etats du Pape. Une profonde sagesse a présidé à ce travail, ou mieux, c'est la Providence qui s'en est mêlée, pour rendre facile au Pape le gouvernement des âmes. Voyez-vous sur la carte ce petit Etat de trois millions d'hommes et plus, qui va d'une mer à l'autre, entre la Toscane et le royaume de Naples, se resserre aux Apennins et vient s'élargir au-dessous de la Lombardie et de la Vénétie ? C'est là l'Etat pontifical. Il n'est pas trop grand, de peur que le Pape n'eût la pensée de faire des conquêtes ; il n'est pas trop petit non plus, afin que l'indépendance du chef de l'Eglise soit garantie. De même que l'Italie est d'un abord facile à toutes les nations, placée comme elle est entre l'Orient et l'Occident et au centre de la Méditerranée, de même l'Etat romain est au milieu de l'Italie pour qu'on puisse y entrer de toutes parts. La France, l'Espagne,

l'Amérique et les missions communiquent avec Rome par la Méditerranée ; l'Allemagne par le Tyrol, l'Istrie et les Légations ; l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et tout l'Orient par la mer Adriatique. Or, de même qu'on gênerait singulièrement les communications des catholiques de France et d'Espagne avec le Souverain-Pontife si on le réléguait au-delà des Apennins, à Bologne ou Ancône, de même aussi on ferait un mal irréparable aux catholiques du Nord, de l'Orient et de toute l'Europe centrale, on rendrait tout rapport avec le Pape difficile, impossible même en temps de guerre, si on ôtait au Pape Ancône et les Légations. Ces considérations engagèrent autrefois Pépin et Charlemagne à agrandir le domaine des Papes, et de nos jours encore, elles déterminèrent les diplomates du congrès de Vienne à laisser aux Etats romains les limites que la raison des peuples et la sagesse des temps anciens leur avait données.

Au lieu d'envisager les choses de ce point élevé, de distinguer Rome de tous les autres Etats, de voir, avec tout le monde, que l'Etat romain fut créé pour le repos et le bonheur de deux cents millions d'hommes, M. About s'amuse à des questions de détail. Il épilogue sur le pain, le vin, les chemises, les robes de soie ; il savoure au-delà des Apennins la suave odeur de l'engrais. L'Etat romain ne serait qu'une immense broussaille de Bologne à Terracine, il n'aurait ni ports, ni usines, ni agriculture, qu'il faudrait encore le laisser au Pape.

Mais l'Etat romain est-il donc si mal partagé ?

Non. C'est un des pays de l'Europe où l'agriculture a fait le plus de progrès depuis un demi-siècle. Au dire des voyageurs impartiaux, il ne le cède, sous ce rapport, qu'à l'Angleterre et à la Lombardie. Quand on a dépassé la campagne de Rome, on voit partout de belles prairies, des champs de blé, des vignes, des vergers d'oliviers, des mûriers qui servent à produire cette belle soie, l'une des plus estimées de l'Europe. Des ruisseaux, des canaux, des rivières portent la fertilité dans les plaines. Le flanc des montagnes est couvert de riches forêts, où les sources s'alimentent, où les pluies se forment, et les champs sont rarement désolés par la sécheresse. Une population active et laborieuse remue la terre avec une énergie que les anciens Romains eussent louée. Mais comme les ardeurs du soleil l'obligent à faire la sieste, et qu'elle travaille en partie la nuit, les voyageurs s'imaginent que les sujets du Pape sont paresseux, que le blé, la vigne et l'olivier poussent tout seuls et comme par miracle.

Le commerce et l'industrie fleurissent dans l'Etat pontifical. Ses mines d'alun et de quartz sont justement renommées. Des chutes d'eau nombreuses et bien ménagées invitent à la construction d'immenses usines. La population est naturellement industrielle, comme le reconnaît M. de Tournon, qui ne mit pas trois mois seulement à étudier l'Etat Pontifical et ne se contenta pas des renseignements de quelques *Romains illustres*. Il vit les choses par lui-même, étant préfet de Rome, et son témoignage vaut celui de M. About.

Or, quel usage les Papes ont-ils fait de tant de richesses, se demande celui-ci ? Qu'ont-ils fait pour l'agriculture, l'industrie et le commerce? Et sa réponse est celle-ci : Rien, absolument rien.

Il me semble cependant que les Papes ont accordé bien des faveurs à l'agriculture. Les paysans et les agriculteurs forment dans l'Etat, comme une seconde caste privilégiée. Réunis en association, ils composent une espèce de garde nationale plus utile et plus sérieuse que la garde urbaine, bonne seulement pour la parade et le plaisir des yeux. Partout ailleurs le séjour des villes est préféré à celui de la campagne, et chaque jour le nombre des agriculteurs diminue. C'est le contraire dans l'Etat Pontifical.

Avec une sagesse qui leur fait le plus grand honneur, les Papes ont toujours cherché à allier les avantages de la grande et de la petite culture. Les princes, les hospices et les basiliques possèdent des terrains immenses. La liste civile n'a rien ou presque rien. Le reste du territoire est morcelé au point qu'un individu sur cinq participe à la propriété. Rome est après la France, la Hollande et la Belgique le pays du monde où la propriété est la plus divisée.

En Angleterre, il y a un propriétaire sur 420 individus.

En Allemagne, il y en a un sur 110 habitants.

A Rome, c'est un propriétaire sur 15 habitants.

En France, c'est un sur neuf.

Les Papes firent les plus sages lois pour enrichir l'agriculture. L'exportation des céréales est défen-

due seulement quand la récolte est insuffisante aux besoins de la population. L'impôt foncier est moins lourd dans l'Etat-Romain que partout ailleurs, si l'on excepte la Suisse. En France, l'impôt foncier est côté : 30 francs par tête. En Angleterre : 68 francs, et dans l'Etat-Romain : 9 *francs* 35 *centimes ! ! !*

De plus, comme l'Etat-Romain n'est jamais en guerre avec personne, la conscription ne vient pas enlever aux travaux de la campagne les bras les plus robustes. Enfin, les Papes favorisent, par des primes intelligentes, les travaux de l'agriculture. Ils savent qu'un gouvernement n'a pas besoin d'animer le propriétaire à cultiver son champ, l'appât du gain et l'intérêt particulier étant le meilleur de tous les encouragements et le plus puissant de tous les mobiles. Mais ils encouragent avec intelligence les efforts qui n'ont pas un résultat instantané. Tout homme qui plante un arbre reçoit une prime, et Dieu sait le zèle que mettent les Romains à mériter cette récompense. Grâce à cette sage prévoyance, de 1850 à 1855, on a planté sur le sol des Etats romains 737,751 pieds d'arbres.

Le gouvernement encourage aussi par des primes, des médailles et une liberté absolue tous les efforts de l'industrie. L'alun, les draps, les toiles, les indiennes, la poterie, le papier et les mosaïques de l'Etat pontifical sont estimés dans toute l'Europe. Il s'en fait une exportation considérable. Enfin, la population industrielle se compose de 260,000 individus, et ce chiffre imposant répond mieux que tous les raisonnements aux calomnies des ennemis du Saint-Siége.

Quant au commerce, il fleurit dans l'Etat romain autant qu'en Toscane et en Piémont, grâce aux Papes qui ont compris, bien avant Montesquieu, que l'Etat ne doit pas s'immiscer dans les opérations commerciales. L'entrée et le transit des marchandises ne sont pas soumis à des tarifs exagérés, à des formalités vexatoires. Les étrangers de tous les pays sont comme chez eux dans l'Etat pontifical. Ils y trouvent une nouvelle patrie. Enfin, le nombre des commerçants est de 84 mille individus.

Quelle mauvaise foi ne faut-il pas, après ces chiffres éloquents, pour oser dire avec M. About que les Papes n'ont pas su profiter de tout ce que la nature ou les anciens Romains ont fait pour l'Etat et qu'entre leurs mains tout a dépéri, tout va à la diable, le commerce, l'agriculture, l'industrie !

Mais les Romains, dit M. About, *léguèrent au Pape des aqueducs gigantesques et le Colisée où le Pape fait prêcher des capucins.* Je l'avoue, les empereurs romains construisirent des aqueducs gigantesques pour les besoins de Rome, pour les thermes, les nymphées et les fontaines ; mais ces aqueducs furent détruits par les barbares et par Robert Guiscard entr'autres, dans l'incendie qui consuma la ville ancienne. Les papes les reconstruisirent en partie pour fournir de l'eau à la ville nouvelle, et cette eau, amenée au sein de Rome par les papes, est si abondante que les fontaines ressemblent à des lacs et à des rivières. Elles ont quelquefois la force de faire mouvoir plusieurs moulins, la fontaine Pauline en est la preuve.

Quant au Colysée, on voulut autrefois l'utiliser et on en fit un dépôt d'engrais et d'immondices. Mais les Papes se ravisèrent et consacrèrent à la piété un lieu sanctifié déjà par le sang des martyrs. L'univers entier applaudit.

Les voies romaines ont été religieusement conservées, entretenues, agrandies par les papes. Les voies romaines sont encore les plus larges et les plus solides de toute l'Europe. Le gouvernement pontifical, fidèle à de vieilles traditions, prodigue l'argent pour l'entretien des routes.

Le plus bel ouvrage des Papes est ce fameux viaduc, ce pont à trois rangs d'arches de *Lariccia*, une des merveilles de notre siècle. Pie IX l'a fait construire. Il a dix mètres de large, 333 mètres de long et une hauteur de 65 mètres, en tout c'est une construction de 100,000 mètres cubes.

Le Tibre, ajoute M. About, *se prêtait jadis aux besoins du commerce intérieur, les historiens romains l'ont vu navigable jusqu'à Pérouse. Si l'on canalisait son lit, il rendrait plus de service et déborderait moins souvent.* Or, le Tibre débordait du temps des Romains comme aujourd'hui. Ils ne purent le canaliser, le Tibre étant le plus capricieux des fleuves. Jamais on ne pourra l'empêcher de charrier une vase épaisse et une terre végétale qui obstrue son lit. Il n'a pas changé de couleur, il est jaune comme au temps de Virgile :

Multâ flavus arenâ.

M. About reprend : « *Si Panurge avait eu Ancône*

et Civita-Vecchia dans son royaume il n'aurait pas manqué de créer une marine. La chose est si naturelle que tous les Panurges pensent de même. Mais les Papes qui ne montent sur le trône de saint Pierre qu'à un âge fort avancé et sont, par conséquent, des hommes très-réfléchis, ont pensé, avec quelque apparence de raison, qu'une marine pouvait être nécessaire au temps des croisades, quand Rome faisait la guerre au sultan d'Egypte et au grand-turc, et Dieu sait si la flotte pontificale fit mauvaise figure à la bataille de Lépante; qu'elle pouvait être encore fort utile à la défense des côtes, quand les pirates d'Alger, d'Oran et de Tétuan infestaient les mers; mais qu'aujourd'hui, le Pape n'ayant plus de guerre à soutenir, une marine serait inutile, ruineuse pour ses finances, et ne servirait qu'à tenter la cupidité d'un Etat voisin, comme le Piémont, qui ne se pique pas d'une délicatesse de conscience excessive en fait de propriété, et mettrait l'embargo sur les navires du Pape à la première occasion, pour le rendre sans doute plus indépendant à la manière de M. About. Voilà pour la marine de l'Etat. Quant aux navires de commerce, le gouvernement en favorise la construction par tous les moyens possibles. En 1856, on comptait 1,716 bâtiments pontificaux, jaugeant 106,589 tonneaux et allant porter en Grèce, en Autriche, en Toscane et à Naples les divers produits du sol romain. Si M. About veut avoir un plus ample informé de la marine pontificale, je lui conseille de lire à temps perdu, pour son instruction, l'histoire que vient

d'en faire un religieux aussi érudit que consciencieux. Il y trouvera, j'espère, quelques détails qui pourront l'intéresser et l'aider puissamment à corriger la seconde édition de son livre, pour peu qu'il tienne à le perfectionner.

Enfin, dit-il en terminant, *vous ne pouvez le nier, les environs de Rome ressemblent à la route de Civita-Vecchia. Une ceinture de terrains incultes, mais non stériles, enveloppe cette capitale. L'agriculture ne fleurit qu'au-delà des Appennins. Les champs sont non seulement piochés, mais fumés, et qui plus est, plantés. L'odeur des engrais me surprit beaucoup; j'en avais perdu l'habitude..... Saint Pierre est une belle église ; mais un champ bien cultivé est une admirable chose.*

Si on vous écoutait, M. About, on sèmerait du blé partout, sur les débris du Colysée et des thermes de Caracalla qui sont de belles ruines, si l'on veut, mais un champ bien cultivé est si beau! sur le bois de Boulogne et la forêt de Vincennes qui sont beaux, mais un champ l'est davantage encore! Sur les débris du Vatican, du Belvédère, des musées du Louvre et du château de Versailles, qui sont, il est vrai, admirables, mais un champ de blé et une vigne sont si productifs! Malheureusement, là où l'on ne voit pas de belles églises, des bois, des musées et des palais, comme chez les Hottentots, les Malais et les Nègres, on ne voit pas non plus des vignes et des blés, soit que les vignes et le blé fassent les églises et les palais ou mieux que les palais et les églises produisent avec la civilisation, des vignes et du blé.

Il ne faut rien exagérer ; la vérité se trouve toujours dans la modération, et l'homme sage ne doit pas chercher des blés et des vignes là où le blé et la vigne ne peuvent pousser.

M. About a trouvé la campagne romaine pitoyable par la raison qu'on n'y voit ni forêts, ni vignes, ni engrais. Beaucoup de gens, les artistes surtout, sont d'un avis contraire, et admirent cette campagne. Rome est placée au milieu d'une zône de verdure et de prairies, qui forme comme une oasis au milieu du désert. Puis vient la zône fiévreuse, verte en hiver et jaune en été quand le soleil a mûri les blés. L'aspect en est ravissant. On voit partout des monticules où paissent les troupeaux ; de longues files de vaches et de brebis montent ou descendent à pas lents sur le flanc des coteaux. Les chevaux bondissent au milieu des vertes prairies. Ils s'approchent quelquefois des barrières qui bordent la route, vous jettent un regard, puis s'enfuient à pas précipités et disparaissent au milieu des herbes épaisses. Il y a là des horizons immenses. On voit à l'est les montagnes de la Sabine aux flancs azurés, à la crête couronnée de neige, et au couchant la mer où se reflètent, comme sur une glace, en lignes d'argent, les rayons du soleil. Çà et là s'élève du sein de la verdure une ruine, une cabane de berger, une longue fontaine où les troupeaux viennent s'abreuver. La solitude et le silence vous environnent, vous sentez que la grande nature règne ici. Il y a dans ces champs déserts quelque chose de triste qui fait rêver, un je ne sais quoi de

doux et de tendre qui repose le cœur. Sans les fièvres, sans la *malaria*, je sais plus d'un artiste qui se bâtirait une maisonnette sur l'un de ces coteaux, pour y peindre et y rêver toute la vie. Mais la fièvre !

Au dire de M. About, il semblerait que les Papes ont amené la fièvre à Rome, et que leur bénédiction est pour la campagne romaine une malédiction. Il y a longtemps que la fièvre a acquis domicile à Rome. Le mois d'août, le terrible mois d'août, disait Horace, qui ramène la fièvre et *fait ouvrir les testaments :*

Adducit febres et testamenta resignat.

Les anciens Romains ne bâtissaient pas dans la campagne romaine proprement dite, à quelques exceptions près. La fièvre est produite par les exhalaisons du Tibre, les ardeurs du soleil et la qualité du sol. Les Papes ont tenté en vain de détruire la *malaria*, ils ont desséché des marais, défriché la campagne romaine, régularisé les cours d'eau et le tout inutilement. Pie VI et Pie VII firent construire des hameaux dans la zône fiévreuse. Ils y firent venir de gras et robustes Allemands pour cultiver les champs d'alentour. Deux ans après la *malaria* avait tout décimé, hommes, femmes, enfants. Que de millions furent engloutis dans les marais Pontins dont les anciens Romains eux-mêmes n'osèrent entreprendre le dessèchement ! Les Papes l'ont tenté. Une grande étendue de terrain fut acquise à la culture. Là où croupissaient autrefois des eaux

malsaines, s'élèvent de riches moissons, qu'on prendrait de loin pour une plaine d'or quand le soleil a jauni les épis. Et pourtant, la fièvre a résisté à ces efforts héroïques.

M. About est aussi exact quand il dit que l'agriculture ne fleurit qu'au-delà des Apennins. Il n'a donc jamais parcouru les charmants coteaux de l'Ombrie, couverts de vignes, de mûriers, d'oliviers; les plaines de Pérouse, les vallées de la Sabine, image de la Suisse, les bords du lac de Bolsena, plantés de vignes et produisant ce bon vin d'Est si justement renommé : la campagne romaine elle-même, couverte de prairies naturelles ou de vastes champs de blé qui font la richesse des *marchands de campagne*. Le laboureur prudent n'y sème le grain que tous les trois ans, pour ne pas épuiser la terre. Dans l'intervalle, les bœufs et les brebis y paissent, laissant sur toute la surface du sol un engrais plus fécond que celui dont M. About respira l'odeur au-delà des Apennins. Il n'a donc jamais vu les montagnes de Tivoli, d'Albano et de Frascati couvertes littéralement d'oliviers et de châtaigniers, ces villas somptueuses s'élevant sur les coteaux au milieu d'une touffe d'arbres, ces eaux qui jaillissent de toutes parts avec un charmant murmure et vont porter dans les prairies la fraîcheur et la fécondité, ces arbres qui plient sous le poids de leurs fruits, ces longues allées de platanes, d'ormeaux ou de châtaigniers qui bordent les chemins; *Grotta-Ferrata*, où les beautés de la nature, le vert des prairies et la fécondité des champs inspirèrent au

Dominiquin ses plus belles fresques, la riche campagne de Marino, ses gigantesques châtaigniers et son bois antique de Ferentino où s'assemblait la diète des peuples latins, où le frais, l'ombre et le silence résident; le lac d'Albano, d'un azur aussi doux que le ciel, bordé de prairies et de vignes qui lui forment une verte ceinture, tantôt plissé légèrement par le vent qui descend en rafales des flancs du Monte-Cavi, tantôt argenté par les rayons du soleil; Castel-Gandolfo, qui s'élève en amphithéâtre sur la crête de la montagne, au-dessous du château des Papes, jaillit du sein des ormeaux, des oliviers, des treilles et des rosiers, et ressemble à une vision céleste; Albano et Lariccia, cités rivales et coquettes que le produit des champs enrichit.....

Que M. About entreprenne ce pèlerinage. Qu'il aille un jour, au lever du soleil, avec un ami, comme je l'ai fait moi-même, de Frascati à Lariccia, qu'il savoure le plaisir que donne la vue de ces vertes campagnes. Je lui permets après de médire à son aise de la mauvaise administration des Papes, de la campagne romaine et du triste état de l'agriculture en deçà des Apennins.

CHAPITRE IV.

LES SUJETS DU TEMPOREL.

Grotta-Ferrata, 27 août.

Rien ne ressemble au Digeste ou au décret de Gratien comme le livre de M. About : c'est une salade de toute herbe, une macédoine, une *olla podrida*, où le profane et le sacré se coudoient, où la médisance et la calomnie marchent de front avec des aveux précieux, où l'esprit de Voltaire, qu'on cite souvent sans le dire, se trouve, à son corps défendant, à côté de l'esprit de M. About. Ce que M. About affirme au commencement d'un chapitre est quelquefois contredit par ce que M. About dit en terminant. Il tire à la fois des sons de toutes les cordes, et dans sept à huit pages il effleure tout, il touche à tout, il épuise tout. Vous croyez qu'il va vous parler de la campagne romaine : il la parcourt comme un trait, il vole, il vous échappe, il est déjà au-delà des Apennins. Lorsqu'il a pris haleine, il vous semble qu'il va traiter définitivement la grande question des Légations, éclaircir toutes les difficultés et donner des raisons convaincantes. Il fait une plaisanterie plus ou moins fine,

et la chose est démontrée. Puis il tourne la bride à son cheval, et le voilà au milieu de l'*Agro romano*. Il vous dira le temps que mirent autrefois les Romains à le conquérir et le petit nombre de ceux qui le possèdent aujourd'hui.

Les chapitres sont ordinairement taillés sur un patron fort large, et tout peut y entrer. Il est des propositions qui reviennent à chaque page, afin, sans doute, que le lecteur s'en pénètre bien : la mauvaise administration des prêtres, le triste état où le peuple est réduit, la nécessité de rétrécir le patrimoine du Pape ou de le supprimer, la *malaria*, qui décime, grâce aux Papes, la campagne romaine, etc., etc. Vous croirez peut-être que M. About, voulant démontrer tel ou tel point en particulier, va creuser le sujet, étudier la question, citer des autorités, donner des preuves et des raisons décisives. Comment eût-il pu le faire? Il n'a eu qu'un an de réflexion. Il tire de ses notes quelque grosse facétie, la dit, la répète plusieurs fois en termes différents, et la chose est prouvée. Vous êtes difficile après cela si vous n'êtes pas convaincu, si vous ne faites pas *chorus* avec M. About, le marquis Pepoli, et les marchands de campagne, si vous ne dites pas que le gouvernement du Pape est un piètre gouvernement, un *gubernaccio !*.....

Par exemple, M. About traite, dans le chapitre IV, la grande question des sujets du temporel. La vérité qu'il se propose de démontrer est celle-ci, ou je me trompe fort : Les sujets du Pape sont les plus malheureux de tous les hommes. Un économiste

ordinaire aurait d'abord examiné ce point très attentivement, il aurait vu si les sujets du Pape sont vraiment malheureux, pour ne pas attendrir inutilement le lecteur en les faisant souffrir et *mourir par métaphore*. Puis, il aurait passé aux grands principes d'après lesquels les peuples sont réputés malheureux, enfin il eût démontré que, d'après ces principes, les Romains sont malheureux. Il eût surtout donné des preuves; car de nos jours, le lecteur est un personnage inquiet et difficile à convaincre. Il veut toucher du doigt ce qu'on lui démontre. Si M. About ne croit pas à l'infaillibilité du Pape, il est peu d'hommes qui veuillent croire à l'infaillibilité de M. About.

Trois choses peuvent démontrer jusqu'à l'évidence qu'un peuple est heureux : d'abord s'il mange à sa faim et s'il a bon visage, 2° s'il multiplie, 3° s'il s'attache à la terre et ne va pas chercher au loin le bonheur que la patrie lui procure.

Or, pour tout homme qui a parcouru l'Etat pontifical, la première question est tranchée. Quant on voit ces gras et gros Romains des Monti, du Trastevere, de partout, taillés comme des athlètes, puissants comme des hercules, on est bientôt convaincu que ce peuple se nourrit confortablement. L'Italie est comme la terre classique des macaronis, et pourtant, chose étonnante, la statistique de cette pâte nous apprend qu'il s'en fait à Rome une consommation plus grande que dans tout le reste de l'Italie. Mais après tout, les macaronis ne sont que des macaronis. Il y a mieux que çà. Rome est la

capitale de l'Europe où, proportion gardée, on consomme la plus grande quantité de viande de bœuf, de veau et d'agneau. Quand on songe aux pauvres Irlandais, se nourrissant de pommes de terre, aux Russes se contentant de seigle noir, et à tant d'autres qui font leurs délices du riz et du maïs, on est convaincu que les Romains ne sont pas déjà si malheureux.

Je l'avoue, reprend M. About, *les Romains mangent. Ils peuvent faire, sans se gêner, plusieurs repas par jour. Mais la nation la mieux douée de l'Europe se persuadera difficilement que le but de la vie est de faire quatre repas par jour.* Comment pourraient-ils être heureux ces Romains? Ils n'ont pas le bonheur de faire la guerre. Jamais leur sang n'est versé sur les champs de bataille. Leur territoire est borné, et un peuple peu nombreux a-t-il jamais été un peuple heureux? Enfin, ils ne sont pas soumis au sceptre du roi de Piémont, et ils ne forment pas sous son administration douce, économe et point tracassière, une seule nation, une grande Italie. Je réponds que le besoin de la guerre se fait moins sentir aux Romains qu'on ne le suppose. Ils savent ce qu'elle a coûté à leurs pères. Au reste, s'ils croyaient que la guerre fût nécessaire à leur bonheur, ils n'auraient qu'à s'en ouvrir au Pape. Le Pape est si bon qu'il leur signerait des passe-ports; ils pourraient aller librement en Crimée, en Algérie, en Lombardie, s'enrôler dans les légions étrangères.

Que les bornes étroites d'un Etat ne s'opposent pas à son bonheur, Montesquieu l'a assez prouvé.

Ses raisonnements pourraient nous conduire loin. Je me contenterai de citer l'exemple de la Belgique et de la Suisse. Quant au bonheur ineffable que l'Italie goûterait sous le sceptre de la maison de Savoie, avec le prestige de la grandeur et de l'unité, c'est encore un problème à résoudre. La grande difficulté qu'y voient les Romains, c'est la persistance et l'acharnement que met parfois le Piémont à faire goûter ce rare bonheur à des peuples qui voudraient être un peu moins heureux. Les Romains n'ont pas oublié que le général La Marmora força les Génois, par un bombardement en règle, à jouir du bonheur dont ils ne voulaient plus, soit qu'ils fissent les dégoûtés, ou soit que l'homme finisse à la longue par se lasser de tout.

En second lieu, si le peuple romain n'était pas heureux, il multiplierait moins. Les mariages ne seraient pas aussi fréquents. On craindrait de donner le jour à des enfants malheureux comme leurs pères. Or, la statistique, inflexible comme la justice et la vérité, nous démontre que depuis 1815 la population des Etats romains a crû d'un tiers environ, tandis qu'en France, où le peuple est si heureux, elle n'a grandi que d'un cinquième. En France la population moyenne est de 67 habitants environ par kilomètre carré, tandis que dans l'Etat pontifical elle est de 75 habitants.

M. About répond qu'il n'y a à cela rien d'étonnant, qu'une seule chose l'étonne, c'est que la population n'ait pas plus augmenté. Voilà une réponse fort plaisante. *Mais*, ajoute-t-il, *la Grèce a*

un fort mauvais gouvernement, je l'ai prouvé, et cependant la population a triplé de 1832 à 1853. Permettez-moi de vous dire, M. About, que si vous êtes aussi véridique et aussi impartial pour la Grèce contemporaine que pour l'Etat romain, les Hellènes n'ont pas un gouvernement aussi mauvais que vous voulez nous le faire croire. On dit même que vous l'auriez trouvé excellent sans certaines particularités, qu'il vaut mieux passer sous silence. La Grèce eût-elle le pire de tous les gouvernements, pouvait voir sa population triplée en 20 ans pour deux raisons : elle respirait après avoir secoué la tyrannie des Turcs, et une foule d'Hellènes revenaient de tous les points de l'empire ottoman s'abriter à l'ombre de sa nouvelle royauté.

Cette dernière raison nous amène tout naturellement à la grande question de l'émigration, qui est la preuve la plus convaincante du malheur des peuples. Quand l'homme gémit sous un gouvernement tyrannique ou que la terre est insuffisante à le nourrir, il émigre, il va chercher ailleurs le bonheur que sa patrie lui refuse; car, il tient par le fond de son âme au sol natal, aux champs que son père arrosa de sa sueur, aux montagnes, aux horizons qu'il a toujours vus, à ses amis d'enfance; s'il quitte tout, c'est qu'on l'y force. D'où les économistes concluent que l'émigration des peuples est le signe de la stérilité du sol ou celui d'un gouvernement vicieux. L'émigration a fait perdre à l'Irlande, en quelques années, *plusieurs millions* d'habitants. L'Allemagne vient après. Mais l'Etat-Pontifical ne

connaît pas ces émigrations douloureuses. Chose singulière ! les sujets du Pape n'aiment pas même à passer d'une province à une autre et le chiffre de tous les émigrants ne s'élève qu'au nombre de 200,000 hommes. Ces chiffres parlent haut et disent beaucoup mieux que tous les raisonnements, combien les sujets du Pape sont malheureux et le gouvernement despotique.

M. About répond que le Pape est chiche de passe-ports. Cependant, il sait mieux que personne si le Pape refuse des passe-ports; car il en donne quelquefois à ceux-là même qui ne lui en demandent point.

Si l'économie politique n'est plus la même qu'autrefois, si les raisons données plus haut ont cessé d'être convaincantes depuis M. About, si le peuple qui est le mieux nourri, le peuple qui multiplie le plus, le peuple qui émigre le moins, n'est pas un peuple heureux, je prie humblement M. About de me faire l'honneur de me dire quel est le peuple le plus heureux, quels sont les signes certains de la félicité publique, à quelles marques on reconnaît les bons gouvernements, enfin quelle est la règle que les rois doivent appliquer pour voir s'ils font ou non le bonheur de leurs peuples.

CHAPITRE V.

LES PLÉBÉIENS.

Rome, 29 août.

L'Eglise catholique, on l'a dit souvent, est une grande école de respect. Elle enseigne aux grands à respecter dans leurs inférieurs le titre d'homme et de chrétien; elle apprend aux petits à respecter tout ce qui est au-dessus d'eux : le pouvoir, les talents, la naissance, la fortune. Il n'y a rien d'étonnant qu'à Rome le plébéïen soit au-dessous du bourgeois et celui-ci au-dessous des patriciens. Ce n'est pas à Benoît XIV et à Pie IX que cet usage remonte. Saint Paul l'introduisit quand il disait aux premiers chrétiens : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit.* L'égalité de l'évangile n'anéantit pas les rangs. Elle fait de tous les chrétiens, un peuple de frères qui s'entr'aident, se défendent mutuellement, et pourtant ont, les uns pour les autres, les plus grands égards. Quand M. About reproche aux Romains cette inégalité de conditions, quand il fait un crime aux bourgeois de reconnaître la supériorité des princes et aux plébéïens de s'incliner devant les bourgeois, il oublie

neur de Rome, et enfin cardinal. Cet autre n'a pas fait des études aussi brillantes : il sait lire, écrire et compter. Il entre en qualite de fouille-au-pot dans une bonne maison ; quand le service l'aura dégrossi, on l'élèvera à la dignité de camérier. Dans ce poste important, il cherche à plaire, il y réussit, il gagne la confiance du maître, qui le fait *maestro di casa*. Il est alors considéré comme membre de la famille ; on s'occupe de son avenir, on le marie du mieux qu'on peut. Il fait chaque année des économies. Quand son patron meurt, il est inscrit au testament, suivant l'usage de Rome, pour un chiffre de *tant*. Avec cette somme, ses économies et la dot de sa femme, il peut tenter la carrière de la spéculation, et il s'y jette. Il prend à ferme les propriétés de la famille qui le patrone : il est devenu d'un trait *marchand de campagne*. On l'aide, on le soutient, on est heureux qu'il réussise. Enfin le voilà riche, et soit lui, soit quelqu'un de ses enfants, ils achètent une belle terre avec un titre de comte ou de marquis, et l'enfant devient un des personnages les plus considérables de l'Etat. Ce ne sera pas, si l'on veut, une noblesse de premier ordre : on la distinguera des Colonna et des Doria ; les Romains lui lanceront des traits piquants, mais que, dans cinquante ans, un grand cardinal, un Pape sorte de cette nouvelle famille, et la voilà une des premières de l'Europe.

Dire si le peuple romain est foncièrement bon ou mauvais, c'est chose difficile. Le peuple romain est ce que le peuple est partout, bon et mauvais tout à

la fois. On voit à Rome des hommes fort honnêtes ; il y a aussi de malhonnêtes gens. On y détrousse quelquefois les étrangers trop confiants qui vont à minuit faire au Corso des promenades sentimentales, ou qui s'égarent à cette heure-là sous les arcades du Colysée ; mais quelle est la ville où l'on ne vole pas un peu ? Dans les capitales, qui passent pour avoir la police la mieux organisée, la finesse des voleurs a renchéri sur la prudence des *policemen*, et on vole à Paris et à Londres comme à Rome, où les choses se font à la bonne. Quant aux mœurs, les Romains valent mieux que beaucoup d'autres, comme je le prouverai dans un chapitre à part.

Je m'étonne que M. About ait trouvé, dans le seul quartier des *Monti*, *deux mille escrocs, voleurs et rufiens de leurs femmes et de leurs filles*. Deux mille ! certes, le chiffre est un peu élevé pour un quartier seulement, et quand ce quartier est celui des *Monti*. Les habitants des *Monti*, pas plus que les Trastévérins, n'ont trouvé grâce aux yeux de M. About. Ils sont papalins. Voilà qui explique les belles épithètes qu'on leur décoche. Je ne veux pas défendre les Trastévérins. Quiconque a visité Rome, parcouru la *Longara*, circulé dans toutes les rues qui environnent Sainte-Cécile, Saint-Chrysogone et Sainte-Marie-*in-Trastevere*, quiconque a vu ces nombreux métiers que mille bras font mouvoir, cette ardeur au travail, cette activité, cette adresse, demeure convaincu que les Trastévérins ne détestent pas le travail ; or, les hommes laborieux,

chacun le sait, sont bien près d'être honnêtes, quand ils ne le sont déjà.

Les habitants des *Monti* sont moins riches que les Trastévérins, mais ils sont aussi laborieux. Je connais le quartier des *Monti*. Je l'ai parcouru dans tous les sens. Je le traverse pour me rendre à Sainte-Marie-Majeure, mon église de préférence. Pendant le jour, les rues sont désertes. Vous ne voyez que des femmes âgées, assises sur leurs portes, ou des enfants qui jouent en chemise. Le soir, au contraire, c'est une animation et une vie dont rien ne peut donner l'idée. Les hommes reviennent du travail, une veste de velours usée sur l'épaule, une rose au chapeau, un foulard roulé autour du cou et noué sur la poitrine. Ils rient, ils chantent, ils parlent. Tout le monde les connaît, on les appelle par leurs noms : *Sor Luigi! sor Giovanni! Camillucio! Evviva!* On dirait une seule et grande famille. La vie anime toutes les rues jusqu'à dix heures. Ces pauvres gens ne vont à l'*Osteria* que le dimanche. Ils s'étendent sur le seuil de leur maison, ils fument, ils chantent, ils font crier les petits enfants pour s'attirer les reproches de leurs mères. A dix heures, on se couche. Le dimanche, toute la famille va passer la soirée à l'*Osteria*. Le frère y mène la sœur, le mari son épouse, laquelle y traîne la petite famille jusqu'à l'enfant qu'elle allaite entre deux verres d'orviéto. Ce ne sont pas là évidemment des escrocs, des voleurs et des rufiens, l'entendez-vous, M. About? Je ne dis pas qu'il n'y ait à Rome comme partout des misérables qui fassent l'indigne trafic

dont vous parlez. Mais ce que je puis vous affirmer, c'est que le nombre en est fort petit, d'abord parce que la police y met bon ordre, ensuite parce qu'il n'y a rien de plus opposé au caractère des Romains, dont la jalousie forme le fond. Une atteinte à l'honneur ne reste jamais impunie. Le poignard fait une prompte justice de ceux qui veulent jeter la honte dans une famille; sur vingt coups de poignad, il en est dix-neuf qui poursuivent une vengeance de ce genre. La justice le sait. Elle punit quelquefois. D'autres fois, après avoir bien et dûment examiné les faits, entendu les témoins et les coupables, elle ferme les yeux et plie les épaules, à peu près comme vos jurés le font en France quand le meurtrier d'un adultère est devant eux.

Le peuple romain ne s'occupe de politique que très-modérément. Il sait qu'il faut toujours payer l'impôt, et peu lui importe qu'un prêtre ou un laïque le prélève. Il est attaché aux Papes par habitude, par reconnaissance, peut-être même par calcul; car il sait que, sous les Papes, le bien des hospices, des basiliques, des conservatoires et des couvents lui appartient, tandis que Mazzini et les autres feraient tout vendre, et qu'il resterait sans espérance en face de la misère. L'unité, la grandeur et l'indépendance de l'Italie sont des mots dont il ne demande pas l'explication quand il ne les comprend pas, et qui le font sourire quand il les comprend. Les Papes, je l'avoue, ne lui donnent pas des journaux qui exaltent ses passions, comme en Piémont. Ils font bien mieux. Ils tâchent de le moraliser

par la relligon et une instruction solide. Ils occupent son esprit par des fêtes imposantes qui l'attachent.

Rome est la ville du monde où les moyens de s'instruire sont le plus abondants, les Papes ayant voulu prouver par des faits incontestables que l'Eglise catholique n'est pas l'ennemie des lumières. On y voit trois Etablissements où l'enfant de l'ouvrier est reçu, nourri, instruit, aux frais de l'Etat : l'hospice Saint-Michel, maison immense qui ne déparerait pas les plus grandes capitales de l'Europe, l'hospice de *Tata Giovanni* et celui des Thermes ; les orphélinats de la *Vigua Pia* et de la place Capronica, 34 Ecoles régionnaires, 3 grands Etablissements où 3,000 jeunes gens environ reçoivent gratuitement l'instruction secondaire, apprennent les lettres, le droit, la théologie ; 19 colléges où les Romains et les étrangers sont reçus à des prix modiques ; des établissements pour les sourds-muets et pour les enfants de la campagne romaine ; treize écoles dirigées par les Frères des Ecoles Chrétiennes, les doctrinaires et les *scolopi*, des écoles nocturnes enfin, où des prêtres, des prélats même et des membres de la noblesse romaine viennent instruire l'ouvrier qui revient du travail. Les écoles pour les petites filles sont encore plus nombreuses. C'est ainsi que les Papes entretiennent l'ignorance du peuple. Plusieurs centaines d'écoles et de colléges pour une population de 171,000 âmes, quelle ressource pour le peuple ! Quels moyens immenses de s'instruire ! Or, il en est ainsi dans

tout le reste de l'Etat Pontifical. Il n'y a pas de ville, pas de bourg qui n'ait ses écoles, son séminaire ou son collége dirigé par des maîtres habiles.

Mais l'instruction ne suffit pas pour diriger et contenir des hommes comme les Romains. Il leur faut des fêtes, de grands spectacles, de nombreuses réunions. La vie de ce peuple est encore dans la rue et sur la place publique. Or, les fêtes de l'Eglise sont des fêtes toutes populaires. Quand le Pape va *pontifier* à Saint-Pierre ou à Saint-Jean-de-Latran, le peuple en habits de fête le suit. Il circule dans l'Eglise, il savoure une musique délectable et vient s'agenouiller ensuite sur la place pour recevoir la bénédiction du Pontife et jouir du spectacle le plus imposant que la religion offre aux hommes. C'est surtout pendant la Semaine-Sainte que le peuple romain afflue à Saint-Pierre. Quand le jour a tombé, quand les derniers sons du *miserere* expirent sous la grande nef, le peuple remplit l'enceinte de la basilique. Il attend en silence que, du haut du pilier de la Véronique, les prêtres lui montrent les grandes reliques de la Passion, la lance qui perça le côté du Sauveur, le voile où l'image du Christ est empreinte et la sainte croix. Tout-à-coup le pilier de la Véronique s'illumine et les prêtres paraissent, au son de la cloche, sur la tribune sacrée, tous les fronts s'inclinent, un silence solennel règne dans la basilique. Puis, les flambeaux s'éteignent, les grandes portes de bronze roulent sur leurs gonds et le peuple s'écoule lentement, plein de grandes

émotions. Enfin, le jour de Pâques a lui. On s'embrasse dans les rues. Partout où vous passez, vous voyez le peuple en habits de fête, et les magasins ornés de festons de buis. Partout ce cri chrétien retentit à vos oreilles : *Pasqua ! Pasqua ! felicissime sante feste !* Pendant la nuit, les paysans de la Sabine et de la campagne romaine se mettent en marche suivis de leurs femmes et de leurs enfants. On les rencontre par bandes dans les chemins poudreux. Les femmes portent sur leur tête les habits de fête de toute la famille. La toilette se fait sur la place de Saint-Pierre, au pied de l'obélisque qu'environne une foule aux gracieux costumes. Le peuple romain est accouru. Il remplit la place. Enfin, l'heure sonne, le Pape, la tiare en tête, descend lentement les degrés de l'escalier royal. Les prélats, les évêques, les cardinaux, et tous les officiers de la cour le précèdent ou le suivent. Il entre dans Saint-Pierre au son des fanfares et d'un lieu élevé les chantres de la chapelle Sixtine jettent sous la nef ces joyeux accens : *Tu es pastor ovium, princeps apostolorum.* La foule inonde le parvis, la grande et les petites nefs de la basilique, comme si elle était insatiable de ces grandes scènes. Puis elle sort et vient se placer dans l'espace immense que forme le péristyle. A midi, le Pape porté sur la *sedia* paraît au balcon. Les cardinaux l'environnent. Dès qu'il se montre tous les fronts se découvrent et un silence religieux règne dans cette vaste assemblée naguères agitée et tumultueuse comme les vagues de la mer. Le Pape implore pour le peuple la miséricorde

céleste. Puis, il se lève avec majesté, étend ses bras, tourne ses yeux vers le ciel et laisse tomber sur tous ces hommes, avec les paroles sacrées, sa bénédiction de Père et de Pontife. Le bruit du canon retentit, toutes les cloches de Rome jettent dans les airs leurs joyeuses volées. On tombe à genoux, on frémit, on pleure. Voilà les grands spectacles que la religion donne aux Romains.

Mais ces fêtes n'arrivent qu'à des intervalles très éloignés. Le peuple, qui aime les fêtes et qui a l'imagination fort vive, pourrait se livrer à l'ennui. On a inventé à son usage des jeux innocents qui partagent l'année : le carnaval, *le divino amore*, la place Navonne au mois d'août et les fêtes des vendanges.

Le carnaval de Rome est éminemment populaire. Pendant huit jours, la foule remplit le *Corso*, qui présente un aspect magique. Les fenêtres sont ornées de tapis rouges, bleus, jaunes. Quand la cloche du Capitole a sonné l'ouverture des jeux, de longues files de chars ornés de fleurs circulent dans le *Corso*. Elles portent des masques aux plus riches costumes, des Albanaises avec leurs rubans rouges, des paysanes romaines aux manches pendantes, au voile blanc plié sur la tête. Autour des voitures courent des arlequins, des pierrots, des dominos, des brigands napolitains au chapeau pointu, l'escopette sur l'épaule, des moissonneurs aux culottes blanches, une faucille d'argent attachée par des rubans à la ceinture. Du haut des fenêtres tombe sur les masques une grêle de fleurs et de *confetti*,

Le peuple qui couvre les trottoirs rit, applaudit, pousse des cris quand les traits frappent juste. Puis vient la course des chevaux, qui d'un bond franchissent l'espace. Aucune main ne les dirige ; ils ne sont animés que par les cris du peuple et les plaques de cuivre qui battent leurs flancs. Enfin, les masques reparaissent et continuent leurs joyeux ébats jusqu'au moment où sonne l'*Ave Maria*. Tout disparaît alors. La foule s'écoule, les chars sortent du *Corso*, les masques se découvrent. On en rencontre plus d'un, le front incliné, et récitant des prières au son de la cloche.

Voulez-vous savoir si le peuple romain est aussi malheureux que le prétend M. About, allez visiter, je vous le conseille, les *Monti* et le Trastevere le jour du *Divino Amore*, vous y trouverez le désert. Tout ce qui a pu emprunter un char ou le plus humble véhicule a pris la route d'une petite chapelle, bâtie dans la campagne à peu de distance de la voie Appienne. C'est une honte pour l'ouvrier de garder la maison ou l'atelier. La plus franche gaieté anime cette multitude qui mange, boit, rit, chante, danse au milieu des champs, au son du tambour de basque. J'aime, toutes les années, à voir rentrer dans Rome cette foule joyeuse. Je vais l'attendre en face du Colysée. A six heures, le défilé des voitures commence et se prolonge fort avant dans la soirée. On dirait l'entrée triomphante d'une armée romaine. Des rubans rose flottent sur le cou des chevaux. Les Romaines ont revêtu leurs beaux habits de soie aux couleurs étincelantes. Les Romains portent,

pour la plupart, l'habit de velours, le chapeau pointu couronné de roses et penché sur l'oreille. On les sent heureux ; ils rient, ils chantent, ils saluent la foule qui borde le chemin pour les voir passer. Leurs joues, il est vrai, ont la couleur des roses et leurs yeux pétillent. Mais quand on voit leur bonheur, on se sent porté à l'indulgence et on pardonne à ces braves gens.

Enfin, vient le mois d'août : un cardinal, je ne sais plus lequel, passait pour avoir des idées singulières. En mourant il fit un legs ; il voulut que chaque année, au mois d'août, la place Navonne fût inondée le samedi et le dimanche pour le plaisir du peuple. La place Navonne a depuis été religieusement inondée aux jours et mois susdits. Il faut voir les Romains sur les bords de ce lac improvisé pour comprendre le zèle qu'ils mettent à remplir les pieuses intentions du donateur. Ils crient, ils se jettent dans l'eau. Les gamins se précipitent des marches de *Sant'Agnese* au milieu de l'onde, et vont à la nage jusqu'à l'obélisque. Des chars et des charrettes chargés de femmes et d'enfants tout joyeux circulent au milieu du lac. La terre manque, le char s'enfonce, on a de l'eau jusqu'aux genoux ; on pousse des cris à fendre l'air, et de grands éclats de rire y répondent du rivage. Un groupe inoffensif devise sur le bord de l'eau. Du haut d'une fenêtre une main adroite, qui se cache à l'instant, lance sur l'eau une pierre, une planche, une courge, un petit chien. L'eau rejaillit, le groupe est inondé, il se récrie, il menace, il finit par rire et s'essuyer.

Au mois d'octobre, tout chôme à Rome, les bureaux, les affaires, les écoles. Tout ce qui peut quitter la ville gagne les champs et s'en va faire la *villegiatura ;* mais le peuple, qui n'a ni vigne, ni casino, ni villa, reste forcément dans Rome. Il a ses fêtes cependant. A des jours fixes les jeunes filles des *Monti* et du Trastevère parcourent les rues sur des chars ornés de ceps de vigne entrelacés, en souvenir des Bacchantes. Elles sont debout, tenant aux mains un bouquet de rose ou un tambour de basque qui frémit sous la pression d'un doigt vigoureux. Leurs pères et leurs frères les suivent à une distance respectueuse. Après avoir parcouru les rues de Rome, recueilli partout des sourires et des applaudissements, elles vont faire à la porte *Angelica* ou au *Ponte-Molle*, un modeste repas terminé par une tarentelle qu'elles dansent entre elles. Pendant un mois tout entier, Rome est en joie. Le peuple oublie sa misère, ses rudes labeurs, les pertes que la *malaria* a fait essuyer à la famille. Ceux qui se livrent à ces jeux innocents sont les plus heureux des hommes, et le gouvernement qui favorise ces instincts, qui fournit un aliment à la joie populaire, n'est pas un gouvernement aussi détestable que le prétend M. About.

Le peuple de la campagne est tout juste aussi malheureux que celui de Rome. M. About a vu quelques chaumières enfumées du côté de *Frosinone,* un ou deux villages humides et sales comme on en rencontre partout en France, en Espagne, en Angleterre. Il y trouve une occasion de s'apitoyer sur le

triste sort des sujets du Pape. Je lui conseille de parcourir l'Ombrie, les villes de la délégation de Viterbe et de celle de Fermo. Il changera de sentiment. Si le peuple des campagnes était malheureux, il émigrerait dans les villes et il s'en garde bien. L'immense majorité des paysans possède et cultive un petit champ qui l'enrichit. « *Mais*, poursuit M. About, *est-il possible qu'un peuple soit heureux et civilisé quand il applaudit à outrance saint Antoine, qu'il tire des pétards en son honneur, qu'il organise des processions pour le fêter ? Est-il possible qu'un peuple ait le sentiment de sa dignité quand il n'écrit pas sur tous les murs, comme à Faenza et à Forli : Vive la divine Rossi, vive la Ristori, vive Verdi ?* » Le peuple de la campagne est artiste comme tous les Italiens. Ces petits paysans timides sont nés poètes et musiciens. Beaucoup ont lu le Dante et le Tasse, plusieurs en récitent de longues tirades. Comme ils ont une foi vive, au lieu de faire des sonnets à la Ristori, ils composent des cantiques, et au lieu de dire vive Verdi, ils crient : vive saint Antoine. Il faut être M. About pour le trouver mauvais. Quant à l'ignorance des paysans, on l'exagère comme on exagère tout. Mon Dieu! les paysans romains ne sont pas des académiciens. Mais nos paysans de France le sont-ils? Ce qu'on peut affirmer, c'est que la plupart savent lire et écrire. M. About les calomnie quand il leur suppose de mauvais sentiments pour Rome, et nous les montre indifférents au sort de cette ville et de son gouvernement. Il n'est pas une famille de paysans qui n'ait envoyé un des siens visiter la

capitale : ils savent à quoi s'en tenir sur le Pape, sur Rome, sur le gouvernement des prêtres. Quand on les interroge, ils vous disent : Sous le pape *Leone* nous payions tant, sous *Gregorio* tant, sous *Pio nono* tant et sous la république tant, c'est-à-dire le double. De plus, sous les Papes, nous écoulions nos denrées, et sous Mazzini notre blé pourrissait au grenier, notre huile devenait rance et notre vin tournait. Donc, le gouvernement des Papes est bien meilleur que celui de Mazzini. Il y a dans cet argument une force qui terrasse.

Au reste, ces paysans sont ordinairement de bons enfants. Doux, obligeants, hospitaliers, ils vous offrent de bonne grâce tout ce qu'ils ont, et vous étonnent quelquefois par le sentiment exquis qu'ils ont des convenances. Quand, dans mes courses aventureuses à travers la campagne romaine, il m'arrive de rencontrer un berger ou un paysan, je lie conversation, peu à peu la confiance s'établit. On répond à toutes mes questions; on me donne les renseignements que je demande et nous nous quittons amis.

L'hiver dernier, au mois de décembre, j'allai visiter les ruines de Tusculum. L'horloge de la cathédrale de Frascati sonnait quatre heures, je me levai, je descendis sur la place et je pris tout seul le chemin des ruines : on m'avait tracé mon itinéraire à l'hôtel. Je longe le mur de la cathédrale, je prends une route qui monte toujours et me conduit au couvent des Capucins. Là, je m'égare. Après avoir fait quelques tours, je me décide à frapper à

la porte du couvent. Personne ne répond. De la porte, on entendait ces bons pères dormir.

Je ne leur en ferai pas un crime. Ils s'étaient levés à minuit pour chanter Matines. Je reviens sur mes pas, je prends à droite et j'arrive à la porte de la Ruffinella, ancienne villa de Cicéron. Il y composa, dit-on, ses Tusculanes. Là, Cicéron venait avec ses amis parler des dieux, de leur origine, de leur nature et de l'immortalité de l'âme. Là habita la sagesse antique et cette philosophie qui fut l'aurore du christianisme. La Ruffinella appartient aujourd'hui au roi du Piémont! La porte en fer que je croyais fermée cède au premier effort et me voilà sous une grande allée de chênes qui mène au sommet de la montagne. La Ruffinella était à ma gauche avec sa large façade blanche, sa terrasse immense et ses longs cyprès lui donnant un air grave et antique qui rappelle Cicéron. Arrivé sur la montagne, je ne sus plus où porter mes pas. La lune jetait comme à regret ses derniers rayons; Vénus brillait au ciel comme un diamant. A sa clarté, je cherche sur le sol la trace d'une voie, plein de la pensée de Cicéron, et désireux de voir les lieux qu'il visita. Tout à coup je me trouve au milieu d'un troupeau. Il y avait des chevaux, des bœufs, des brebis, des chiens surtout. Au bruit de mes pas, les chiens s'éveillent et se précipitent sur moi en aboyant comme des forcenés. Je m'arrête, mon sang se glace, mes idées se brouillent, je confonds tout : les chiens, les Catilinaires, Cicéron, et, d'une voix, dont la montagne dut retentir, je crie à ces importuns : *Quousque*

tandem abutere, Catilina, patientiâ nostrâ? Ces paroles, qui firent autrefois le salut de la patrie, me sauvèrent. Le berger, entendant une voix d'homme, sort de sa cabane, un bâton à la main ; il frappe sur les dogues à coups redoublés et par une diversion des plus heureuses, il met en fuite les assiégeants et délivre la place: Il me rassure, il me fait boire à la gourde qui pendait sur sa veste de peau de mouton et me sert de *cicerone*. Il me montre l'amphithéâtre de Tusculum, m'explique tout, me conduit à travers les ruines, me fait passer sur les dalles d'une voie romaine à demi déblayée et me conduit à l'ancien théâtre. Il avait sur les cirques, sur les théâtres et les voies romaines, des notions qui me frappèrent et qui feraient honneur à des antiquaires. Puis, causant ensemble des Romains, des Barbares, du Christianisme, nous tournâmes la montagne et nous arrivâmes au sommet d'un rocher escarpé, où Télégone jeta les premiers fondements de Tusculum. La vue était ravissante. Devant nous le mont Soracte, et Rome qui se dessinait au loin à travers la brume comme une longue ligne blanche, à gauche, la mer sombre comme à l'*Aurore du Guide*, à droite, les Apennins couverts d'une neige étincelante et le ciel que doraient les premiers rayons du soleil. Mon jeune guide, qui savait sans doute combien la rêverie est douce au sommet de ces montagnes, s'écarta discrètement pour ne pas troubler mes réflexions, peut-être aussi pour savourer lui-même le plaisir de ce grand spectacle. Enfin, le soleil se leva, nous descendîmes la monta-

gne, je serrai la main de mon guide et nous nous quittâmes avec des pensées bien différentes. Il était étonné peut-être qu'un voyageur osât s'aventurer pendant la nuit sur des montagnes inconnues, et moi surpris de trouver tant de savoir et d'honnêteté chez un pauvre habitant de la campagne.

CHAPITRE VI.

LA CLASSE MOYENNE.

Rome, 11 septembre.

La classe moyenne, dit M. About, *est, sous tous les climats et dans tous les siècles, le fond solide des Etats. Elle représente, non-seulement la richesse et l'indépendance, mais la capacité et la moralité d'un peuple.* M. About donne trop, à mon avis, à la classe moyenne qui n'est en réalité qu'une faible partie de la nation. Il oublie qu'au-dessus des bourgeois est l'aristocratie du nom, des terres, de la finance, l'aristocratie du commerce et des talents, l'aristocratie sacerdotale, et qu'au-dessous, le peuple et les paysans constituent le corps de la nation, et peuvent, à juste titre, compter encore pour quelque chose. Le grand tort de la bourgeoisie n'est pas de croire, comme elle en a le droit, qu'elle a dans l'Etat une importance réelle. Non. C'est de vouloir anéantir l'aristocratie et dominer le peuple. Si les bourgeois bornaient leur ambition à vouloir tenir dans l'Etat une place respectable, on le trouverait fort juste et on applaudirait à des

vœux si légitimes. Mais, soit en France, soit en Italie, les bourgeois tendent à exclure du pouvoir les deux autres classes, à s'élever sur leurs ruines, à abattre toute espèce d'aristocratie, à abolir légalement le peuple, si c'était possible. Ils voudraient que tout fût bourgeois et qu'il leur fût permis de dire avec Louis XIV : « L'Etat, c'est moi ! »

Cette bourgeoisie inquiète oublie que l'aristocratie a plus qu'elle l'habitude et l'instinct du commandement; qu'elle sait se concilier l'estime, la confiance et l'amitié du peuple, le peuple aimant mieux obéir aux grands, dont il sait apprécier le faste, le vieil honneur, les idées grandes et le désintéressement, que de plier devant des bourgeois qui, d'ordinaire, étrangers à la saine pratique du commandement, n'ont presque jamais de plan assuré, portent souvent au pouvoir des idées étroites et n'ont d'autre but que de s'enrichir eux et leur famille. Voilà pourquoi les bourgeois arrivent rarement au pouvoir et s'y maintiennent avec peine.

Les gouvernements aristocratiques marchent presque toujours à la tête des peuples dans la voie du progrès. Voyez l'Angleterre et souvenez-vous des florissantes républiques de Gênes et de Venise. Au contraire, les gouvernements bourgeois qui, ordinairement, sont faibles, et, par conséquent, timides, parce qu'ils n'ont pas de tradition politique, n'osent aller en avant et trompent les vœux du peuple. Ils cherchent, ils tâtonnent, ils s'arrêtent à contre-temps, et, à la longue, le flot populaire

qu'ils ne peuvent plus contenir, parce qu'ils n'ont pas su, ils n'ont pas pu le diriger, les envahit, les déborde et les renverse. Quand les bourgeois arrivent au pouvoir, ils sont toujours dupes de leurs propres pensées et très-souvent des opinions plus avancées que la leur ; ils ont sur la bouche les mots de progrès et de liberté ; ils croient pouvoir s'arrêter à des limites qui ne sont jamais assez bien déterminées pour que le peuple les voie et les respecte, et ce peuple qu'ils ont mis en goût de progrès et d'indépendance absolue, va toujours plus loin qu'on ne le supposait ; à la fin, il les emporte avec tous leurs systèmes. Aussi, n'y a-t-il plus en Europe de monarchie bourgeoise que celle du Piémont. Toutes les autres ont disparu dans la tourmente révolutionnaire. Les bourgeois ont quitté la scène en France. L'ouragan populaire les renversa en 1848. Il en sera de même en Piémont, et avant peu. Déjà la lutte commence entre les bourgeois et le peuple. Le lendemain du jour où le roi du Piémont sera proclamé roi de Parme, de Modène, de Toscane, des Romagnes, le règne de Mazzini commencera: Tous ceux qui votent en ce moment l'annexion au Piémont, crieront : « Vive Mazzini ! » car la révolution est déjà faite dans les esprits. Qu'on étudie les noms qui sortent des scrutins de Bologne, de Florence, de Modène et de Parme, l'on se convaincra que le roi de Piémont est déjà débordé; que c'en est fait de sa couronne, s'il ne recule, s'il n'invoque assez à temps les vrais principes conservateurs. Les bourgeois sont ordinaire-

ment amenés au pouvoir par les révolutions, ils règnent au milieu des troubles, enfin, ils sont emportés par des révolutions nouvelles; car ils ne peuvent s'appuyer sur rien, ni sur le peuple qui leur dispute le pouvoir, ni sur les grands qu'ils ont dépouillés.

Ainsi, le meilleur de tous les gouvernements, le régime qui offre le plus de stabilité, est celui qui assigne à tous les ordres de l'Etat leur place respective, qui défend à l'aristocratie de fouler le peuple, qui contient la bourgeoisie et l'empêche de tout envahir, qui permet à l'aristocratie, à la bourgeoisie et au peuple de vivre ensemble de la vie qui leur est propre. Il en est des Etats comme du corps humain. On doit les croire vigoureusement constitués quand aucun élément n'y domine et que les divers ordres de citoyens s'unissent et s'entendent pour former un ensemble harmonieux. C'est pourquoi les papes, avec une sagesse qu'on ne saurait trop louer, ont maintenu dans leur petit Etat le bon accord entre les diverses classes de citoyens. Ils ont donné aux princes des priviléges et au peuple des faveurs. Ils ont créé une bourgeoisie qui pût balancer l'influence de l'aristocratie et qui servît d'intermédiaire entre celle-ci et le peuple.

Mais les bourgeois, quelques-uns du moins, ne sont pas contents de ce partage. Ils voudraient qu'il n'y eût plus d'aristocratie à Rome, plus de princes, plus de prélats, plus de cardinaux, plus de pape même, et que les rênes de l'Etat leur fussent confiées. L'exemple des bourgeois piémontais les

anime ; de tous côtés, on excite leur mécontement et on les pousse à la révolte. On leur dit qu'ils sont accablés d'impôts, qu'ils gémissent dans l'ignorance et dans la servitude, qu'ils sont humiliés et écrasés par les prêtres. On leur répète sur tous les tons qu'entre leurs mains, la chose publique serait bien autrement florissante. On leur crie de Paris, de la Belgique, du Piémont, de partout, *que la France a grandi de jour en jour depuis la révolution de* 1789. Ces bourgeois le croient naïvement, se pénètrent de ces fausses idées et s'agitent pour atteindre le but où ils tendent. Voilà, en peu de mots, toute la question romaine. Voilà le mal, voilà l'épine qui est entrée dans les chairs, les fait souffrir et gâtera peut-être toute la masse du sang.

Cependant, il serait si facile à ces bourgeois d'ouvrir les yeux et de se convaincre du contraire. S'ils prenaient un livre d'histoire, s'ils jetaient les yeux sur une carte de géographie, ils verraient que la France, n'en déplaise à M. About, a si peu *grandi* depuis le moment où les bourgeois la gouvernent, que son progrès d'extension s'est arrêté tout juste en 1789 ; que, si elle devint conquérante sous la Republique et sous l'Empire, ce fut parce que les bourgeois cédèrent la place au peuple qui eut toujours des instincts plus grands et des idées plus vastes ; que la France a conquis l'Algérie sous une monarchie tempérée, aux souvenirs aristocratiques ; qu'enfin les bourgeois ayant voulu de nouveau essayer leurs forces et leur esprit, ne

purent garder longtemps le pouvoir et furent forcés par l'émeute de le céder au peuple qui les déborda. Mais il est plus facile aux marchands de campagne de croire M. About sur parole que d'étudier l'histoire et la géographie et d'en tirer d'utiles enseignements.

Pour enflammer davantage sa convoitise, M. About dit à cette bourgeoisie des marchands de campagne *qu'elle est l'héritière légitime du pouvoir temporel des papes.* Des marchands de campagne, les héritiers des papes ! y pensez-vous, M. About ? Mais ne savez-vous pas que les papes sont les héritiers des Césars : de Théodose, de Constantin, de Trajan, d'Auguste, les héritiers des anciens Romains. Puisque l'œuvre de ces grands hommes a péri et que l'empire qu'ils avaient fondé, soutenu, étendu jusqu'aux extrémités de la terre, est tombé comme toutes les choses humaines, ces grandes ombres se réjouissent en voyant régner dans leur cité les chefs religieux de 200 millions d'hommes, des pontifes plus grands que les Césars, et qui font encore de Rome la capitale de l'univers.

Se figure-t-on de petits bourgeois et quelques marchands de campagne formant une assemblée, un triumvirat, une autorité quelconque, et régnant dans la Rome des Césars et des pontifes ! Des noms inconnus sortant de l'oubli pour y rentrer bientôt, se feraient ainsi acclamer dans la ville de Caton, de Cicéron, de César, d'Adrien, de Constantin, de Grégoire VII, de Sixte-Quint, et se pla-

ceraient près de ces noms augustes ; mais la Rome des Césars et la Rome des pontifes, la Rome des temps anciens, la Rome des temps modernes, la Rome de tous les âges et tout l'univers indigné réclameraient, crieraient à la profanation et au sacrilége ! Non ! Il faut à Rome des Césars avec l'empire du monde, ou des pontifes vénérés de l'univers entier. Tout autre pouvoir déparerait Rome et la souillerait. Si vos marchands de campagne ne le comprennent pas, M. About, faites des livres qui leur rappellent le souvenir de leurs ancêtres, et apprenez-leur à les respecter; vous aurez alors traité comme il convient la *question romaine*, et vous aurez compris la majesté de la vieille Rome.

Mais cette bourgeoisie des marchands de campagne se méconnaît et s'ignore. Ils ont fait déjà l'essai de leur force. On a vu en 1849 ce qu'ils pouvaient. Quelques mois de règne suffirent pour épuiser leurs forces, et les rênes tombèrent de leurs mains, trop faibles pour les tenir longtemps. Après le règne des marchands de campagne et des bourgeois, on vit le règne de Mazzini et des sicaires. Il en sera de même à chaque révolution nouvelle, le peuple romain n'entendant rien à la modération, pas plus que le peuple de tous les autres pays : s'il n'est papalin, il est socialiste.

Enfin, M. About touche le sentiment des marchands de campagne et des autres bourgeois. Il avance *que le Pape fait porter à la classe moyenne les plus lourdes charges du budget, sans l'admettre au*

partage des bénéfices, quand, tout le monde le sait, la classe moyenne a tous les emplois, grands et petits. Ce n'est pas chez le peuple et chez les princes qu'on va chercher des juges, des secrétaires, des délégats, des ministres et des employés de toute espèce. *Enfin,* dit-il en terminant, *la caste ecclésiastique ne voit rien de plus sage et de plus utile que de ravaler et de renier la classe moyenne.* C'est là une accusation fort grave. C'est plus qu'une accusation, c'est une calomnie, c'est une insulte au gouvernement des papes. Vous serez de mon avis, si, au lieu de vous en tenir aux généralités insaisissables de M. About, vous descendez dans le détail, si vous faites passer une à une devant vous les diverses classes de la bourgeoisie romaine. Vous saurez alors comment les papes les ravalent et les renient.

D'abord M. About reproche aux papes de négliger l'industrie et le petit commerce. Il oublie que le Pape donne des primes, des médailles, des priviléges à l'industrie, qu'il lui laisse une liberté illimitée pour exporter ses produits; mais, ajoute-t-il, vous ne pouvez le nier, *le commerce et les industriels sont mal assortis, par la raison que les capitaux sont rares et les institutions de crédit insuffisantes.* M. About, quelle parole vous avez prononcée et quelle accusation singulière vous venez de lancer contre Rome! Il vous suffisait de faire une seule fois le tour du *Corso* pour vous convaincre du contraire. Tant de riches magasins où brillent les produits de l'industrie parisienne auraient modifié vos jugements.

De plus, les capitaux ne sont pas si rares qu'on a l'air de le dire. L'Etat romain est un des Etats de l'Europe les plus riches en numéraire. Mais, supposé que les capitaux fussent aussi rares que M. About l'assure et que l'industrie en eût un besoin extrême, avec la stabilité séculaire du gouvernement pontifical et la confiance qu'il inspire, les capitaux afflueraient bientôt à Rome, d'après ce grand principe que l'argent, comme toutes les marchandises, va où on le demande. Les capitaux prendraient d'autant plus volontiers la route de Rome, qu'il n'y a pas d'intérêt légal et qu'on peut y prêter à des taux élevés, si le créancier a des chances à courir. Au reste, les institutions de crédit sont plus que suffisantes à l'industrie. Rome a sa banque nationale qui prête à un taux modéré, la banque du prince Torlonia, qui suffirait à elle seule pour faire aller tout le commerce et l'industrie de l'Etat pontifical. Mais baste! M. About fait lui-même le plus bel éloge de cette banque, lorsqu'il dit que la fortune du prince Tolonia est illimitée. A côté de ces deux institutions de crédit, sont des banques anglaises, belges et romaines, en assez grand nombre. Ceux qui se plaignent de l'insuffisance des institutions de crédit, ce sont les hommes qui n'ont pas le don d'inspirer de la confiance et ne peuvent obtenir des fonds; qui, tombés dans le discrédit pour n'avoir pas su diriger leur commerce, se déchaînent contre le gouvernement pontifical, le trouvent arriéré, incapable, despotique, parce qu'il ne leur ouvre pas un crédit

illimité. Ils oublient, avec M. About, qu'un gouvernement sage, suivant la belle expression de M. Thiers[1], *n'a pas besoin d'encourager la production pour qu'elle prospère. Il faut seulement ne pas la contrarier.*

Mais il est une institution de crédit particulière à Rome, qui fonctionne quand les banques refusent des fonds, qui avance des sommes d'argent à l'industrie quand les autres en refusent et qu'il n'y a plus de ressource pour l'industriel et le commerçant que la fuite et le déshonneur. Lorsqu'il a frappé à toutes les portes, qu'on l'a partout accueilli avec de belles paroles, mais avec le regret de ne pouvoir avancer la somme qu'il demande, le commerçant se résout à une démarche solennelle; il se souvient que le chef de l'Etat porte le titre de Père. Il va le trouver, il se jette à ses pieds, lui peint le triste état de ses affaires et de sa famille, son épouse désolée, ses enfants qui vont manquer de pain, l'horrible avenir qui se présente à lui. Très-souvent le Pape se laisse attendrir, donne la somme qu'on implore, soit à titre de prêt, soit à titre de don gratuit. Je connais plus d'un commerçant dont les affaires se sont ainsi rétablies.

M. About dira peut-être que le Pape, au lieu de se montrer si généreux pour les commerçants, *ferait mieux d'adoucir le sort de ses pauvres employés; qu'il ne devrait pas souffrir que des prélats, s'ils sont ministres, les dédaignent; que des hommes actifs et in-*

[1] *Histoire de la Révolution*, t. 8, p. 344.

telligents, mais mal rétribués, soient réduits, pour la plupart, à exercer un métier modeste. L'un tient les écritures d'un fermier, l'autre va mettre au net le grand livre d'un juif. Mon Dieu! les employés laïques sont traités à Rome comme partout, et peut-être mieux qu'ailleurs. Quand ils sont intelligents, chose commune à Rome, et que, de plus, ils se montrent actifs, ce qui est plus rare, on se sert d'eux, on les pousse, on en fait des employés supérieurs, des délégats, des conseillers d'état, des ministres quelquefois. Que peut-on faire de plus? Leurs traitements, je l'avoue, sont un peu minces. Mais si l'on devait payer grassement quinze mille employés dans un état aussi petit, il faudrait des sommes énormes et un budget comme en France et en Angleterre. Avec une sagesse et un esprit de modération dignes des plus grands éloges, les papes ont établi que, dans une position égale, les employés laïques eussent toujours un traitement supérieur à celui des employés ecclésiastiques. Ainsi, un juge ecclésiastique perçoit un traitement mensuel de 50 écus, et un juge laïque touche la somme de 70 écus. De plus, la plupart de ces employés ont du temps pour exercer d'autres emplois fort lucratifs. L'un est *maestro di casa* d'un cardinal, un autre tient les livres d'un couvent de femme, un autre mène les écritures d'un marchand de campagne. Ils se font ainsi un supplément de traitement considérable qui les fait vivre honorablement et leur permet d'élever une nombreuse famille. Enfin, quand ils sont avancés en âge et qu'ils ne peuvent plus remplir leur

emploi, on les jubile, c'est-à-dire on les dispense du service et on leur continue leur traitement.

Les médecins sont aussi malheureux que les employés. Leur éducation ne coûte rien à leur famille. L'Etat s'en charge. Quand ils ont reçu leur diplôme, l'Etat leur fait un traitement assez convenable, à la condition toutefois qu'ils donneront gratis leurs soins aux pauvres. Voilà une clientèle toute faite et bien des années d'ennui épargnées aux jeunes docteurs. Les médecins de Rome sont en général très-habiles pour la théorie. Ils ont fait de fortes études. C'est du moins l'opinion des hommes compétents. Ils se trompent quelquefois dans la pratique, il leur arrive de prendre une fièvre tierce pour une fièvre quarte. Mais je voudrais savoir s'il est au monde un pays où des accidents semblables ne se produisent pas de temps à autre. M. About a parcouru l'amphithéâtre de l'hôpital du Saint-Esprit. Il a vu quelques sages et pudiques précautions prises à l'adresse des étrangers qui visitent ce lieu; il a cru naïvement qu'on avait en vue les étudiants en médecine, et il fait là-dessus des plaisanteries qui seraient peut-être spirituelles si le trait portait juste. Je l'avoue, on initie peu à peu aux secrets de la science les jeunes étudiants. On les ménage. On évite ce qui peut présenter quelque danger pour leur vertu, de peur que leur esprit et leur cœur ne se gâte et qu'ils ne deviennent pour les villes et pour les familles des hommes dangereux; car dans l'Etat-Pontifical la médecine est encore, et avec raison, considérée comme une espèce de sacerdoce.

Mais, d'un autre côté, le gouvernement n'oublie rien de tout ce qui peut faciliter l'étude de cette science, et tout récemment encore, le Pape a fait don à la Sapience d'un musée complet d'anatomie, qui est le plus beau d'Italie.

Les Papes, qui favorisent l'étude de la médecine, n'oublient pas l'étude du droit qui fit de tout temps l'honneur de Rome, de Pérouse et de Bologne. Rome est encore une des villes d'Europe où le droit est le mieux enseigné. M. About nous peint les avocats méprisés, honnis par les prélats et les cardinaux. Il prête même au cardinal Antonelli le projet singulier de purger l'Etat-Pontifical des avocats qui en étaient une des plaies, au dire de cette Eminence, toujours d'après M. About. Or, les Papes éprouvent si peu le désir de proscrire les avocats, qu'ils favorisent de toutes les manières l'étude du droit. Ils poussent en foule les jeunes gens dans les carrières libérales, ils ne peuvent souffrir à Rome des institutions où l'on ne donne pas à la jeunesse l'enseignement supérieur.

Il faut des avocats à Rome plus qu'ailleurs; il en faut non-seulement pour les affaires civiles, mais encore pour les affaires ecclésiastiques. Il en faut pour la congrégation des évêques et réguliers où se jugent en dernier appel toutes les causes ecclésiastiques du monde catholique. Il en faut pour la congrégation du Concile où se traitent les causes matrimoniales. Il en faut pour la congrégation des rites. Chaque cardinal a son avocat de confiance, dont il demande l'avis quand il s'agit de prononcer

sur une affaire. Or, comment voulez-vous qu'avec tant d'offices que l'Eglise a créés pour les avocats, on veuille proscrire des hommes si utiles?

Parmi les avocats, il est des hommes d'un rare mérite qui jouissent d'une considération universelle; on en fait des conseillers d'Etat et des ministres. Quelquefois les autres Etats de l'Europe (on a des exemples) viennent chercher un avocat romain pour le mettre à la tête de leurs cours souveraines. Ces avocats, bien loin d'être humiliés par les prêtres, jouissent, à Rome, des plus grands honneurs. Les princes, les cardinaux, le pape lui-même leur prodiguent les marques les plus éclatantes d'estime et de considération.

« *Mais*, reprend M. About, *un juge des tribunaux supérieurs, comme la sacrée Rote, n'a pas besoin d'apprendre la justice. Un homme de la classe moyenne a pris la peine de l'étudier pour lui. Cet homme est un jurisconsulte. Mais, monseigneur, qui l'exploite à son profit, se croit en droit de le mépriser parce qu'il gagne peu.* » M. About parle avec tant d'assurance, qu'on le croirait peut-être sur parole, s'il ne s'agissait pas d'un tribunal auguste et renommé pour la sagesse de ses sentences dans l'univers entier. Les auditeurs de Rote n'ont pas besoin d'apprendre la justice! *Horresco referens.* Vous êtes donc le seul au monde, M. About, qui ne sachiez pas les noms des grands ministres, des grands hommes d'Etat que la Rote a produits. La Rote est, depuis des siècles, comme la pépinière des plus savants jurisconsultes de l'Italie. Mais à quoi donc

avez-vous employé vos trois mois de séjour à Rome, si vous n'avez pas appris que les cardinaux les plus profonds dans la science du droit, furent des auditeurs de Rote ? Vous n'avez donc pas jeté les yeux sur la liste des auditeurs de Rote, car vous n'auriez pas osé calomnier en masse un tribunal où siège, parmi d'autres noms illustres, le célèbre professeur Nardi, connu dans toute l'Europe, qui enseigna vingt ans le droit à la jeunesse de Padoue, avant de l'appliquer. Je le confesse, il n'arrive pas souvent que les avocats et les consulteurs de la sainte Rote, en deviennent auditeurs. Voulez-vous en savoir la raison ? Ce tribunal est composé de juges français, espagnols, allemands, pérousins, bolonais et autres, et les avocats sont tous romains. De plus, la Rote juge quelquefois les causes mixtes, c'est-à-dire ecclésiastiques et civiles ; il faut donc que les auditeurs de Rote soient ecclésiastiques, et les avocats sont mariés la plupart du temps. Voilà des points importants sur lesquels M. About aurait dû se renseigner avant de parler. Mais, il est difficile de tout voir en trois mois de temps.

Peut-être M. About connaîtra-t-il mieux les marchands de campagne qu'il a étudiés à son aise.

Or, il nous déclare que les marchands de la campagne sont méprisés à Rome, comme les avocats, par les princes et par le gouvernement qui voudrait aussi les proscrire, s'ils n'étaient indispensables à l'Etat. Mais le gouvernement les contrarie si peu qu'ils font tous, en peu de temps, des fortunes

colossales, et ce sont, après les princes, les plus riches citoyens de Rome. Pauvres gens ! comme on les opprime ! Mais le gouvernement romain est forcé quelquefois de les mécontenter. Il règle, par des décrets, l'exportation des céréales, pour empêcher le peuple de mourir de faim. Car, à Rome, comme en France, comme partout, le gouvernement se trouve en face d'une grande difficulté et ne sait trop comment concilier les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Aussi, la législation qui règle l'entrée et la sortie des céréales est la plus compliquée que vous ayez en France. Elle varie constamment, et on l'appelle, à bon droit, l'échelle mobile. Il en est de même à Rome, avec cette différence toutefois qu'en France, les producteurs se soumettent sans murmurer à tous les règlements que fait l'Etat en cette matière, persuadés que le pays en tirera des avantages ; tandis qu'à Rome, les marchands de campagne voudraient enlever à l'Etat le droit de régler l'exportation des céréales. Quand le cardinal secrétaire d'Etat veut gêner cette exportation, et que le marchand de campagne, au lieu de faire un bénéfice net de 100,000 francs, comme il l'espérait, est forcé de se contenter du gain déjà raisonnable de 80 à 90 mille francs, il s'élève avec force contre le gouvernement. Ce sont des cris, des plaintes, des murmures, des calomnies, des injures, dont les étrangers sont assourdis.

De plus, ces marchands de campagne ont la manie de devenir nobles. Ils achètent, quand ils le

peuvent, un marquisat ou un duché. Mais, on ne met pas tous les jours en vente des terres féodales, et ces marchands ne peuvent armorier ni leurs maisons, ni leurs carrosses. De dépit, ils se font les organes de l'opposition et poussent le peuple à la révolte. Ils enrôlent les paysans de la Sabine, les bandits de Frosinone et de Vellétri et les envoient à Pérouse et à Bologne combattre contre le Pape. On conçoit aisément qu'avec des procédés de ce genre, les rapports soient un peu tendus entre les marchands de campagne et le gouvernement pontifical; on conçoit aussi que ces marchands aient trouvé un chaud défenseur dans M. About. Si vous voulez avoir la preuve convaincante de l'impartialité de ce panégyriste de Rome, ouvrez son livre à la page 69. Pour montrer combien sont grands ces marchands de campagne, il avance qu'un homme de cette caste fit terminer à ses frais le pont de Lariccia, sous le règne de Mazzini, sans savoir si le Pape reviendrait jamais à Rome pour lui rembourser la dépense. Or, le seigneur Jacobini, car c'est de lui qu'il s'agit, n'est pas un marchand de campagne. C'est tout simplement un des plus riches propriétaires de l'Etat pontifical.

Pie IX, ayant commencé le pont qui continue la voie Appienne et relie Albano à Lariccia, partit pour Gaëte. Il voulut cependant achever ce grand ouvrage, qui eût suffi tout seul pour immortaliser son règne. Le seigneur Jacobini s'étant offert à mener à bonne fin cette entreprise, le Pape accepta ses offres. Il y eut une correspondance très-suivie

entre le pontife et le seigneur. Les lettres existent encore, on pourrait, au besoin, en donner des extraits à M. About. Le seigneur Jacobini ne courait aucun risque. Il savait que le Pape, si son exil eût duré, l'aurait remboursé aves les fonds que tout l'univers catholique lui envoya. De plus, à son retour, Pie IX voulut le récompenser dignement pour n'avoir pas désespéré du salut de Rome et de la papauté. Il le fit ministre des travaux publics. Quand M. About se tient dans le vague des généralités, il est difficile de l'atteindre et de prouver le contraire de ce qu'il avance. Mais chaque fois qu'il nomme ou qu'il cite des faits isolés, on voit s'il est véridique, et s'il connaît Rome.

Vous ne devez pas vous étonner ensuite qu'il plaigne les artistes romains; qu'il les représente opprimés, déconsidérés, ne recevant ni commandes ni encouragements, *Ils sont occupés,* dit-il, *la moitié du jour à recopier des copies et le reste du temps à faire l'article aux étrangers.* Mon Dieu! s'il parlait ainsi d'Athènes, de Constantinople ou de Pékin, on le croirait peut-être; mais accuser Rome, pleine des chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture moderne, Rome couverte des fresques de Michel-Ange, de Raphaël, du Dominiquin et du Poussin; Rome qui est un musée vivant; Rome dont les pontifes, depuis Nicolas V jusqu'à Pie IX, ont prodigué l'or pour en faire comme le musée de l'Europe et prouver à la terre entière que l'Eglise aime et protège les arts, comme tout ce qui ennoblit l'homme; c'est trop, M. About, c'est trop de

passion contre les papes. Il faut que la haine vous aveugle ou que, pendant vos trois mois de séjour à Rome, vous n'ayez visité ni le palais du Vatican, ni le Belvedère, ni le Capitole, ni le musée de Saint-Jean-de-Latran, ni Saint-Pierre, ni Saint-Paul. Je vous l'accorde, les princes romains de vieille date ne font plus de commande aux artistes. Leurs palais furent décorés par le pinceau du Dominiquin ou par celui des élèves de Raphaël. Leurs collections de tableaux peuvent le disputer aux plus beaux musées de l'univers. Pourquoi voulez-vous qu'ils achètent de nouvelles toiles? Ils ont pour les artistes d'autres encouragements; ils leur ouvrent leurs galeries. Les artistes viennent s'y installer et s'y former par l'étude des grands modèles. Mais les princes qui n'ont pas de tableaux veulent rivaliser avec les Borghèse, les Doria et les Corsini. Ils se forment des galeries, achètent à droite et à gauche, et font des commandes qui occupent les artistes. C'est ainsi que le prince Torlonia réussit à former une galerie qui effacera peut-être toutes les autres. Si vous voulez savoir comment il paie les objets d'art, allez visiter, à Saint-Jean-de-Latran, sa chapelle de famille. Il vient d'y dépenser deux millions en dorure et en sculpture.

Le gouvernement pontifical, ajoute M. About, *a bien d'autres soucis que l'encouragement des arts.* Il encourage si peu les arts, que, sans parler de la Société Artistique et de celle du Panthéon, fondées par les papes; sans parler de l'Académie de Saint-Luc, institution unique au monde, où les artistes

se forment aux frais de l'Etat, où on leur donne de l'ouvrage, où on les récompense d'une manière princière quand ils l'ont mérité, il y a toujours à Rome quelque grande église que l'on répare, dans le seul but d'encourager les arts et de fournir aux artistes des occasions où ils fassent briller leur talent. Sainte-Agnès hors les murs, dont les peintures ont coûté près de 200,000 francs; la Minerve, ce bijou d'architecture gothique, où les Frères Prêcheurs ont dépensé dernièrement la somme de 400,000 francs; l'Eglise des Augustins, dont la restauration coûtera autant, et dont les fresques, confiées au pinceau hardi et savant de Gagliardi, ont déjà acquis une réputation européenne; l'église de Saint-Charles aux *Catinari*, dont les travaux coûteront davantage encore; Saint-Jérôme des Esclavons, peint en entier; Saint-Laurent-*in-Lucina*, restauré à grands frais; Saint-Nicolas-*in-Carcere*, Saint-Onuphre, le Gesù, où l'on a dépensé des sommes énormes; la Colonne de l'Immaculée-Conception, dont les sculptures ont coûté près de 500,000 francs; les loges de Raphaël, que le Pape Pie IX fait continuer et qu'il a confiées au pinceau de l'un des meilleurs artistes de l'Italie, le peintre Consoni; Saint-Paul hors les murs, qui est un musée vivant où travaillent, comme à l'envi, tous les artistes de Rome; Saint-Paul, dont l'architecture, les tableaux, les sculptures et les mosaïques ont absorbé depuis trente ans la somme fabuleuse de 20 millions, vous prouvent si le gouvernement des papes ne fait rien pour encourager les arts.

Mais, peut-être vous ne savez pas, M. About, quels grands artistes Rome possède et quels noms elle peut citer avec orgueil aux étrangers ? Vous ne savez donc pas avec toute l'Europe artistique les noms illustres de Gagliardi, de Coghetti, d'Owerbock, de Consoni, de Minardi, le célèbre dessinateur; le nom de Capalti, qui n'a pas d'égal pour le portrait, et ceux du chevalier Gibson, de Revelli, de Giacometti, du professeur Tadolini, des chevaliers Benzoni et Bien aimé? Vous ignorez donc qu'il y a à Rome des ouvriers en mosaïque qui, payés par les papes, éternisent les toiles des grands maîtres? Vous oubliez que la gravure, encouragée par le gouvernement pontifical, fleurit à Rome plus que partout ailleurs, que Rome a produit, dans ces derniers temps, les Wenzel, les Voigt, les Girometti, les Vitta, enfin les Mercuri, connus dans les expositions parisiennes, et les Calamatta.

Ces deux derniers sont maintenant les plus célèbres graveurs du monde. Calamatta, il est vrai, n'habite plus Rome; il est en Belgique. J'ignore comment a pu faire M. About pour le *rencontrer* à Rome où il n'est pas venu depuis fort longtemps. Mais on doit avoir quelque indulgence pour M. About : il n'est resté à Rome que trois mois, il lui était impossible de tout voir, et il n'a eu qu'un an pour réfléchir à ce qu'il avait vu. Peut-être aussi les *Romains illustres* qui ont pris la peine de le renseigner l'ont-ils induit en erreur sur ce point, comme sur plusieurs autres.

Ainsi, Rome n'a pas dégénéré. C'est toujours la vieille Rome de Jules II et de Léon X, la patrie des arts, et comme leur terre classique, et l'on peut dire que Pie IX fait revivre ces jours glorieux dont parle Alfred de Musset :

> Où sous le toit des cours, Rome avait abrité
> Les arts, ces dieux amis, fils de l'oisiveté.

CHAPITRE VII

LA NOBLESSE.

Frascati, le 16 septembre.

Si vous voulez vous faire une grande idée des princes romains, lisez dans le livre de M. About, le chapitre de la noblesse, vous verrez que ces princes mènent une vie exemplaire, n'entretiennent pas de danseuses, n'inspirent pas à leurs enfants, par de funestes exemples, la pensée et le goût du désordre; qu'ils vivent au sein du calme et de la retraite, sortent rarement de leurs palais, veillent à l'éducation de leurs enfants et à l'administration de leurs terres.

Ils n'écrivent pas de piètres brochures comme le marquis Pepoli; ils ont trop d'esprit et sont trop aristocrates pour cela. Le croiriez-vous? ils ne se battent pas même en duel. Rome ne retentit jamais du bruit de leurs querelles, de leurs intrigues, de leurs amours, de leurs scandales. Ils ne jouent pas, ils ne perdent pas dans une seule nuit le patrimoine de leurs familles, la vie et l'avenir de leurs enfants. Ils sont enfin si rangés, si réglés dans leurs dépenses, si attentifs à l'administration de leurs terres,

qu'ils conservent à leurs enfants l'héritage qu'ils ont reçu de leurs pères, l'agrandissent quelquefois et presque toujours l'améliorent. Enfin, ils ne ressemblent en rien à ces grands seigneurs d'autrefois, qui sacrifiaient à une coureuse le bonheur de leur femme et l'avenir de leurs enfants, se ruinaient à l'Opéra ou dans les tripots, *souriaient* (quelle grandeur!) *au naufrage de leur fortune et se vengeaient de leur intendant par un bon mot et un coup de pied.* Il y a plus, *les princes romains ne se ruinent jamais à faire courir,* ajoute M. About.

Parfois les nobles romains ont reçu de leurs parents un héritage criblé de dettes. La guerre, les révolutions, quelque malheur domestique est venu ajouter aux charges déjà si lourdes qui pesaient sur eux. Avec des soins et des efforts surhumains, ils n'ont pu relever leur fortune, ils cèdent à l'inexorable nécessité; mais du moins ils emportent en s'en allant, l'estime publique. Chacun sait que les danseuses ou les chanteuses de *Tor di nona* ne sont pour rien dans leur disgrâce, qu'ils ont fait face aux difficultés avec une constance et une énergie qui méritaient un meilleur sort. Bien que tombés, on les estime encore, on les honore dans leur pauvreté. Un jour peut-être, avec la considération dont ils jouissent, ils pourront se relever, et léguer à leurs enfants une autre fortune et un nom sans tache.

Enfin, ces princes soignent l'éducation de leurs enfants, leur choisissent les meilleurs maîtres, les jésuites. On forme leur esprit et leur cœur avec tant

de soin, qu'au sortir du collége les jeunes princes ignorent la vie du monde : ils ont encore leur innocence. *Les malheureux !* s'écrie M. About, *ils n'ont pas même de vices !*

Les princesses romaines, de leur côté, ne sont pas moins exemplaires : leur vie s'écoule dans la retraite, la prière, le travail, le soin de leurs enfants, comme au vieux temps de Rome. Qui les voit à la promenade ou dans l'intérieur de leurs maisons, graves, modestes, silencieuses, se reporte par la pensée au temps de ces matrones romaines tant vantées par Tacite et par Cicéron, et songe aux Véturie, aux Porcia, aux Cornélie. M. About nous les peint environnées de berceaux, prodiguant à leurs enfants une tendresse infatigable, s'occupant tellement de leur maison, de leur époux et de leurs enfants, qu'elles n'ont pas même le temps de cultiver l'amitié, et c'est à peine si dans l'année, une fois ou deux, elles voient leur amie d'enfance. Elles ne lisent pas de romans. Elles savent combien ces lectures, fades pour l'esprit, exercent de ravages sur le cœur, et comme elles perdent ceux qui s'y livrent. Elles les fuient comme une peste. Vous pouvez parcourir leur bibliothèque : ni *le Lys dans la vallée,* ni *la Peau de chagrin,* ni *la Dame aux Camélias* ne vous tombera sous la main. Vous trouverez mieux que cela : l'Imitation de Jésus-Christ, l'Evangile, l'Histoire de l'Eglise, celle de Rome enfin, qu'elles lisent souvent pour s'en bien pénétrer et l'apprendre à leurs enfants. Avec de tels principes, il n'y a rien d'étonnant si leur vie elle-même

n'est pas un roman, si elles ne défraient jamais la curiosité publique, si elles ne fournissent pas matière à la médisance et aux malins propos. Leur roman, c'est leur époux, ce sont leurs enfants, c'est le soin de leur famille.

M. About, en voyant des princesses si attachées à leurs époux, si retirées dans leurs palais, tourne des regards d'envie sur le bon vieux temps, regrette les jours heureux où certaine princesse venait voir ses amants au café, jouer au billard, affichait l'impudeur et remplissait l'Europe du bruit de ses scandales. C'est, pour M. About, l'idéal du genre.

Les princesses romaines ont pourtant des distractions et leur vie monotone est coupée par des promenades et des soirées. Tous les jours, à l'heure où le soleil s'incline sur la coupole de Saint-Pierre, elles sortent de leurs palais et vont faire le tour du *Monte-Pincio* et de la *Villa-Borghèse* en calèches découvertes. On les rencontre vêtues simplement. De petits enfants vifs, joyeux et beaux comme des anges les entourent. Elles semblent les montrer à la foule et lui dire, comme autrefois Cornélie : Voilà mes joyaux et mes bijoux. Aussi voyez comme tous les fronts se découvrent devant elles, comme on se range volontiers pour les laisser passer. Elles recueillent de tous côtés les témoignages de l'estime publique, elles triomphent, et ce respect, ces égards mérités, doivent les rendre heureuses.

Aux soirées où elles paraissent dans tout leur éclat, c'est le même respect, c'est le même empressement autour d'elles. Elles y viennent quelquefois

étincelantes de pierreries et de diamants qui feraient envie à des reines et, couvertes de ces riches parures, il y a dans toute leur personne quelque chose de grand, de noble et d'antique qui imprime le respect. Je ne suis pas étonné que de jeunes muguets venus de Paris avec des prétentions et des espérances exhorbitantes, lancés tout-à-coup dans une pareille société, ne s'y trouvent pas à leur aise, s'en plaignent amèrement, s'y ennuient à mourir, et la dénoncent à la vindicte de M. About, qui n'a jamais eu l'honneur de voir de près les choses ; je ne suis point surpris qu'une dame parisienne que M. About estime fort, habituée sans doute à courir le bois de Boulogne avec des cavaliers et à boire au Pré-Catalan le madère ou le champagne, se trouve un peu suffoquée dans les soirées où règnent les princesses romaines.

Mais, quand on songe aux grands personnages qui se trouvent là réunis, quand on entend prononcer autour de soi, les plus beaux noms de l'univers, les Colonna, les Doria, les Barberini, les Orsini, les Larochefoucault, les Talbot, les d'Aremberg, les Savoie-Carignan, qu'on voit dans un salon de grands diplomates, des princes, des reines, des archiducs, des cardinaux illustres, qu'on entend tout ce monde s'occuper, non des frivolités de la mode ou des nouvelles de la ville ou d'une héroïne de roman; mais parler comme il convient à des Romains, des grands intérêts de l'Eglise et de l'Etat, de la politique générale de l'Europe, des secrets des chancelleries européennes dont il transpire toujours

quelque chose dans ces brillantes réunions, quand on voit ce grand air, cette gravité, ces égards, cette simplicité, on se demande en quoi les plus belles soirées de Paris et celles même du faubourg Saint-Germain peuvent l'emporter sur les salons de Rome. Cependant n'allez pas croire que M. About veuille tracer le panégéryque des princes romains.

Timeo Danaos et dona ferentes.

M. About a comme la vipère. Quant il caresse il empoisonne de son venin. L'éloge qu'il fait des princes est dans son esprit une amère critique. Il voudrait, si c'était possible, les faire rougir des sentiments qui les animent. Il voudrait qu'ils prissent honte de leur vie chrétienne, de leur conduite exemplaire, il voudrait les animer au vice. Enfin, quand il les représente si heureux dans leur tranquille obscurité et devant aux papes leur éducation et leurs vertus, M. About s'imagine que les princes vont ouvrir leur cœur au repentir et se mettre en hostilité avec les pontifes qui les ont si bien formés.

N'avez-vous pas vu quelquefois au collége un enfant au front bourgeonné, aux yeux caves, objet perpétuel d'inquiétude et de défiance pour ses maîtres? Chaque fois qu'il paraît devant eux, il essuye des reproches. Ses doigts tout noircis d'encre remplissent de longues pages du matin au soir et jusqu'aux heures si douces du repos et des divertissements. Aux jours de sortie on l'enferme. Quand l'heure des vacances a sonné, il regarde avec

tristesse ses joyeux compagnons franchir le seuil de la maison et aller réjouir de leur présence les yeux d'un père et d'une mère ; il demeure ; on l'a soumis à la contrainte par corps jusqu'à l'heure où il aura payé la lourde dette de ses devoirs négligés et de ses leçons mal apprises ; et cependant il va trouver parfois ses collègues studieux et chéris de leurs maîtres. Il leur dit qu'ils sont malheureux, que leur sort est bien à plaindre ; il leur conseille de l'imiter, de violer à son exemple la discipline, de négliger l'étude et de se livrer à la paresse, pour goûter le rare bonheur dont il jouit. Ses collègues sourient en l'écoutant et le remercient du bonheur qu'il leur promet. Ainsi font les princes romains quand M. About les invite à être heureux à sa manière. S'il a cru qu'ils se laisseraient séduire par son *Eldorado* de la vie parisienne, il ne les connaît pas, il ignore à qui il parle. Les princes romains s'inquiètent peu de l'estime de M. About, de sa haine ou de son amitié, et ce n'est pas à lui très-certainement qu'ils iront demander des règles de conduite. La lettre du prince Cesarini le prouve. La plupart sont si indifférents au jugement porté sur eux par ce grand réformateur qu'ils n'ont pas même ouvert son livre et ne s'enquièrent pas s'il parle d'eux en bien ou en mal. Avec ce bon sens pratique qui distingue tous les Romains, ils ne trouvent pas dans M. About les qualités requises pour faire autorité.

M. About l'a pressenti en écrivant son livre et pour se venger de ces princes, après avoir fait leur

éloge, il les outrage. Mais que leur reproche-t-il donc? Quels grands défauts déparent cette aristocratie romaine? M. About lui en découvre trois : d'abord elle n'est pas assez noble, ensuite elle n'est pas assez riche, enfin elle n'a pas assez d'influence dans l'Etat. Il leur reproche bien un peu, je crois, leur faste et le droit de primogéniture. Mais il ne faut pas trop appuyer là-dessus; car le faste des princes romains profite au peuple, qui parcourt leurs villas comme s'il en était le maître, et le droit d'aînesse étant admis par tous les Etats de l'Europe, la France exceptée, je ne vois pas pourquoi on en ferait un reproche à Rome plutôt qu'à l'Angleterre, plutôt qu'à la Russie, plutôt qu'à l'Autriche. Il peut se faire que le droit d'aînesse ait les inconvénients qu'y trouve M. About et que toute l'Europe se trompe avec Rome; mais nul n'a raison contre tout le monde, c'est le vieil axiôme et M. About aurait dû s'en souvenir.

Quant à la noblesse de la race, on serait difficile si on voulait trouver mieux qu'à Rome. Sans parler de ces grandes maisons qui descendent ou croient descendre en ligne plus ou moins directe des anciens Romains, comme les Muti, les Massimo, les Santa-Croce, il est des familles qui jouèrent un grand rôle au Moyen-Age, les Colonna, les Orsini, les Gaetani; mais comme ils se battaient entre eux, M. About les appelle brigands. Les grands vassaux de la couronne de France se faisaient aussi la guerre. Serait-ce une raison de leur jeter cette épithète? Pétrarque, dans ses lettres, plaçait les Colonna au-

dessus des plus grandes familles de la chrétienté. Les autres princes furent enrichis par les papes. Mais leurs familles existaient déjà et jetaient pour la plupart beaucoup d'éclat avant de donner à l'Eglise des Papes. Les Borghèse et les Barberini ne datent pas de Paul V et d'Urbain VIII. Un siècle et demi avant Alexandre VII, les Chigi remplissaient Rome de leur opulence et faisaient bâtir, pour recevoir Léon X, ce beau palais de la Farnésina, où Raphaël fit peindre à ses élèves, Jules Romain et Jean d'Udine, les immortelles fresques des noces de Psyché. Les Doria remplissaient l'histoire du Moyen-Age et fournirent à la République de Gênes des doges et des amiraux. Les Altieri, de leur côté, furent célèbres avant Clément X. Ils étaient déjà bien connus au treizième et au quatorzième siècle.

Ces diverses familles furent, à la vérité, enrichies par les papes : voici à quelle occasion. Les désordres que l'anarchie avait produits au Moyen-Age et la tyrannie qu'exerçaient les seigneurs féodaux excitèrent, au quinzième siècle, chez tous les princes de l'Europe, le désir d'abattre la noblesse. La lutte commença chez nous sous Louis XI, qui traita comme on sait la première noblesse du royaume. Elle se ralentit pendant les guerres de religion et se ranima plus ardente et plus vive avec le cardinal de Richelieu qui envoya à l'échafaud un Montmorency. A Rome, le pape Alexandre VI porta les premiers coups à la féodalité. Jules II et Sixte-Quint achevèrent son ouvrage. Mais bientôt les papes se ravisèrent. Ils craignirent que le peuple

n'ayant plus dans les nobles ses chefs naturels et n'étant plus contenu par une aristocratie puissante, ne vînt à s'armer contre l'autorité suprême et ne se fît lui-même des chefs autrement redoutables que les seigneurs féodaux. Ils conçurent donc le projet de former une noblesse nouvelle. Comme c'était naturel, ils enrichirent leurs familles respectives, amplifièrent leurs titres et leurs privilèges. Paul V et Urbain VIII furent les premiers qui inaugurèrent cette sage politique, et l'on vit s'élever autour du trône pontifical de nouvelles familles princières prêtes à le défendre et à le protéger. Ces familles sont estimées à l'égal des premières d'Europe. J'en ai la preuve dans les alliances qu'elles contractent, et quand je vois les familles souveraines elles-mêmes qui ne dédaignent pas de s'allier à ces princes, j'en conclus que leur noblesse est encore assez respectable. Ce qui leur manque en ancienneté est compensé par l'honneur d'avoir fourni à l'Eglise des papes, comme en France les Roure et les Turenne furent estimés à l'égal des plus grands noms de France pour avoir donné les papes Clément VI, Urbain V et Grégoire XI.

Mais, reprend M. About, *ne savent-ils pas tous, ducs et princes, qu'ils sont inférieurs au plus piètre des cardinaux.* Il y a vraiment lieu de s'étonner qu'à Rome, les princes soient au-dessous des cardinaux, lorsqu'en France, en Autriche, en Espagne, les cardinaux sont au-dessus de tout et ne reconnaissent de supérieurs à eux que les princes du sang, lorsque les cardinaux ont le pas sur les patriarches, lorsque

ils président au nom du pape les conciles œcuméniques, et qu'il n'est rien de si honorable au monde que la pourpre romaine!

M. About ajoute : dans les pays monarchiques, *le type de la noblesse, c'est le roi ; et un gentilhomme, pour vanter sa race, a coutume de dire qu'il est noble comme le roi. Noble comme le pape serait tout bonnement comique puisqu'un porcher, fils de porcher, peut être élu pape.* La réponse est facile. On pouvait dire autrefois, mais en France seulement, *noble comme le roi*, quand la grande race de nos rois occupait le trône. On peut le dire peut-être aujourd'hui en Autriche où règne encore cette noble famille de Lorraine, moitié française, moitié allemande. Mais allez en Belgique, en Portugal, en Angleterre, dire : *noble comme le roi*, et vous verrez, M. About, avec quels sourires vous serez accueilli. Allez en Russie dire à tous ces princes qu'ils sont nobles comme l'Empereur, et pour vous détromper, ils vous traceront l'historique des Ramanow. Quelle chose si étrange est-ce donc qu'à Rome un prince, cela arrive, soit plus noble que le Pape? Quant à ce porcher, fils de porcher, qui devint pape, puisque vous n'êtes ni un Rohan, ni un Montmorency, ne faites pas le dédaigneux, M. About, si c'est de Sixte-Quint que vous voulez parle. Il fut l'un des plus grands princes des temps modernes, et lorsqu'on a fait autant de grandes choses que lui, qu'on a régénéré Rome, l'état pontifical et l'Eglise en cinq ans de règne, qu'on a imprimé le mouvement à tout, fait les lois les plus sages, bâti de grands palais,

décoré les églises de belles fresques, relevé des obélisques, fondé des bibliothèques qui font encore l'honneur du monde civilisé, qu'importe qu'on soit fils de porcher? On en est que plus grand et plus noble, et l'Eglise qui a pour fondateur Jésus qu'on appelait le fils du charpentier, et pour premier pontife un pauvre pêcheur du lac de Tibériade, peut bien mettre à sa tête, sans déroger, un fils de porcher; car, à ses yeux, toutes les âmes sont nobles, toutes celles du moins que Dieu a créées grandes et qui se montrent dignes de leur destinée. C'est l'immortel honneur de l'Eglise catholique, de n'établir aucune différence entre l'enfant du peuple et le prince et Elle va chercher ses chefs n'importe où pourvu qu'elle y trouve le génie ou la vertu.

Il est plus difficile d'évaluer la fortune des princes. Mais le budget que leur fait M. About me paraît un peu maigre; avec la somme qu'il leur assigne, c'est tout au plus s'ils pourraient payer le quart de leur dépense annuelle. Si M. About était leur intendant, je voudrais savoir comment il s'y prendrait pour couvrir le déficit. Je voudrais savoir encore comment le prince Borghese peut donner au peuple romain, que M. About désigne sous le nom flatteur de canaille, des dîners de douze cent mille francs, si ses revenus s'élèvent seulement à la somme de 450,000 francs.

M. About donne à l'aventure ses chiffres et supprime à tous les princes les trois quarts de leurs revenus. Voulez-vous savoir pourquoi? Il veut démontrer que les princes ne savent pas administrer

leurs domaines ; que ces terres, ces prairies, ces vignes, cultivées avec intelligence, donneraient des revenus égaux à la liste civile des rois ; mais que les princes, on ne sait trop pour quelle raison, préfèrent trois cent mille livres de rente à deux ou trois millions ; qu'enfin, le marchand de campagne ferait produire à leurs terres le centuple, s'il en était propriétaire, s'enrichirait lui-même, et ferait en même temps la fortune de l'Etat et celle des princes qu'on rendrait ainsi plus riches, en les dépouillant. Les princes romains, il est vrai, négligèrent leurs terres à la fin du siècle dernier et au commencement du nôtre. Les révolutions, la guerre, le passage continuel des troupes, leur ôtèrent tout courage. Mais, au retour de Pie VII, ils apportèrent tous leurs soins à la culture de leurs terres, et chaque année amène des réformes et des améliorations nouvelles. Presque tous gèrent leurs affaires, et ils emploient à ce soin une grande partie du temps que M. About voudrait leur voir consumer à la gestion des affaires publiques.

Car c'est là un troisième grief qu'il a contre eux. *La nullité*, dit-il, *est un de leurs défauts ;* mais ils ne sont pas étrangers aux affaires de l'Etat. Les princes Borghèse, Massimo, Barberini, Altieri, remplissent des fonctions assez importantes. En second lieu, la réserve où vivent les princes prouve leur sagesse et le sentiment exquis qu'ils ont de ce qui convient. La monarchie du Pape, ne l'oubliez pas, est une monarchie sacerdotale, c'est-à-dire que le souverain est prêtre et que les principaux

ministres de son autorité le sont aussi. Pour que le système soit uniforme et qu'il n'y ait pas dans l'Etat deux castes rivales, les prêtres doivent être à la tête de l'administration. Il le faut pour la tranquillité de l'Etat et le repos du monde. Or, si les princes voulaient gouverner, on aurait aussitôt une aristocratie hostile aux papes; cette aristocratie puissante se diviserait bientôt en plusieurs camps. Il y aurait deux, trois partis se groupant autour des noms les plus illustres, et savez-vous où l'on irait aboutir? On aurait de nouveau les scènes du moyen-âge. On reverrait les sanglantes querelles des Colonna, des Orsini et des Savelli. Des ruisseaux de sang couleraient de nouveau dans Rome, car les hommes sont toujours les mêmes, et les Italiens plus que les autres. Rome serait de nouveau l'arène et le champ de bataille où les partis descendraient et en viendraient tous les jours aux mains. La liberté des pontifes romains serait menacée. Ils ne commanderaient plus dans Rome, ils fuiraient; ils iraient de nouveau chercher le repos et l'indépendance sur quelque rivage lointain.

Ces graves motifs ont de tout temps éloigné les princes des affaires publiques. Ils aident, ils soutiennent le Pape de leur influence morale; ils lui montrent un dévouement à toute épreuve; ils lui témoignent beaucoup de déférence et de respect. C'est là tout ce qu'ils peuvent faire, et la nature singulière du gouvernement pontifical les empêche de mettre la main à leur épée, comme le fait la noblesse de tous les pays, quand le trône est menacé.

Mais, s'ils renoncent, comme il leur convient, à une grande influence politique, ils tournent ailleurs leur activité. Ils donnent l'exemple des vertus chrétiennes, ils soulagent l'infortune, ils travaillent au bonheur du peuple. La quantité de leurs aumônes étonnerait, si M. About avait pris la peine de nous en donner le chiffre. L'un dote une école d'enfants, un autre une école de jeunes filles. Celui-ci fonde un collége, fait un traitement aux professeurs et nourrit les élèves; cet autre bâtit une vaste maison où les pauvres sont logés gratis. Tous enfin donnent leur nom à quelque œuvre de charité, pour mieux connaître les pauvres et mieux les soulager.

Je n'ai jamais vu sans être ému les princesses romaines aux pieds des pèlerines de l'hospice de la Trinité. Dans un vaste local richement doté par les papes, on reçoit, on abrite et on nourrit les pauvres femmes qui veulent faire une fois dans leur vie le pèlerinage de Rome. Les princesses romaines les servent à table, vont de l'une à l'autre, leur donnent à manger et leur versent à boire avec une aisance et un bonheur qui édifient les assistants. Une circule autour des tables, une autre donne des ordres, une autre encore fait en chaire à haute voix une lecture touchante. Elles poussent l'excès de la charité jusqu'à tomber même aux genoux de ces pauvres femmes et s'abaissent jusqu'à leur laver les pieds. Enfin, le Jeudi et le Vendredi-Saint, un peu avant l'*Ave Maria*, elles prennent sous leurs bras les pèlerines et vont ensemble en procession, de la

Trinité à Saint-Pierre, à travers une foule nombreuse accourue de tous côtés pour les voir passer. Le peuple leur ouvre les rangs et admire cette fraternité chrétienne. Leur entrée dans Saint-Pierre est comme un triomphe.

Voyez-vous cette jeune femme simplement vêtue qui va d'une porte à l'autre, demandant ici le nom d'un malade, là celui d'un infirme, et là encore celui d'un vieillard. Elle passe de longues heures au chevet des mourants, leur apporte des remèdes et de douces paroles. Tous les pauvres la connaissent. Elle leur a si souvent donné du pain. C'est une princese romaine. La charité qui l'anime lui fait braver tous les périls, et quand elle sort le soir, que, recouverte d'un voile, elle monte joyeusement l'escalier qui mène à une famille désolée, si quelqu'un d'assez hardi ose s'attacher à ses pas, arrivée à la pauvre mansarde, elle le foudroiera en découvrant ses traits si nobles et en lui disant avec l'accent de l'émotion : *Je suis la princesse une telle. Que voulez-vous ?* Mais la charité a miné ses jours. Elle languit, elle meurt. Le deuil est dans Rome. Quand son corps glacé sera porté à la tombe, tout ce qu'il y a d'hommes, de femmes et d'enfants voudra faire cortège à la mère des pauvres. Maintenant que les hommages qu'on lui rend ne peuvent plus l'attrister, le peuple trouvera indigne d'elle que des chevaux portent ses restes. Il leur déliera les rênes et traînera lui-même, à travers les rues de Rome, le char funèbre. A quel roi fit-on des funérailles semblables ?

J'ai vu porter à la tombe la sœur de cette princesse. Elle était pieuse et charitable comme elle, et la mort l'atteignit à la fleur de la vie. Pendant trois jours, le peuple la visita sur le lit de parade qu'on lui avait dressé dans sa chapelle domestique. Enfin, le soir du troisième jour, on alla déposer ses restes à Sainte-Agnès. Une heure avant, la place Navonne était encombrée de peuple ; on ne pouvait plus y circuler. Le peuple était venu en foule donner une dernière bénédiction et adresser un dernier souvenir à celle qui avait tant aimé les pauvres. J'entendais autour de moi des femmes, des enfants, des hommes, raconter des traits admirables de sa charité. Enfin, quand le char funèbre, entouré de serviteurs en livrée portant des torches, eut doublé le coin du palais des *Braschi*, tous les fronts se découvrirent, et une émotion indéfinissable traversa la place. Derrière le char marchaient, vêtus de noir et se tenant par la main, les petits orphelins qu'elle avait recueillis. Le peuple, en les voyant passer, disait ; Voilà les enfants de la princesse ! *Ecco i ragazzi della Doria !* Il ajoutait avec tendresse : pauvre princesse ! pauvre jeune dame ! *poveretta ! poveretta !* Plusieurs pleuraient. Je fus ému au spectacle de cette grande douleur populaire, et je ne savais s'il fallait admirer davantage les princes qui inspirent tant d'estime et de regret, ou le peuple qui se souvient ainsi du bien qu'on lui fait et montre une si vive reconnaissance.

CHAPITRE VIII.

LES ÉTRANGERS

Rome, 21 septembre.

On cherche les rieurs, et moi je les évite.

Car, le rire n'est pas toujours de mise en bonne société. A la longue, il fatigue, il est déplacé, c'est même quelquefois un petit ridicule. Mon Dieu! que le ridicule vous saute aux yeux dans certaines choses, dans certains hommes; qu'on y rencontre je ne sais quoi d'inusité, de bizarre et d'inattendu qui provoque le rire, je le conçois; mais voir en tout du ridicule, rire de tout sans exception, c'est sortir du vrai, c'est une manie. Il n'y aurait plus rien de vrai, rien de légitime, rien de juste et de sacré, si une institution, un homme, quelque grand qu'il soit, pouvait tomber dans un décri universel pour avoir prêté à rire à un esprit mal fait. De même que suivant le poète :

Il n'est point de serpent, ni de monstre odieux
Qui, par l'art imité, ne puisse plaire aux yeux.

De même aussi, il n'est point d'objet si grand ni

si respectable que le rire ne puisse atteindre et défigurer. Souvenez-vous de l'*Eneïde* et de Scarron. Anchise, Enée, la sybille de Cumes que le pinceau de Virgile a faits si intéressants, ne sont plus les mêmes dans l'*Eneïde travestie*. On ne peut ni les voir ni les ouïr parler sans rire. Un malheureux cul-de-jatte a su accomplir cette merveille! Ce que le poète Scarron a fait pour Virgile le prosateur, M. About l'a voulu faire pour Rome. Il jette à pleines mains le ridicule sur tout ce qui est dans cette ville, sur tout ce qui y va, sur tout ce qui en vient. Ni les ruines de Rome, ni ses souvenirs imposants, ni ses pontifes si grands dans l'esprit des peuples, ni ses musées, ni ses palais, ni ses basiliques n'ont trouvé grâce devant lui. Il rit de tout. Son rire n'est pas toujours marqué au coin du bon goût, et de cet esprit fin et délicat qui est proprement l'esprit français. Non. C'est, la plupart du temps, un rire de commande, un rire forcé, un rire de *fantoccini*, de polichinelle napolitain, je n'ose pas dire un rire de Pasquin; car, Pasquin a de l'esprit, et quand il veut prendre la peine de parler, il mérite d'être écouté.

Après avoir ri du peuple, du *mezzo-ceto* et des grands, M. About entreprend le chapitre des étrangers. Or, savez-vous ce qu'il fait? Il met de côté ceux qu'une grande infortune amène à Rome; les grands noms de France, d'Allemagne et d'Angleterre qui font ce pèlerinage pour se fondre, par des relations suivies, avec toute l'aristocratie européenne; les chefs vénérables de l'Eglise catholique

qui viennent, à des époques déterminées, rendre compte au Pape, leur chef suprême, de l'administration de leur troupeau ; les pieux pèlerins qui veulent, au moins une fois dans leur vie, baiser le seuil des saints apôtres ; les artistes qui viennent s'inspirer et se former par l'étude des grands modèles ; enfin, la foule des étudiants de tout l'univers qui viennent puiser la science sacrée à la source du droit et de la doctrine.

M. About n'a pas songé aux étrangers de ces diverses classes, et, sans doute, il lui a fallu chercher longtemps une légère pointe de ridicule pour ne pas être obligé de supprimer le chapitre. Cette pointe, il l'a trouvée dans ces étrangers, commis-voyageurs, petits rentiers et boutiquiers venus de France, faisant à grande hâte le tour des musées, des villas, des basiliques, des ruines et des palais, à l'aide de *Robello* ou de la *Rome vue en sept jours*, qui voient tout à vol d'oiseau, qui passent devant les plus belles toiles de Raphaël et les plus ravissantes statues de Michel-Ange avec la rapidité d'une locomotive, sans rien sentir, sans rien étudier, et ne se doutent pas même qu'ils ont en face les plus belles œuvres du génie humain. M. About aurait dû adoucir les couleurs ou même supprimer le tableau, il me le semble, du moins ; car ce ridicule tombe moins sur Rome que sur le pays d'où vient cette singulière espèce de voyageurs. Quand cette avalanche d'étrangers est tombée sur Rome ; quand les Romains, si attentifs et si malins, les voient effleurer tout, ne s'arrêter à rien, ne rien

comprendre, n'avoir aucun respect d'eux-mêmes et du pays qui les envoie, faire des demandes pleines d'ignorance et des remarques plus sottes encore, ils sourient de pitié ou de malice, et disent avec l'accent du dédain : *Francesi!* Car, il faut le dire à votre louange, la France est le seul pays du monde qui nous adressse des visiteurs semblables. Les Français résidant à Rome en rougissent bien un peu pour la nation. Ils cherchent devant les Romains et les étrangers à pallier le crime de ces profanes. Ils n'auraient jamais osé les flétrir dans des écrits destinés à la publicité, prévoyant bien que la nation pourrait en être déconsidérée. Il a fallu M. About pour les fustiger devant toute l'Europe dans un livre imprimé en pays étranger.

Mais ces voyageurs dont vous riez si volontiers, M. About, sont excusables. Ils vont vite, c'est vrai; ils courent, ils volent, ils ne voient rien, ils n'approfondissent rien. Ils mettent sept jours à visiter Rome. Mais, songez qu'ils n'ont pas à rendre compte au public de leurs impressions de voyage. S'ils ne voient pas, ou s'ils ne comprennent pas ce qu'ils voient, tant pis pour eux. Ils n'ont pas de *question romaine* à écrire. Mais que pensez-vous de ces autres étrangers qui veulent révéler à tout l'univers ce qu'est Rome, qui veulent détruire toutes les opinions reçues, montrer que Rome est tout le contraire de ce qu'on a pensé jusqu'ici, que ses institutions sont vicieuses, sa législation déplorable, son peuple mauvais, et qui consacrent trois mois seulement à cette grande étude. Trois

mois ! Mais pourrez-vous parler pertinemment d'une ville, quand cette ville est Rome, et que vous aurez eu à peine le temps de faire une courte visite à ses musées, ses villas et ses églises. Trois mois ! pour étudier les rouages d'un gouvernement si compliqué et d'une législation unique au monde ! Trois mois ! et parler ensuite d'un ton d'oracle avec une assurance que rien ne déconcerte : parler de tout, des hommes, des choses, de la législation, des finances !

De toutes les villes du monde, Rome est celle qui demande le plus de temps et une attention particulière à qui veut l'étudier comme il faut. Ce n'est pas assez pour le touriste du séjour d'un an ou deux, pour se rendre compte des choses et voir avec fruit cette merveilleuse cité. Et vous voulez qu'en trois mois M. About ait pu tout voir, tout connaître, tout apprécier !

J'ai fait, pour ma part, plus de trente visites aux musées du Vatican, pour m'en faire une idée exacte. Quand j'y allai pour la première fois, j'apportais cette ardeur et cette naïveté qui me faisaient croire qu'en trois heures de temps, je pourrais parcourir toutes les salles et m'enivrer de la vue de tant de chefs-d'œuvre. J'enfile d'un trait la longue galerie où se dressent, à droite et à gauche, les inscriptions sépulcrales des Catacombes et des anciens Romains. Au-delà de la porte de fer, je jetai des regards furtifs sur un millier de bustes ou de statues d'une rare beauté, et je monte au pas de charge les degrés qui mènent au *Belvédère*. Mais le Torse m'ar-

rète en route, le Torse, ce fameux débris de la sculpture antique. Je demeure frappé d'étonnement et je jette sur cette forme sublime de longs regards. Voilà l'homme parfait, tel qu'il sortit des mains du Tout-Puissant. Quelle force! quelle grandeur! quelle majesté! On dirait que ces chairs et ces muscles vivent, que cette mâle poitrine va se soulever pour respirer. On prêterait volontiers l'oreille pour entendre le soupir qui va en sortir. Il y a là une perfection admirable, et je ne suis pas étonné que Michel-Ange, devenu vieux et ne pouvant plus contempler de ses yeux les chefs-d'œuvre de l'art ou les beautés de la nature, se fît porter auprès du Torse, parcourût des doigts ces chairs et ces muscles, et savoûrât du tact le plaisir que donne l'harmonie du beau. J'examinai le Torse dans tous les sens. Je touchai avec une émotion respectueuse ces lignes et ces contours qui enivraient de bonheur le grand artiste. Ce fut une heure et plus d'admiration.

Rentré au Belvédère, je cours au Laocoon. Quelle scène! quel sublime! Le père lutte contre la mort; il pleure, il supplie. Son regard voilé implore et accuse le ciel tout à la fois. Ses mains cherchent en vain à arracher de ses flancs l'affreux reptile qui le serre et l'étouffe lui et ses fils. Mais tous ses efforts demeurent impuissants. Enfin, sa tête légèrement penchée et tous les traits de son visage qui pleurent appellent les dieux qui restent sourds à sa prière. On lit tout cela dans ce groupe admirable qui retrace si bien le fatalisme païen. Je

m'assis dans un coin en face de ce marbre tragique. J'admirais, je plaignais le sort de ce père ; je m'attendris sur les enfants. J'étais ému, je me plongeais dans toutes sortes de pensées ; la voix du gardien vint me tirer de ma rêverie. Il fallut sortir. C'est là tout ce que je vis dans une première journée.

Je revins un autre jour. J'allai droit aux grandes toiles de Raphaël et du Dominiquin. Dans une même salle, on a réuni la *Communion de saint Jérôme* et la *Transfiguration* de Raphaël. Je fus ému comme si j'avais paru devant un roi. Je n'ai vu nulle part autant de richesse d'invention, d'ampleur dans le dessin et de vie dans le coloris ! Le naturel et le sublime se donnent la main. La figure, les mains, l'attitude entière de saint Jérôme respirent la foi. Je ne sais rien de plus simple et de plus naïf que ce diacre qui assiste le prêtre. Dans l'autre tableau, une grandeur surhumaine est empreinte sur les traits de Jésus-Christ. La conviction est dans les apôtres. Pour peindre la Transfiguration, il fallait croire à la divinité de Jesus-Christ, aux apôtres, à l'église ; mais pour tracer la *Communion de saint Jérôme*, il fallait croire à la présence réelle. En contemplant ces deux toiles, mon émotion allait croissant. Mes yeux étaient humides de bonheur, de tristesse et de je ne sais quoi de grand qui passe dans l'âme, quand elle est en face du génie. Je ne me lassais pas de voir et d'admirer ; mais bientôt l'heure fatale sonna. Je sortis à regret, et, par intervalles, je détournais la tête, de loin en loin je jetais à travers les portes de longs regards pour

voir si je ne découvrirais pas encore le Christ de Raphaël, un de ses apôtres, un coin de son paysage ou de son ciel.

Je ressentis les mêmes émotions et je passai le même espace de temps devant la sainte Cécile de Maderne au *Trastevère*, devant la *Piété* de Michel-Ange, modèle de sainte tristesse et de résignation chrétienne, devant son *Moïse* au regard si vif, si fier et si hautain, qu'il vous fait baisser les yeux ; il vous semble qu'il vous parle et qu'il vous menace ; ce Moïse qu'André Chénier peignait en deux vers :

> C'est des Hébreux errants, le chef, le défenseur,
> Dieu tout entier habite en ce marbre penseur.

J'ai éprouvé cela devant une foule de statues, de fresques et de tableaux, et maintenant que je recueille mes souvenirs, je me demande comment s'y est pris M. About, en trois mois de temps, pour bien voir, pour tout voir, tout juger, tout condamner, lui qui rit à son aise de ces étrangers qui voient Rome si rapidement.

Après tout, qu'il en rie tant qu'il voudra, s'il y trouve son plaisir, mais, du moins, il devrait ne pas oublier qu'il arrive à Rome des voyageurs autrement respectables. Quand un roi, une reine malheureuse, sont contraints de s'exiler, ils viennent à Rome. Le Souverain Pontife les environne d'égards et de respects ; car il sait combien le malheur est respectable. Quelquefois, ce roi déchu, cette reine, ont lutté contre Rome et persécuté

l'Eglise; mais l'infortune impose silence à tout autre sentiment que la pitié, et Rome ouvre volontiers ses portes à ses plus mortels ennemis. Elle se souvient que la ville des Pontifes doit, comme celle des Césars :

Parcere subjectis et debellare superbos,

M. About est le seul qui puisse le trouver mauvais, et s'il faisait une édition de Virgile, que sait-on? peut-être retrancherait-il cet hexamètre.

Il y a dans les ruines de Rome, dans tout son atmosphère, dans ses grandes pompes religieuses, quelque chose qui console, qui endort la douleur et enchante l'âme. Je ne m'étonne pas que les exilés aiment Rome et veuillent y mourir.

D'autres fois, quand la raison d'un prince s'est obscurcie, on l'amène à Rome, pour le soustraire aux regards inquiets de ses sujets et le réjouir par la vue de ses monuments et le spectacle de ses fêtes.

D'autres fois encore, les princes viennent à Rome pour achever l'ouvrage de leur instruction, rendre au Pontife universel leurs pieux hommages et retirer en influence morale auprès de leurs peuples ce qu'ils lui donnent en vénération et en respect. Ils viennent enfin régler avec lui les détails de l'administration ecclésiastique dans leurs Etats. Il ne se passe pas d'année que plusieurs têtes couronnées n'arrivent à Rome, empereurs, rois, grands-ducs, princes, n'importe la couronne qui ceint leur front; et ce ne sont pas là des voyageurs vulgaires ou des

étrangers à dédaigner, soyez-en bien persuadé, M. About. Si vous aviez assez de patience pour examiner un point historique, je vous prierais de faire la comparaison des princes qui entreprenaient au siècle dernier le voyage de Rome, et de ceux qui y sont venus depuis 1815. Vous verriez combien ce dernier chiffre l'emporte sur le premier, vous qui nous représentez Rome bien différente d'autrefois et désertée aujourd'hui par la bonne société européenne.

Vient-il un peu moins de ducs, de marquis, de comtes et de barons que dans le siècle dernier? Je l'ignore, et M. About n'est pas mieux renseigné que moi là-dessus. Pour faire la comparaison, il fandrait avoir vécu aux deux époques. Au reste, je ne sache pas que tous les ducs, marquis, comtes et barons qui s'embarquent pour Rome aillent déposer leur carte chez M. About, ou lui faire viser leur passeport; je crois qu'il serait bien en peine de nous dire ce que Rome voit, chaque année, arriver de bonne noblesse. Pour moi, je ne sais qu'une chose, c'est que toutes les années, on compte dans cette ville, à l'époque du Carnaval et à celle de la Semaine-Sainte, 70 à 80 mille étrangers; que tous les hôtels, restaurants, *osterie*, font fortune; qu'on ouvre chaque année de nouveaux hôtels, preuve évidente que le pavé du Corso est encore assez battu par les étrangers.

Mais, il est d'autres étrangers qui affluent à Rome et lui donnent un caractère auguste : ce sont les chefs vénérés des églises particulières. Ils viennent

prier au tombeau des saints apôtres, comme ils le jurent à leur sacre; ils viennent rendre compte au vicaire de Jésus-Christ du gouvernement des âmes; ils viennent de France, d'Angleterre, d'Espagne, d'Amérique et du fond même de la Chine. Vous en voyez de jeunes qui veulent s'inspirer de la sagesse et de la prudence romaines; vous voyez des vieillards illustres par leurs travaux, un nom sans tache, la persécution, l'exil ou la prison endurés pour la foi. Celui-ci vient d'une contrée où l'Eglise est encore riche et dominatrice; il répand l'or autour de lui et réjouit le peuple par la pompe dont il s'entoure; celui-là sort d'un pays où elle est pauvre et persécutée. Il édifie par sa patience et sa simplicité. L'un apporte le parfum de ses vertus, l'autre un nom célèbre dans la science et les disputes théologiques. Par les évêques et les diocèses, Rome est comme le centre de l'univers. C'est encore la capitale du monde civilisé. Car, c'est de là que part le rayon de l'autorité sacerdotale répandue partout; et les peuples, par leurs évêques, se groupent encore autour du pontife romain. Si M. About n'a pas compris cela, s'il n'a pas vu tout ce qu'il y a de grand dans ces évêques accourus à Rome de tous les points de l'univers, pour recevoir le contrôle de leurs actes, s'entendre pour le gouvernement de leurs peuples avec le Pape leur chef suprême, je le plains bien sincèrement. Il n'a pas compris le premier mot de Rome, son influence religieuse et sa position dans le monde.

Voyez-vous ces longues files de pèlerins qui se

dirigent vers Rome chaque année au prix des plus grands sacrifices. N'en riez pas, M. About, rien n'est respectable comme le sentiment qui les fait mouvoir. La foi les pousse; avant de mourir, ils veulent voir une fois cette Rome dont le nom retentit si souvent à leurs oreilles; ils veulent contempler les traits de leur chef spirituel et de leur père, prier aux lieux où reposent les corps des apôtres et ceux des saints martyrs. Parmi ces pèlerins, il en est à l'âme naïve, qui viennent à Rome, à pied et de bien loin, pour vénérer, avec l'esprit chrétien qui remua le Moyen-Age, le chef des rois et des peuples et celui à qui Jésus-Christ a dit : *Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon église.*

Quelques autres viennent à Rome pour chasser le doute qui les obsède, et s'éclairer au foyer de la vérité. Ils y arrivent chancelants dans la foi, infidèles même; ils en repartent croyants. Il en est aussi qui, liés des censures de l'Eglise, frappés d'excommunication ou d'interdit, viennent à la source de la miséricorde et du pardon, abordent avec confiance celui à qui toute puissance a été donnée dans le ciel et sur la terre, celui qui délie ou lie à son gré la conscience humaine, et reprennent, à sa parole, la douce liberté des enfants de Dieu. Enfin, parmi ces pèlerins, il en est qui appartiennent à une autre église que la nôtre; ils ont toujours cru que Rome, c'était la Babylone souillée de crimes. Ils ont bu le poison de la calomnie qui distille de la théologie protestante. Mais un soupçon s'est tout-à-coup élevé dans leur cœur. La crainte de n'avoir pas la foi des

pères et celle des temps apostoliques les amène à Rome. Ils y étudieront les monuments antiques ; ils fouilleront les anciens manuscrits de la Vaticane ; ils descendront aux catacombes pour y découvrir la trace des croyances antiques, pour y voir, de leurs propres yeux, les images du Christ, de Marie sa mère, des apôtres et des martyrs ornées de nimbes mystérieux. La lumière se fera peu à peu dans leur esprit. Leurs yeux seront dessillés. Ils reviendront à la foi catholique et sacrifieront à la vérité qu'ils ont trouvée leur repos, leur avenir, leur fortune, toute leur existence. Rome verra les docteurs Manning, les Newman et tant d'autres noms illustres, la gloire de l'Eglise de nos jours, et de nouveaux Augustins iront travailler avec une ardeur de néophytes à la conversion de l'Angleterre.

Ces étrangers sérieux et visitant Rome comme elle doit être visitée, M. About ne les aura pas aperçus. Il en eût parlé autrement sans doute. Il n'a pas vu, non plus, les nombreux savants et les artistes qui viennent à Rome, soit pour étudier, soit pour se former sur les antiques modèles. Il n'a pas vu ces écrivains brillants et classiques fixés à Rome depuis longtemps pour étudier l'histoire à ses sources, qui nous font connaître, avec autant de science que d'intérêt, la Rome de tous les âges ; ces savants français, allemands, anglais, qui viennent dépouiller les importants manuscrits de la Vaticane, de la Casanate, des Gaetani et de la *Corsiniana*, et fixer des points historiques très-importants par des recherches consciencieuses ; enfin ces artistes sans

nombre, peintres, sculpteurs, graveurs, accourus de France, d'Allemagne, de partout, pour se former le goût à l'aide des plus grands modèles qui soient au monde, copiant à outrance les sybilles de la *Pace*, l'*Aurore* du Guide, les *Noces* de la *Farnesina*, le *Moïse* de Saint-Pierre *in-Vincoli*, Raphaël, Michel-Ange, le Dominiquin, ces grands maîtres de l'art moderne, règnent à Rome et y tiennent le sceptre de la peinture et de la sculpture. Il n'est pas d'artiste qui ne veuille s'inspirer de leurs œuvres, et dire combien de temps un peintre ou un sculpteur a étudié à Rome, c'est déjà faire son éloge. Il est regrettable que M. About n'ait pas du tout songé à cette classe intéressante d'étrangers.

Mais il en est d'autres qu'il aurait dû apercevoir, et qui attirent depuis quelques années l'attention des hommes politiques : ce sont les étudiants venus à Rome de tous les points de l'univers. Par une singulière coïncidence, la France, l'Espagne et l'Allemagne ont perdu leurs grandes écoles de théologie ; et si l'on excepte Vienne et Louvain, il n'y a pas en Europe une seule Université où l'on reçoive l'enseignement théologique supérieur. La jeunesse studieuse, qui se pressait autrefois autour des chaires illustres de Salamanque et de la Sorbonne, accourt aujourd'hui à Rome, où se trouvent des colléges affectés à toutes les nations de l'univers, des colléges anglais, irlandais, écossais, français, germanique, grec et américain. Ces étudiants se nourrissent des doctrines romaines, les seules vraies, les seules qui contentent l'esprit ; ils apprennent,

comme en plein Moyen-Age, la scholastique et les décrétales des Papes. Ils emportent de Rome les notions les plus claires de l'autorité du Pape, de ses prérogatives, des promesses que Jésus-Christ fit à saint Pierre. Ils reviennent dans leur patrie pleins de vénération pour le Pape, attachés du fond de leurs entrailles au Saint-Siége. Ils ont tous les mêmes principes, les mêmes doctrines, la même tendresse d'affection pour l'Eglise romaine, la mère et la maîtresse de toutes les églises.

Or, se figure-t-on, à une époque où les doctrines romaines ne sont plus contenues par la digue du gallicanisme et du joséphisme, à une époque où les peuples sentent revivre dans leur cœur l'ancien amour pour Rome, et s'inquiétent plus, pendant les guerres, de l'avenir qui sera fait au chef de l'Eglise, que des lauriers que les armées vont moissonner sur les champs de bataille ; à une époque où l'on entend autour de soi répéter partout ces paroles : *Que va devenir le Pape? Qu'on sauve le Pape;* dans un temps où le besoin de croyance se fait sentir partout ; où les esprits, lassés de tout, des plaisirs, de la richesse, des luttes de la politique, se réfugient dans l'étude des questions religieuses comme dans un port où ils trouveront le calme, se figure-t-on l'influence qu'exerceront bientôt dans le monde les doctrines romaines, bien connues, bien appréciées et dégagées des brouillards de l'exagération et de la calomnie. C'est un ordre nouveau qui commence, ce sont les jours antiques qui renaissent.

C'est là, on ne peut en douter, c'est le fondement

que Dieu jette pour un nouvel ordre de choses. Bientôt, par le moyen de tous ces étudiants, il n'y aura pas seulement la même foi qu'à Rome, mais encore les mêmes principes, les mêmes opinions théologiques. Tandis qu'à Rome quelques petits bourgeois veulent qu'on fasse tout à la mode de France, et disent : *Come à Parigi;* dans tout l'univers, le peuple et le clergé expriment ce vœu . *Que tout se fasse comme à Rome.* Avec de pareilles dispositions dans les esprits et une terre si bien préparée, que Dieu envoie un jour à son Eglise un nouveau Grégoire VII, un Innocent III, un Sixte-Quint, un pontife qui forme un faisceau de toutes ces opinions reçues partout, et s'y appuie vigoureusement, un pontife qui lutte avec force contre les ennemis de l'Eglise, ou qui parcoure les royaumes de l'Europe, comme les papes du Moyen-Age, et imprime le respect au peuple par le grand spectacle de la majesté pontificale ; ou mieux encore, que Dieu, dans sa miséricorde, envoie à son Eglise un Pierre Damien, un saint Bernard, qui réveille la foi dans tous les cœurs, et l'on verra luire encore les jours antiques ; on reverra les papes aussi puissants qu'autrefois, non plus faisant ou défaisant les rois (nos temps ne le comportent plus), mais placés par l'opinion à la tête de tous les Etats de l'Europe, reconstruisant l'ancienne société humaine, et cette grande république fédérale qu'on appelait la chrétienté ; résistant aux flots envahisseurs de la barbarie, écrasant les hérésies et ces erreurs nées d'hier qui minent les trônes, la société, la famille, et marchant comme

autrefois à la tête du progrès véritable et de la civilisation.

Ces temps sont moins éloignés qu'on ne pense. Tout se prépare dans le monde, tout s'organise pour le triomphe de l'idée chrétienne. Il suffit d'aller à Rome, de voir tous ces étrangers, divers de pays, de mœurs et de langage, mais unis sur un point : un amour immense pour Rome; il suffit de voir ces choses pour se convaincre que tout s'apprête, que tout est mûr pour une grande manifestation de la puissance de l'Eglise; les temps, les hommes, les choses. Tout sera fait le jour où du cœur de Dieu il jaillira un grand génie ou un grand saint.

Il est fâcheux pour M. About d'être venu à Rome sans voir, sans pressentir ces choses.

CHAPITRE IX.

OU L'ON DÉMONTRE QUE LE POUVOIR TEMPOREL DU PAPE EST MOINS ABSOLU QU'ON NE CROIT.

Albano, 25 septembre.

C'est une pieuse illusion de certains publicistes de croire que la liberté est de date récente, qu'elle est née seulement en 1789, en 1830 ou en 1848. C'est par une illusion du même genre qu'on s'imagine qu'une monarchie peut être modérée seulement par des chambres électives, lesquelles représentent souvent tout autre chose que la nation. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler ses souvenirs ou de voir ce qui se passe chez nos voisins du Piémont. Non, le régime constitutionnel n'oppose pas toujours une digue sérieuse au gouvernement personnel, à l'autocratie.

En effet, c'est le roi ou ses ministres qui déterminent le nombre des électeurs et s'arrêtent au système électoral qui leur vaudra le plus de suffrages. Quand le jour du vote est venu, le pouvoir promet tout ce qu'on lui demande, la construction d'une église, d'un théâtre, un musée, un chemin

de fer. On vote d'enthousiasme, et le tour est fait. D'autres fois, la police se met en campagne, va, d'ici et de là, échauffer le zèle des uns et refroidir la chaleur des autres, et même par un miracle, beaucoup moins rare qu'on ne le supposerait d'abord, il advient que l'urne du scrutin donne plus de voix qu'on ne lui en demande, et 300 électeurs produisent 600 bulletins.

Les chambres assemblées, le ministre, avec ce coup-d'œil que donnent les luttes du gouvernement parlementaire, aperçoit une majorité qui lui sera hostile. Il fait casser les élections dangereuses, et la chambre, ainsi épurée, est à sa discrétion. Il y aura bien encore quelques voix qui se montreront rebelles. On les étouffera avec une croix de Saint-Maurice, un bureau de tabac, une intendance. La chambre haute sera modifiée par des fournées intelligentes.

Toutes ces opérations étant terminées, vous aurez encore des chambres qui voteront, feront des lois, des rapports et des adresses, vous aurez, en un mot, une monarchie représentative; mais, au fond, vous vivrez sous un pouvoir aussi absolu qu'en Russie.

Un ministre habile jouera les chambres, dira ce qu'il jugera convenable, taira tout ce qui pourrait inspirer de la défiance. Il mettra un art infini à tromper la nation qui sera ainsi tout à la fois témoin, dupe et victime d'une immense comédie. Il n'y a pas jusqu'à l'Angleterre, si libre cependant, où les ministres n'égarent quelque peu le parlement,

D'après M. Thiers[1], quand il s'agit d'une paix à conclure ou de tout autre acte diplomatique, il y a toujours un double jeu. On règle d'avance ce qu'on dit au Parlement et ce qu'on lui cache.

On le voit, la représentation nationale n'est pas toujours une garantie suffisante contre le pouvoir absolu, comme aussi il peut se faire qu'un pouvoir qui s'exerce sans le contrôle d'une assemblée délibérante trouve des digues qu'il s'est imposées, ou que la constitution particulière à l'Etat élève devant lui, avec l'autorité des siècles.

M. About a donc tort d'appeler le pouvoir temporel des Papes, *le plus absolu qui soit* parce qu'il n'y a pas à Rome, comme en Piémont, des représentants du peuple votant l'impôt, faisant des lois, contrôlant tous les actes du gouvernement. La monarchie du Pape est tempérée de tant de manières et par des institutions si belles, qu'au dire de M. de Brosses, qui ne flattait pas les Papes, et de M. de Tournon lui-même, c'est le gouvernement le plus doux de toute l'Europe.

Ce qui tempère vraiment les monarchies et les distingue du despotisme, c'est, au dire de Montesquieu, notre maître en politique, c'est d'abord la loi qui est au-dessus du roi et règne en souveraine; la loi qui n'est pas momentanée et passagère comme les volontés capricieuses du despotisme; la loi que dans l'Etat personne n'ose violer et qui commande au souverain lui-même. En second lieu ce sont les

[1] *Histoire de la Révolution*, t. IX.

mœurs du prince qui, d'après le même Montesquieu, contribuent autant à la liberté que les lois. Enfin, ce sont les rangs intermédiaires et les corps constitués, organisés et assez puissants pour résister au monarque lui-même s'il violait les lois ou la justice.

Vous trouverez tout cela à Rome; tout ce qui est requis pour une monarchie tempérée, s'y rencontre: les lois y sont les plus sages et les plus savantes de la terre. C'est d'abord le droit des empereurs, l'ancien droit romain, d'où fut tiré notre droit civil, et qui lui ressemble comme un père ressemble à son fils. Deux ou trois points, tout au plus, distinguent notre droit civil du droit romain, le droit d'aînesse, par exemple. Tous ceux qui ont fait la comparaison de l'un et de l'autre droit, qui savent que le droit d'aînesse n'est, au fond, que la faculté laissée au père de favoriser son fils aîné, s'il le juge à propos, ne savent trop ce que veulent M. About, le marquis Pepoli et les Romagnols lorsqu'ils demandent à cor et à cri le code Napoléon.

A l'ancien droit romain viennent se joindre les constitutions des Papes, formant, sous le titre de droit-canon, une autre législation. Celle-là, qui modifie le droit romain en ce qu'il peut avoir d'anti-chrétien ou d'anti-libéral, est si savante, si détaillée, si paternelle, qu'on ne voit ailleurs rien de semblable. Les tribunaux réguliers, composés de juges inamovibles et laïques pour la plupart, fonctionnent dans tout l'Etat. Dans toutes les villes, il y a des justices de paix, chaque chef-lieu de province a son tribunal de première instance. Rome,

Bologne et Macerata ont chacune une cour d'appel. Enfin, on appelle en troisième instance de tout l'Etat pontifical devant le tribunal suprême de la sainte Rote. Au-dessus de tous ces tribunaux est celui de la *signature*, qui réforme les jugements des autres cours, à l'instar de votre cour de cassation. Il est arrivé, quoique très-rarement, que le Pape lui-même ait cassé les arrêts des autres tribunaux; c'était d'après ce principe de droit romain que le prince, étant au-dessus des autres juges, confirme ou casse leurs arrêts de son autorité souveraine et d'après l'axiôme de droit ecclésiastique, que le Pape porte le droit comme dans l'écrin de sa poitrine : *In scrinio pectoris sui*. Au reste, les Papes n'ont jamais cassé que des sentences injustes.

Je ne parle pas des tribunaux criminels ni des tribunaux exceptionnels du vicariat, du saint-office lui-même, qui donnent à la défense de l'accusé toute la latitude désirable.

Les Papes ne se sont pas contentés d'établir des tribunaux pour rendre la justice, ils ont veillé aux intérêts des pauvres et des orphelins : à côté des tribunaux romains, ils ont établi les deux associations d'avocats de *Saint-Yves* et de *Saint-Jérôme de la Charité*, qui ont pour but de défendre gratis les pauvres, les veuves et les orphelins.

En second lieu, les mœurs du monarque forment un contrepoids à l'exercice de l'autorité souveraine. Si dans tous les Etats, le sentiment de l'honneur et la crainte de perdre l'estime du peuple, empêchent le roi de franchir les limites du droit,

que doit-il être à Rome, où le souverain a besoin de l'estime de tout l'univers? Un abus de pouvoir, la moindre injustice, feraient partout crier au scandale. Il est en Europe des chancelleries dont le mensonge est l'état normal. Un seul mensonge sorti des chancelleries pontificales ôterait au souverain son prestige et son autorité, et comme le disait avec beaucoup de raison le cardinal Gonsalvi, il faudrait aussitôt faire un autre pape. Quand Pie VII rentra dans Rome, un savant de Bologne, Pierre Giordani, célébrait ainsi le souverain de Rome, et montrait combien son pouvoir est salutaire à l'Etat et favorable à la liberté des citoyens :

« Les autres princes sont empêchés souvent par leurs plaisirs de faire le bien de leur peuple. Il n'en est pas ainsi de notre maître ; il ne peut aimer ni la guerre, ni les conquêtes. La chasse, le spectacle, les grands repas, les fêtes profanes et une vie d'oisiveté, ce n'est pas ce qui lui convient. Tout son plaisir et sa gloire, c'est de gouverner avec tant de sagesse et si paternellement son peuple, qu'il en fasse pour tout l'univers un sujet d'envie. »

Bel éloge des mœurs d'un prince ! puissante garantie pour le bien de l'Etat et la liberté des sujets !

Mais ce n'est pas encore assez pour contenir le pouvoir souverain dans les bornes de la justice et de la modération. Les papes ont établi des corps intermédiaires qui pondèrent leur autorité et leur résisteraient au besoin.

C'est, en premier lieu, le clergé, qui forme un grand corps dans l'Etat, et ne se compose pas,

comme ailleurs ; d'hommes isolés et sans force. Le clergé est divisé en plusieurs corporations. D'abord c'est le Sacré-Collége, que le Pape doit consulter dans toutes les affaires épineuses, qui donne des avis, fait des remontrances, surveille la marche du gouvernement, se plaindrait vivement si le pouvoir tendait à l'absolutisme, et ferait, au besoin, de la résistance. Or, se figure-t-on quelle pondération le pouvoir des papes trouve dans le Sacré-Collége, formé d'hommes inviolables qu'on peut éloigner, excommunier même, sans leur ôter *leurs droits et leur titre ?*

Au-dessous des cardinaux est la Chambre Apostolique, qui se compose de douze clercs inamovibles, présidés par le cardinal camerlingue de la sainte Eglise, et vérifiant tous les comptes de l'Etat à la manière de votre cour des comptes.

Puis, viennent les ordres religieux avec leurs constitutions, leurs priviléges, et cette organisation puissante que les siècles leur ont donnée. Ils savent résister aussi quand il le faut.

Enfin, le clergé séculier même, le clergé des chapitres et des paroisses forme un dernier corps. Tous ses membres sont unis par un règlement uniforme. Chaque année, ils font l'élection d'un chef qui, sous le nom de camerlingue, prend la défense de tout le corps devant le prince. Soumis quand l'obéissance est un devoir, le clergé exécute les moindres ordres du souverain. Mais il n'oublie pas que l'obéissance a des bornes, et quand il se croit lésé dans ses droits, il résiste, et fait quelquefois reve-

nir sur ses décisions une autorité qui semblerait tendre à l'absolutisme par la concentration dans une seule main des pouvoirs temporel et spirituel.

On a fait la remarque, il y a longtemps, que, dans toutes les monarchies, le clergé était une barrière très-puissante contre le despotisme. *Où en seraient*, s'écriait Montesquieu, l'Espagne et le Portugal, *depuis la perte de leurs lois, sans ce pouvoir* (du clergé) *qui arrête seul la puissance arbitraire.*

C'est, en second lieu, le corps de la noblesse, qui forme une masse compacte et fait l'opinion à Rome. Elle est riche, puissante, considérée ; elle a des priviléges qui remontent aux temps les plus anciens. A la première apparition du despotisme, cette noblesse se lèverait en masse, opposerait aux mesures injustes une résistance qui serait invincible ; car elle puiserait sa force dans le droit et les raisons les plus légitimes.

Enfin, le peuple, dans les Etats romains, est organisé pour une résistance légale ; les individus ne sont pas livrés en proie à un arbitraire souverain, Ils sont organisés en associations, confréries, corps de métiers et jurandes. Un homme tout seul, quand il est écrasé par le pouvoir, n'ose ou ne peut résister, mais le corps dont il fait partie résiste pour lui, et peut le faire impunément.

Le peuple livré à lui seul, dit Cicéron, *est plus terrible, si l'on veut, mais il ignore le danger où il se précipite, et quand il résiste sans chefs, il brise tout,* il tombe dans l'anarchie, et de là au despotisme, il

n'y a qu'un pas. *Populi impetus periculi rationem sui non habet;* tandis qu'organisé et ayant des chefs, il résiste suivant la loi et ne court jamais au devant du despotisme. Voilà pourquoi les Papes avec une politique digne d'éloges, ont favorisé de tout leur pouvoir ces corporations populaires, les confréries, les corps de métiers, qui rendent facile au peuple la résistance légale.

Mais, ce n'était pas assez pour les Papes de tant de sages précautions, de ces lois si libérales, de ces corps intermédiaires pondérant leur autorité, ils ont organisé leur petit Etat sur des bases vraiment libérales et lui ont donné toute la liberté désirable.

Car il n'est rien de plus opposé au despotisme que l'église catholique. Elle est fille de la liberté. Les despotes la refoulèrent pendant trois siècles dans les catacombes et firent couler à flots le sang de ses enfants. Elle ne l'a pas oublié. Aujourd'hui encore, qui la persécute en Russie, en Chine, en Turquie, en Toscane, dans les duchés et dans les Romagnes, sinon les despotes et les dictateurs ? Il y a dans le despotisme, un oubli profond de la justice et du droit, quelque chose qui dégrade l'homme et l'abaisse, et comme l'Eglise a pour mission de l'ennoblir, il n'y a rien d'étonnant qu'elle répudie les despotes. Comment voulez-vous que l'Eglise aime les pouvoirs absolus, elle qui dit souvent aux princes : *Non licet;* elle qui organisa la résistance aux princes prévaricateurs du moyen-âge et la rendit sacrée en transférant à d'autres le droit et la puissance ; elle qui demande à Dieu dans ses prières

une seule chose, la liberté : *Secura serviat libertate ?*

Quant l'Eglise fut maîtresse des choses humaines, qu'elle monta sur le trône avec Constantin, elle organisa la liberté, la résistance à l'injustice; ses évêques furent dans l'Etat, comme un pouvoir pondérateur de la puissance des Césars. Mais elle ne put inoculer tout-à-fait la liberté chrétienne à cet empire né du despotisme. Il croula. Les barbares s'en partagèrent les lambeaux. On vit surgir des royaumes nouveaux, des constitutions nouvelles, des peuples nouveaux. L'Eglise présida à cette création. Mais ces peuples qu'elle avait formés à la vie chrétienne et à la civilisation, elle leur inspira la haine de la servitude et leur donna des chartes et des constitutions qui seraient, de nos jours encore, des modèles de sagesse et de liberté. Ces assemblées de clercs et d'évêques qui aidaient Charlemagne à gouverner son peuple et à former la France, ces grands conciles de Tolède, où toute l'Espagne fut représentée, étaient des institutions de l'Eglise. Les municipes furent ressuscités par les papes en Italie. La charte anglaise elle-même fut arrachée à Jean-Sans-Terre par les évêques à l'instigation des pontifes romains. Aussi lit-on dans le frontispice de la grande charte ces paroles qui sont un monument élevé à la gloire de l'Eglise catholique : *Ad honorem Dei et exaltationem sanctæ ecclesiæ.* Je ne m'étonne plus que les papes, suivant l'esprit de l'Eglise, aient eu horreur du pouvoir absolu, qu'ils aient donné à l'Etat pontifical toutes les franchises et les libertés que pouvait comporter le siècle où ils vivaient.

Chose merveilleuse ! Ils ont souvent devancé les autres souverains de l'Europe dans la voie du progrès et de la liberté, et je ne sais rien de plus libéral que le pouvoir temporel des Papes.

Remontons à la source des choses. Quand les factions eurent chassé de Rome les papes, ils trouvèrent à Avignon un refuge. Ils y attendirent que les idées singulières de domination universelle, de *bon état*, de République romaine, propagées par Dante, Pétrarque et Rienzi, eussent fait leur cours, et qu'on eût vu, à la pratique, tout ce qu'il y avait de creux et de vide dans ces folles théories. Le peuple, que l'anarchie dévorait, se souvint du régime si doux et si libéral des papes. Il témoigna le désir de les revoir. Les papes envoyèrent en Italie un des plus célèbres personnages du Moyen-Age, le cardinal Albornos, qui fut à la fois un grand capitaine, un négociateur habile, un profond législateur. Il partit d'Avignon à la tête de quelques braves, ignorant comment il pourrait accomplir sa mission. Tout-à-coup il trouva dans le peuple une force inattendue et le plus inébranlable de tous les appuis. Le peuple vint s'enrôler en foule sous la bannière de l'Eglise, et fournit tous les subsides que demandait le cardinal pour la guerre sacrée. En quelques années, il eut reconquis le patrimoine de saint Pierre, le duché de Spolète, l'Ombrie, les Marches et la Romagne. Bologne elle-même se donna à l'Eglise, et montra aux papes un dévouement inaltérable.

Mais ce n'était pas assez d'abattre les tyrans et

de reconquérir des villes. Il fallait affermir la conquête, et le grand cardinal donna au peuple, de l'autorité des papes Innocent VI et Urbain V, une constitution qui fut l'une des plus libérales du Moyen-Age. Elle est écrite dans le Recueil des lois pontificales connues sous le titre de *Constitutions ægidiennes*. Tous les priviléges des villes étaient maintenus. Les villes étaient divisées en quatre catégories avec des priviléges particuliers; les communes étaient comme souveraines. L'Etat était divisé en provinces ayant chacune à leur tête un gouverneur. Trois ou quatre provinces réunies formaient un commandement supérieur, dévolu à un cardinal qui portait le titre de vicaire du Saint-Siége au temporel.

La levée en masse du peuple contre les tyrans était déclarée un devoir sacré. L'excommunication majeure et l'interdit étaient lancés contre les villes qui auraient souffert qu'on rétablit la tyrannie dans leurs murs. Chaque année le parlement de tous les ordres devait s'assembler pour délibérer sur les affaires de la province et voter l'impôt. Lorsqu'en France les Etats ne se reunissaient qu'à de longs intervalles, à Rome on voyait des assemblées périodiques délibérant librement sous la présidence des gouverneurs. La guerre, les luttes du grand schisme suspendirent, pendant quelque temps, l'exercice de cette constitution libérale; mais les papes Paul III et Sixte IV la firent revivre. Elle régit l'Etat pontifical jusqu'au siècle dernier. Quelques papes trouvèrent même que leur autorité n'était pas encore

assez limitée. Ils créérent de nouvelles congrégations de cardinaux qui, sous le nom de *bon gouvernement* et du *censo* contrôlèrent leurs actes.

Mais, au retour de Pie VII, toute la Péninsule était pleine de sociétés secrètes, Murat avait rêvé l'unité de l'Italie et fait quelques tentatives pour réaliser ce rêve; l'Autriche elle-même convoitait les Légations. Le cardinal Gonsalvi crut qu'il serait imprudent de rétablir l'ancienne constitution. Il la modifia, et concentra le pouvoir politique entre les mains du cardinal secrétaire d'Etat. Les provinces furent divisées à la manière de nos départements, avec un préfet ou *délégat* à leur tête. Les légations de Bologne, Ferrare et Ravenne, conservèrent une partie des anciennes franchises et furent gouvernées par des cardinaux-légats. La révolution de 1831, ne servit qu'à maintenir cet état de choses.

Mais quinze ans de repos et de bonheur firent espérer qu'on pourrait sans péril donner aux peuples des libertés et lui rendre ses assemblées et son ancienne constitution. Pie IX venait de monter sur le trône pontifical aux acclamations de l'univers entier. Il donna l'amnistie, promulga une constitution sur des bases plus libérales encore que les constitutions ægidiennes. On fit des élections, on eut des chambres, on vota l'impôt, on discuta les lois; deux ans après, Pie IX assiégé dans le Quirinal par des rebelles qui assassinaient ses prélats à quelques pas de lui, s'enfuit à Gaëte, et la République rouge fut proclamée à Rome. Une nouvelle constitution et le régime représentatif auraient un

résultat semblable dans l'état actuel des esprits en Italie.

Qu'on se repose sur les Papes, sur leur sagesse, sur leur esprit libéral. Ils furent pendant tout le Moyen-Age et à la renaissance les pères de la liberté. Si nous ne courbons pas la tête sous un joug humiliant comme la Russie et la Turquie, nous le devons aux Papes qui luttèrent contre les tyrans. S'ils ne donnent pas à leurs sujets des chambres et une tribune, c'est qu'ils craignent de compromettre le repos de l'Etat. Les institutions, déjà si libérales, qui régissent Rome, nous prouvent combien les Papes ont à cœur la liberté. Il est en Europe des Etats puissants qui ont beaucoup moins de libertés que l'Etat Romain. On s'en convaincra aisément.

Dans tout l'Etat pontifical c'est par l'élection libre que se forment les municipalités, les conseils généraux des provinces et la consulte d'Etat. Dans un pays où la plèbe pour des causes particulières fut, de tout temps et même sous la Republique romaine, à peu près éloignée du scrutin, les Papes n'ont pas voulu du suffrage universel. On aurait eu moins de liberté dans le vote, on aurait vu peut-être les résultats les plus étranges. Les plus riches propriétaires, les industriels, les gradués et les professions libérales composent le corps électoral. Par là, le vote est plus libre et plus éclairé. Je ne parle que pour l'Etat romain. La liste des électeurs est dressée par les conseils municipaux. Le délégat n'intervient que dans le cas d'abus ou de plainte. Les municipalités, ainsi constituées, jouissent, à peu de chose

près, du pouvoir souverain pour tout ce qui concerne les intérêts de la cité. Ils créent des ressources à la commune ; ils vendent, ils achètent, ils construisent, ils démolissent, sans que l'Etat intervienne. C'est déjà une assez belle prérogative. Cette liberté excessive tourne parfois en abus. Il est telle et telle petite ville qui a voulu se passer le luxe d'un théâtre et s'est vue forcée d'engager pour plusieurs années tous les revenus de la commune. Les gonfaloniers ou prieurs, ainsi que les adjoints, présentés au délégat par les conseillers municipaux, forment une commission exécutive et administrent les biens de la commune et font les dépenses sous leur responsabilité personnelle. Les villes sont divisées en plusieurs catégories comme dans les constitutions ægidiennes.

Le conseil municipal forme un corps électoral au second degré pour l'élection des conseillers de province. Sur trois noms présentés par les communes, le délégat en choisit un. Les conseils de province délibèrent sur l'emploi des fonds, et s'occupent de tous les intérêts généraux de la province. Ils s'assemblent une fois l'an comme les parlements des constitutions ægidiennes qu'on a voulu faire revivre sur plusieurs points pour rattacher autant que possible le présent au passé. Dans l'intervalle des sessions, une commission de trois membres fait exécuter les décisions prises dans le Conseil et surveille l'emploi des fonds.

L'autorité administrative des délégats est limitée par des conseillers qu'on peut comparer à vos con-

seillers de préfecture. Ils sont au nombre de quatre. Le conseil de la province en fournit deux. Les deux autres sont tirés des conseils municipaux. Dans les affaires administratives, ces conseillers ont seulement voix consultative. Mais quand il s'agit de vérifier l'emploi des fonds ou de réviser les comptes, la voix délibérative leur est acquise.

Enfin, au-dessus de tous ces conseils est la consulte d'Etat. Chaque province y est représentée par un député laïque, choisi par le pouvoir sur trois noms que lui présente le conseil de province. A ces députés, le Pape ajoute quelques hommes qui représentent le pouvoir au sein de l'assemblée.

La consulte donne seulement son avis quand on forme le budget ou qu'on lève l'impôt. Mais elle a voix décisive quand il s'agit de vérifier les comptes et de surveiller l'emploi des fonds. Un cardinal la préside.

Le Pape administre le temporel par l'intermédiaire du cardinal secrétaire d'Etat. Ce cardinal préside ordinairement le conseil des ministres. Il y a quatre ministères : la guerre, les finances, les travaux publics et l'intérieur. Le conseil des ministres présente au Pape les projets de lois. Le Pape les renvoie au conseil d'Etat.

Le conseil d'Etat est composé de conseillers ordinaires et de conseillers extaordinaires, presque tous laïques. Il discute les projets de loi, interprête les lois qui présentent un sens douteux. Quelquefois, on le consulte dans les affaires d'administration, il a voix décisive pour le contentieux. Autrefois, le

cardinal secrétaire d'Etat présidait ce conseil ; mais on a craint qu'il n'y eût trop de pouvoirs concentrés dans une seule main, et le Pape a chargé un autre cardinal de cet emploi important,

Le gouvernement pontifical tend, de plus en plus, à relâcher les liens de la centralisation. Il a créé cinq commandements supérieurs, qui feraient revivre les pouvoirs dont les constitutions ægidiennes investirent les cardinaux vicaires du Saint-Siége. Ces commandements sont : la légation de *Rome et Comarque*, confiée au cardinal Roberti, celle de *Maritima* et *Campagne*, confiée au cardinal Macchi, celle des *Romagnes*, que gouvernait tantôt, à peu de chose près, le cardinal Milesi ; enfin, celles de l'Ombrie et des Marches qui n'ont pas de titulaires.

Ce qui ressort de cet exposé de la constitution actuelle de l'Etat pontifical, ce sont les nombreux traits de ressemblance qu'elle a avec la constitution antique octroyée par les Papes d'Avignon et le cardinal Albornos. C'est la même liberté, ce sont les mêmes assemblées, les mêmes divisions de pouvoir et de territoire. Or, je me demande si des chambres et un *Statuto* bâtard auraient quelque chose de plus libéral que ces belles institutions ; je me demande encore s'il est en Europe un seul Etat où les municipalités et les provinces aient autant de priviléges et de franchises, si Naples, Florence, Turin même, ont autant de libertés que Rome ; je me demande enfin si le pouvoir temporel des Papes est aussi absolu que veut le dire M. About. Que veut-on

de plus? Quelles garanties plus grandes exige-t-on contre le despotisme?

Venez ensuite d'un ton magistral, venez nous dire, M. About, qu'il n'y a à Rome point de digue au pouvoir absolu; que le cardinal secrétaire d'Etat exerce, à la manière des visirs, un pouvoir sans contrôle; qu'il est inviolable et sacré comme les apôtres. Venez nous dire que le Pape est rarement *capable ou très-instruit*, quand, de l'aveu de tout le monde, il n'est pas dans l'univers une lignée de souverains qui compte autant de grands hommes, savants, littérateurs, légistes. Vous n'avez donc jamais jeté les yeux sur la liste des Papes? Etaient-ce, oui ou non, des hommes capables et très-instruits que les douze Léon, les seize Grégoire, les *quatorze* Clément? Sylvestre II, qui ressuscita la science au Moyen-Age? Alexandre III et Innocent III, ces deux grands juristes? Clément V, qui, dans une époque demi barbare, parlait latin comme saint Jérôme et saint Augustin, Grégoire IX, Boniface VIII et Jean XXII, les trois canonistes les plus profonds du Moyen-Age? Nicolas V, Jules II et Léon X, qui furent les Pères de la Renaissance? Grégoire XIII et Sixte-Quint, si versés, l'un dans la science, et l'autre dans l'art de gouverner? Pour citer seulement les Pontifes qui nous touchent de plus près, si nous remontons un siècle, nous verrons sur la chaire de saint Pierre les noms les plus beaux se succéder sans interruption: Benoît XIV, juriste, théologien, profond dans la science, littérateur et homme aux grandes vues

politiques ; Clément XIV, qui eût été si grand s'il eût vécu en des temps plus calmes ; Pie VI, un des princes les plus accomplis ; Léon XII, qui fut un reflet de Sixte-Quint, et sans doute eût fait revivre la gloire des jours antiques s'il eût régné plus longtemps ; Pie VIII, le profond juriste, qui nous a laissé dans quelques écrits des indices précieux de sa doctrine ; Grégoire XVI, écrivain, théologien, habile politique ; enfin Pie IX, qui règne avec tant de gloire et défend avec une rare fermeté l'honneur de l'Eglise et du Saint-Siége. Quand l'insulte tombe sur ces grands noms, elle ne les profane pas : non, elle souille seulement les lèvres par où elle passe.

CHAPITRE X.

PIE IX.

Rome, 27 septembre.

Il est des sujets qu'on n'aborde qu'en tremblant, et dans l'intime persuasion qu'on restera au-dessous de la tâche qu'on s'est imposée. S'il fallait faire l'éloge d'un nom vulgaire, on aurait plus de confiance, car on trouverait toujours assez de louanges; mais quand il s'agit d'un homme élevé au-dessus de tous par le rang et la vertu; d'un homme qui a fait tant de grandes choses, qui agita le monde et excita une admiration universelle; d'un homme que les malheurs, l'exil et la vieillesse rendent sacré à tant de titres, l'écrivain sent la plume lui tomber des mains. Volontiers il garderait le silence. Mais il se souvient que ce roi et ce pontife est son père, et il n'hésite plus.

Puisque M. About n'a pas respecté Pie IX, j'en parlerai, moi aussi. Mais au lieu de composer son éloge, et de montrer tout ce qu'il y a en lui de grandes pensées et de nobles sentiments, au lieu de

le louer par mes paroles, je laisserai ce soin à ses actes. En quelques mots je retracerai sa vie, et je montrerai en Pie IX l'homme, le prince et le Pontife. Puissé-je faire revivre les principaux traits de cette figure! C'est là toute mon ambition.

Quand on connaît Pie IX, qu'on sait ce qu'il est, ce qu'il a fait, les projets de félicité qu'il avait conçus pour son peuple, les rêves de grandeur qu'il avait formés pour l'Italie, les malheurs qui vinrent fondre sur lui, et les angoisses qui ont déchiré son cœur, on l'admire et on l'aime.

Il nacquit à Sinigaglia le 13 mai 1792, de l'ancienne famille des comtes Mastaï-Ferretti. On lui donna au baptême le nom de Jean-Marie. La Providence marque au front, dès le berceau, les hommes prédestinés à la grandeur. Le jeune Mastaï fit briller des talents précoces. Confié aux soins des Frères des écoles pies, qui avaient un collége à Volterra, il fut choisi parmi ses jeunes condisciples pour complimenter la grande-duchesse, Elisa Bacciocchi, qui faisait le tour de ses Etats. Se vouer au service des autels, ce fut tout son désir. En 1809, il reçut la tonsure des mains de l'évêque de Volterra. Venu à Rome pour achever ses études, il en sortit avec son oncle, chanoine de Saint-Pierre, compromis pour sa fidélité à Pie VII. Une maladie assez grave, qui le fit languir huit ans, l'éloigna des ordres sacrés. Il revint à Sinigaglia pour y attendre des temps meilleurs et la fin de sa maladie. Enfin, quand Pie VII passa par Sinigaglia, il lui fut présenté et le suivit jusqu'à Rome. Là, il fut témoin du triom-

phe que les Romains décernèrent au Pontife sur la place du Peuple. Il ne se doutait pas qu'un jour il exciterait le même enthousiasme et provoquerait des acclamations aussi chaleureuses.

A Rome, il se voua aux études sérieuses et à la pratique des bonnes œuvres. Il passait une partie de son temps à l'Orphelinat de Sainte-Anne-de-Falegnami, instruisant les enfants, les faisant lire et écrire, leur apprenant le catéchisme, les exhortant à la vertu. Enfin, il put recevoir les ordres sacrés, et on l'ordonna prêtre en 1819. Pie VII, qui l'aimait, lui prédit que sa maladie se dissiperait : sa prophétie s'est accomplie. Le jeune prêtre célébra sa première messe le jour de Pâques, dans l'église de ses pauvres orphelins. Sa piété, son zèle et ses talents étaient déjà connus à Rome. Quand les envoyés du Chili vinrent demander un représentant du Saint-Siége, le cardinal della Genga, qui fut depuis Léon XII, jeta les yeux sur Mastaï et le proposa au pape Pie VII, qui l'accepta.

Le jeune homme était heureux d'aller au loin exercer son zèle et gagner des cœurs à Dieu et à son Eglise ; mais la comtesse Mastaï-Ferretti s'alarma de tous ces projets. Elle écrivit au cardinal Gonsalvi, le priant de surseoir au départ de son fils, et quand celui-ci se présenta à l'audience de Pie VII pour recevoir ses derniers ordres, le Pontife lui dit en souriant : *La comtesse votre mère a écrit au secrétaire d'Etat pour mettre obstacle à votre départ. Nous lui avons répondu que vous reviendriez de cette mission plein de santé, comme nous l'espérons.*

Le jeune prêtre se mit en mer au mois de juin 1822. Arrivé à Sant-Yago, il déploya un zèle d'apôtre, prêchant, faisant des missions, entendant le peuple en confession. Il eût, sans doute, renouvelé la face du pays sans la guerre civile qui éclata au Chili en 1824, et le força de revenir à Rome. Mais il quittait à regret la terre d'Amérique. Il s'arrêta à Buenos-Ayres, à Monte-Video, il y fit entendre sa parole si éloquente et y laissa des traces nombreuses de sa charité. Il consola tant de douleurs et pansa tant de plaies, qu'il s'y ruina. Arrivé à Rome, il fut nommé directeur de l'hospice Saint-Michel, un des plus beaux qu'il y ait au monde. Son administration fut à la fois intelligente et paternelle; son souvenir est toujours précieux aux pauvres de cet hospice. On y cite encore des traits de sa charité et quelques-unes de ses bonnes paroles. Enfin, en 1826, Léon XII, qui se connaissait en hommes, le fit archevêque de Spolète. Le nouvel élu, avec cette activité que donne la charité chrétienne, s'attacha à fonder des œuvres durables. Il créa un orphelinat et le dota richement. Cette maison est encore prospère. On rapporte qu'en 1831, lorsque la révolte éclata dans tout l'Etat pontifical, quatre mille insurgés qui cernaient Civita-Castellana ayant appris que les Autrichiens marchaient contre eux, levèrent le siége et vinrent se réfugier à Spolète. Ils espéraient pouvoir se défendre derrière ses murs et dans la citadelle, alors imprenable, mieux qu'en rase campagne. Ils entrent, et la terreur est partout. On craint le

pillage, le massacre des riches, on craint surtout pour la vie de l'archevêque, et on lui conseille de fuir. Le prélat s'indigne du conseil qu'on ose lui donner. Au lieu de fuir devant les rebelles, il va les trouver; il les harangue, il leur dit les dangers qui les menacent, le crime qu'ils ont commis en se révoltant contre leur souverain, les peines spirituelles qu'ils ont encourues et le pardon qu'ils peuvent espérer s'ils reviennent au devoir quand il en est temps encore. O prodige! ils l'écoutent, ils sont touchés, convaincus, ils implorent son pardon, ils lui remettent leurs fusils, leurs étendards, leurs canons, qu'il envoie aussitôt à Rome : glorieux trophées de l'éloquence du pontife et de cette mansuétude qui gagne tous les cœurs.

L'année suivante, Grégoire XVI le transféra à l'évêché d'Imola. Enfin, il le revêtit de la pourpre le 14 décembre 1840. Là, comme à Spolète, le cardinal se souvint qu'il était le père et le pasteur de son peuple. Il n'eut qu'une ambition : c'était de lui faire du bien. Il fonda encore un orphelinat pour les garçons et un conservatoire pour les jeunes filles. Il créa un collége pour les enfants pauvres et une maison de retraite pour les prêtres. Mais son plus bel ouvrage, ce fut le réfuge pour les victimes du vice et de la séduction. Leur triste sort le touchait de pitié. Il espéra diminuer à la fois le nombre des crimes et celui des malheureux, et quoiqu'il eût épuisé toutes ses ressources, il ne commença pas moins cette fondation, espérant tout de la Providence. Il divisa donc par un mur son palais, en donna

la moitié aux dames du Bon-Pasteur, qu'il avait appelées de France. Peu à peu les filles repentantes accoururent et les ressources affluèrent de tous côtés. Enfin, il put bâtir une vaste maison et assurer l'avenir d'une institution qui a fait un bien infini à toute la contrée.

Le cardinal Mastaï exerçait avec succès le ministère de la parole. Quand il parlait, il ravissait tous les cœurs, et il passait avec raison pour un des hommes les plus éloquents de l'Italie.

Dans l'administration diocésaine, il se fit chérir de son peuple et de ses prêtres. Son courage et sa charité excitaient l'admiration; on en raconte des traits édifiants. J'en choisis un sur mille.

Un soir de carnaval, il faisait, suivant sa coutume, dans la cathédrale d'Imola, sa visite au Saint-Sacrement. Tout-à-coup, un prêtre vient à lui et le supplie avec larmes de venir au plus tôt à la sacristie où un meurtre allait se commettre. Le cardinal accourt. Il trouve étendu sur un banc un jeune homme de vingt ans, couvert de sang et tout pâle. Il avait reçu aux flancs un coup de baïonnette, et il était venu dans le temple chercher un refuge contre ses ennemis. Le cardinal le plaint, le console, et quand les assassins furieux entrèrent, il fit au pauvre blessé un rempart de son corps. Mais bientôt, craignant que ses hommes ivres de fureur ne respectent ni son caractère ni la pourpre dont il est revêtu, il prend dans ses mains sa croix pectorale, la leur présente et leur crie : *Au*

nom de ce Dieu mort pour nous, retirez-vous d'ici. Ne souillez pas ces lieux par un si grand crime ! Ses yeux lançaient des éclairs, la menace était empreinte sur ses lèvres. On eût dit un père qui défendait la vie de son enfant. Toute la fureur des assassins tomba devant cette énergie. Ils prirent la fuite.

Mais Dieu s'apprêtait à récompenser une vertu si rare, ou plutôt il voulut donner un champ plus vaste à cette ardente charité et la proposer à l'admiration de l'Eglise universelle.

Grégoire XVI venait de mourir. Les esprits s'agitaient déjà en Italie, en France, dans toute l'Europe. On allait voir une de ces révolutions qui bouleversent la terre. Tout l'univers eut les yeux sur Rome. On attendait avec impatience le nom qui sortirait du scrutin, pour voir s'il présagerait le calme ou la tempête. On se demandait avec anxiété s'il y avait alors un homme assez fort pour tenir le gouvernail de la barque de Pierre, parmi les orages qu'on entrevoyait. La Providence jeta comme un défi à toutes les prévisions, et le 17 juin 1846, du sein de l'urne sacrée, après trois jours de conclave, sortit, à l'étonnement de Rome, de l'Italie et du monde, le beau nom de Pie IX.

On dit qu'il frissonna et qu'il pleura au moment où il fut élu. Pressentait-il déjà les douleurs qui abreuveraient son âme, ou voyait-il des difficultés si grandes que toute la puissance de l'homme ne pourrait les surmonter ? Je l'ignore. Il répandit son

âme dans une lettre qu'il écrivit à ses frères, le jour de son élection :

« Ce Dieu béni, leur disait-il, qui humilie et qui « exalte, a voulu m'élever à la dignité la plus « sublime de la terre. Que sa très-sainte volonté « s'accomplisse. Je sens le poids de cette lourde « charge. Je sens aussi mon extrême faiblesse. « C'est pour moi un motif de prier, et vous aussi, « mes frères, priez pour moi. Si notre ville veut « faire des réjouissances, prenez vos mesures pour « que la somme soit employée à quelque chose « d'utile pour la cité. »

Mais, tandis que Pie IX s'attristait, Rome, l'Italie et l'univers entier se livraient à la joie la plus vive. Dans son enthousiasme, le peuple romain accourait partout où le Pontife se montrait, pour chanter ses louanges, ébranler l'air de ses chants et implorer sa bénédiction. Depuis que Grégoire XI ramena le Saint-Siége à Rome, depuis que Pie VII y rentra après six ans d'exil et de prison, la cité des papes n'avait pas entendu ces cris, n'avait pas vu une joie semblable, un tel bonheur, une telle ivresse. Il en fut ainsi dans l'Italie toute entière et jusqu'aux extrémités de l'univers. Il n'y eut pas une ville où le nom de Pie IX ne fût acclamé. On consacrait des chants en son honneur, on exposait son image. Tous les cœurs étaient à lui.

Voulez-vous savoir pourquoi ? C'est que les peuples, avec cet instinct de l'avenir que Dieu leur donne, célébraient dans Pie IX, qu'ils connaissaient à peine, l'élu de Dieu, l'homme providentiel, qui

venait remplir une grande mission ; car, avant tout, Pie IX fut l'homme de la Providence. Il y a dans sa vie deux époques : celle qui précède sa fuite à Gaëte et celle qui a suivi son retour. Dans les premiers temps, il a sauvé l'Eglise au moment où les horreurs de 93 pouvaient revivre. Quand les peuples soulevés de toutes parts virent l'Eglise bénir la liberté, ils la respectèrent. Aucune main sacrilége ne se leva sur les ministres de Jésus-Christ. Plus tard, Pie IX a sauvé le domaine temporel du Saint-Siége, à son retour de Gaëte, par cette patience invincible que tout l'univers admire, cette douceur qui ne brise pas le roseau à demi-cassé, et cette longanimité qui attend tout du temps et de la protection divine. C'est là le double dessein que la Providence avait sur lui comme prince.

Tous ceux qui ont pu entretenir le Pape s'accordent à lui reconnaître un esprit très-élevé, une connaissance profonde des hommes et des temps où nous vivons. Il a lu tous les ouvrages de science, d'économie politique, de littérature et d'histoire qui ont paru dans notre siècle. Avec l'instinct du génie il devina les besoins de son époque, ce qu'il fallait donner à la terre, ce qu'il fallait montrer à l'univers. Un mois après son avénement au trône, il rendit la joie à un millier de familles, proclama l'amnistie et fit rentrer tous les exilés.

L'enthousiasme fut à son comble. Ce fut pour Rome un jour d'ivresse, quand tous les exilés se

portèrent à l'église de Saint-Pierre-ès-Liens pour honorer l'ange qui venait de briser leurs chaînes et de leur ouvrir les portes de la patrie, et qu'ils reçurent des mains du Pontife, comme un gage éternel de regret et de pardon, le corps adorable de Jésus-Christ. Il y eut dans l'assemblée beaucoup de traîtres et de Judas, on l'a su depuis; mais il y eut aussi des cœurs honnêtes qui tinrent leurs serments.

Le mot de réformes était sur toutes les bouches, les réformes étaient nécessaires. Pie IX y mit la main. Une consulte d'Etat, formée de députés élus par la nation, siégea au Vatican. Pie IX en fit l'ouverture. Elle vota l'impôt, discuta les lois et contrôla les actes du gouvernement à l'étonnement de l'Europe. Pie IX venait d'inaugurer une ère nouvelle, on l'acclama partout, en France, en Angleterre, en Amérique. Tous les amis de la liberté l'encouragèrent de leurs vœux et de leurs applaudissements et l'on vit en France un homme justement célèbre le soutenir de ses éloges et lui crier du haut de la tribune : *Courage! Saint-Père, courage!* L'Autriche seule s'effraya. Elle craignit pour ses Etats la contagion de la liberté et, comme pour arrêter ce grand mouvement des esprits, elle osa violer le territoire pontifical et faire entrer ses troupes à Ferrare. Le Pape protesta contre cette agression injuste. L'indignation qu'il éprouvait, tout son peuple la partagea; de nombreux volontaires marchèrent pour défendre le territoire; l'on en serait venu aux mains et des flots de sang eussent

coulé sans l'énergie du Pontife. Il parla avec tan de force à l'Autriche, qu'il l'effraya. Elle recula et fit des excuses.

Mais déjà des événements plus graves s'accomplissaient. Un esprit de vertige traversait l'Europe. Après trois jours de lutte, la République était proclamée à Paris. La révolte éclate à Palerme, l'émeute gronde à Naples, à Gênes, à Vienne, à Berlin, à Francfort. Les paisibles souverains de Parme, de Modène, de Toscane ont fui. Venise et Milan s'insurgent contre l'Autriche, on verse des ruisseaux de sang. Chose merveilleuse, et qui étonnera la postérite! Dans un siècle où la haine de l'Eglise est encore si vive et revêt tant de formes diverses, quand un peuple en délire portait au pouvoir les ennemis de l'Eglise et les impies, on respecta les temples sacrés et les ministres de Jésus-Christ. Une croix même fut portée en triomphe à Paris par les étudiants, au plus fort de l'émeute. Le peuple s'arrêtait par respect et se découvrait devant l'image du Christ. A qui le devait-on? Qui avait étouffé dans tous les cœurs le cri de la haine? Pie IX. Sans lui, on eût vu la plèbe renouveler, dans toute l'Europe, les saturnales de 93, égorger les prêtres, attacher la flamme aux vieilles cathédrales, abattre les autels. Mais ce mot de liberté, qui était tombé des lèvres de Pie IX, avait fasciné le peuple. Dieu s'était servi de lui pour sauver l'Eglise dans cette tempête. Son trône ne croûla point d'abord comme celui des autres rois. Il fut le dernier que l'orage emporta, soit qu'il fût mieux enraciné, ou soit que

Dieu ait attendu le moment où les autres peuples, revenus à la règle et à l'autorité, pourraient le relever.

Isolé au milieu de l'Italie et de l'Europe en feu, trahi par ceux qu'il avait sauvés de l'exil, et qui, déjà, montraient leur ingratitude, Pie IX fit face aux difficultés avec un courage et une présence d'esprit que l'Europe admira. Un peuple déchaîné et livré aux plus folles passions vint mugir vainement sous les fenêtres de son palais comme une mer en furie, pour l'effrayer et le pousser à la guerre contre l'Autriche. Il répondit par un noble refus. Il dit que les Autrichiens étant ses enfants, il ne pouvait leur déclarer la guerre. Sa perte fut jurée et, dans ses réunions secrètes, la jeune Italie mina son trône. Elle commença dans la rue à honnir celui qu'elle avait tant applaudi. On ne se contenta plus d'une consulte d'Etat grave et sérieuse, il fallut une constitution nouvelle, des chambres bruyantes, une tribune, des élections. Le généreux Pontife accorda tout.

Mais les esprits se montraient de plus en plus intraitables. L'orage grossissait d'heure en heure. Il se trouva un homme assez généreux pour se dévouer au salut du Pape et du trône. Habitué aux luttes parlementaires, esprit d'élite, fin, éloquent, profond, homme de liberté et connu pour tel en France et en Italie, le comte Rossi, offrit au Pape le secours de sa parole, de ses talents et de sa renommée. Il devint son premier ministre. Il avait assez de courage et d'esprit pour faire face aux difficultés.

En prolongeant l'agonie du pouvoir pendant le terrible été de 1848, il fût arrivé, sans doute, au mois de décembre qui vit les pouvoirs réguliers se rétablir dans toute l'Europe, et Rome était sauvée de l'anarchie et de la révolution. Les seïdes le devinèrent. Ils jurèrent sa mort. De toutes parts arrivaient au Pape des avis sinistres. Il trembla pour les jours de Rossi. Enfin, le 15 novembre, ce malheureux ministre, étant venu prendre au Quirinal les ordres du Pontife, Pie IX le supplia de ne pas se rendre au Corps Législatif : il lui dit qu'on en voulait à sa vie. Le ministre impassible répondit par ces paroles, les dernières qu'il prononça et qu'on a gravées, avec raison, sur sa tombe : « *J'ai voulu défendre votre cause, Dieu aura pitié de moi,* » « *Causam tuam suscepi tuendam, miserebitur Deus.* » Il va. Arrivé au palais de la chancellerie, où se tenait l'assemblée, il trouve au pied de l'escalier des hommes à la figure sinistre, le manteau jeté sur l'épaule. On le siffle. Il tourne sur ces hommes des regards de dédain et de pitié. On l'entoure aussitôt. Un poignard se lève sur lui. On le frappe à la veine jugulaire. Il ne s'arrête pas. Il monte l'escalier, tout ruisselant de sang. Arrivé en face de la chambre, comme pour protester devant les représentants de la nation, il chancèle, il tombe, il est mort.

La plèbe, ivre de joie et de fureur, acclama les assassins. Une horde sauvage traversa les rues de Rome, portant en triomphe le poignard ensanglanté et criant : « Vive la main qui a poignardé Rossi. » Elle alla faire entendre ses clameurs impies sous

les fenêtres de la veuve et des enfants de la victime. Le lendemain, les émeutiers mêlés à des soldats rebelles, et traînant avec eux une pièce de canon, vont former le siége du Quirinal. Des coups de fusil sont tirés sur cette demeure sacrée. Un prélat tombe frappé d'une balle. Les suisses fidèles veulent en vain se ruer sur les impies et leur faire expier tant de forfaits. Le Pape les retient. Il ne veut pas que le sang coule pour lui. Les portes du Quirinal s'ouvrent. L'émeute pénètre dans le palais, impose à Pie IX, qui proteste, les noms de Mamiani, de Galetti et de Sterbini pour ministres. Le Pape était prisonnier. On n'a jamais cru que le dessein des rebelles fût d'attenter aux jours de Pie IX. Non, ils voulaient qu'il restât comme un ôtage précieux, si la France ou l'Autriche menaçaient Rome. Ils voulaient qu'il restât parmi eux pour légitimer leurs actes. Mais le Pontife déjoua leurs complots. Avec un art infini et une fortune qui lui est habituelle, il prépara sa fuite, et, à la joie de l'univers entier qui tremblait pour lui, il sortit du Quirinal et de Rome, et vint chercher un refuge à Gaëte.

Mais, bientôt les puissances catholiques s'unirent pour le défendre et le venger. L'Autriche envahit la Romagne, la France assiégea Rome et chassa les seïdes de leur repaire. Pie IX y entra aux applaudissements d'un peuple immense accouru pour le voir. Il y rentra comme la colombe de l'arche tenant l'olivier. Il prit pour devise ces touchantes paroles : *Je reviens comme un pasteur et non comme un vengeur. In urbem reversus pastor, non ultor.*

Un de ses premiers soins fut de rassurer les ingrats et les rebelles. Il leur pardonna, à ceux du moins qui n'avaient pas trempé leurs mains dans le sang, et pour la seconde fois, il donna l'amnistie. Puis, il s'appliqua à guérir les maux que la révolution avaient faits. Il retira de la circulation le papier-monnaie, fit refleurir le commerce, l'industrie et l'agriculture, qui souffraient depuis trois ans ; il institua une nouvelle consulte pour les finances, des assemblées communales et provinciales indépendantes, il fit les lois les plus sages pour le commerce et la garantie des dettes, lois que de profonds jurisconsultes ont jugées parfaites. En un mot, il fit joüir ses Etats d'un bien-être que le Piémont lui-même ne connaît pas, lui qui déclame contre Rome.

Depuis cinq ans, le Piémont suscite au Pape mille difficultés. Il pousse à la révolte les sujets du Pape et le calomnie au conseil des puissances. Pie IX répond à ces actes d'agression par une patience inaltérable et une raison que l'Europe admire, que la postérité appréciera. Depuis cinq ans, il souffre, et aucune parole provocatrice n'est sortie de sa bouche. Ses actes, dès le premier jour, portent le sceau d'une prudence et d'une sagesse toutes divines. D'autres pontifes auraient peut-être lancé les foudres de l'Eglise ; mais Pie IX puise dans son cœur de père toute sa force. Il vaincra par la douceur ; il désarmera ses ennemis par sa patience ; il sauvera tout et sera une image de l'agneau dominateur du monde.

Or, cette douceur, M. About la lui reproche quand il dit : *Je le plains d'avoir lâché la bride à son peuple. sans avoir la main assez ferme pour le retenir à propos,* Il oublie qu'il n'est pas toujours facile de contenir la révolution. Des princes autrement puissants que Pie IX furent emportés par les flots de l'émeute, Louis-Philippe, l'empereur Ferdinand. C'est en Italie plus qu'ailleurs que la révolution est dangereuse et se dresse toujours derrière la liberté. Chaque fois qu'un prince, ami généreux, a voulu relever la nation et lui donner une liberté sage et mesurée, la révolution l'a forcé de revenir en arrière. Il y a six mois, un prince, l'arbitre de l'Europe, ayant à ses ordres une armée invincible, des chefs valeureux, la victoire enfin, est descendu dans les plaines de la Lombardie. Sa pensée était grande. Il voulait donner à l'Italie l'indépendance et la liberté. Mais à chaque pas qu'il faisait sur ce sol creusé au-dessous par les sociétés secrètes, il entendait résonner l'abîme. Il s'est arrêté. Il a signé la paix, et il est rentré en France, déclarant qu'il livrait l'Italie à elle-même. Or, si le chef du plus puissant empire, n'a pu encore terminer cette révolution, voulez-vous qu'un pontife désarmé eût la puissance de le faire, et vous osez, M. About, lui reprocher de n'avoir pas su contenir les flots de l'émeute ! La paix de Villafranca vous répond : Elle absout le pontife.

Mais cette douceur inaltérable, cette sérénité, cette tendresse de père, ce cœur si aimant, pourquoi en faire un crime à Pie IX ? Il n'est pas roi

seulement, il est pontife, il est père, et la douceur doit former le fond de son âme bien loin de déparer les brillantes qualités qui le distinguent comme prince.

La douceur et la charité, il les pousse jusqu'à l'héroïsme. Tout ce qu'il a, il le donne. Exilé à Gaëte, il reçut de grandes sommes sous le nom de denier de saint Pierre. Rentré à Rome, il eut bientôt tout dépensé en bonnes œuvres. Cette selle ornée de diamants que le Sultan lui envoya et dont M. About fait un roman, il en enleva les pierres et les donna, partie aux pauvres, partie à la chambre apostolique qui en orna des calices, et enfin un faible reste à son neveu qui allait épouser la princesse Del Drago. Sa famille n'a reçu de lui que des dons insignifiants. Elle n'est ni plus riche, ni plus influente qu'auparavant. Il l'a toujours tenue éloignée de Rome.

On l'a vu souvent visiter les pauvres dans leurs tristes réduits, descendre au fond des cachots pour consoler les prisonniers. Sa belle conduite au dernier choléra de Rome est encore présente aux esprits. Ses aumônes sont incalculables. Si on ne mettait des bornes à sa charité, on ne sait vraiment à quelles limites elle s'arrêterait.

Avec une âme si douce, il sait pourtant être ferme. Qu'on se souvienne de la résistance qu'il a faite au Piémont, quand il s'est agi de tant de lois impies. Il a résisté comme l'eussent fait saint Grégoire VII et Innocent III. Il a pris, aux applaudissements de l'univers, la défense des Fransoni, des Wicari, des Marilley, nouveaux Athanases. Cette

fermeté de caractère, il l'a déployée quand il a rétabli en Angleterre et en Hollande, malgré les clameurs des hérétiques, la hiérarchie catholique, et qu'il a fait revivre les églises du moine Augustin et de saint Boniface.

Jamais aucun Pape n'a fait, en si peu de temps et parmi tant de difficultés, de si grandes choses. Il a réorganisé les missions, relevé les siéges patriarcaux de l'Orient, abattu le Joséphisme qui enchaînait l'Eglise à Naples, en Toscane et dans toute l'Allemagne. Le concordat autrichien est une ère de gloire qu'il a ouverte pour l'Eglise. Il a retabli la discipline par des concordats conciliants à Bade, au Wurtemberg, à Nassau, en Espagne, en Portugal, il a éteint le schisme de Goa. Enfin, à la joie de tous les fidèles, il a réalisé les espérances de tant de grands hommes qui l'avaient précedé, rois, évêques, théologiens, et défini le dogme consolant de la conception immaculée.

C'est là Pie IX, l'élu de Dieu, l'homme que le ciel destinait à l'Eglise pour la guider en des temps si difficiles. On ne peut le voir sans l'aimer, on ne peut entendre le récit de ses grandes actions sans l'admirer. C'est là ce pontife que les nations révèrent et dont le nom fait tressaillir les cœurs, de l'Orient à l'Occident. Et c'est lui que M. About a voulu peindre qnand il a dit :

Le caractère de cet honnête vieillard est fait de dévotion, de bonhomie, de vanité, de faiblesse et d'entêtement, avec une pointe de rancune qui perce de temps à autre. Bon prêtre et roi insuffisant.

Quand j'ai lu ces lignes, mon cœur s'est ému de douleur et d'indignation. J'ai senti tout mon sang bouillonner dans mes veines, et j'ai pensé au soufflet qu'osa imprimer sur la face auguste du Christ le valet de Caïphe.

CHAPITRE XI.

LE CARDINAL ANTONELLI.

Rome, 30 septembre.

Si l'apôtre saint Pierre lui-même revenait sur la terre pour gouverner l'Eglise et l'Etat pontifical, et qu'il prît saint Paul pour secrétaire d'Etat, il y aurait bientôt une clameur générale contre saint Paul, et peut-être des murmures contre saint Pierre.

Le cardinal secrétaire d'Etat a tous les torts, tous les défauts ; il est cause de tous les maux qui arrivent. Si le Piémont fait la guerre à l'Eglise, il faut l'attribuer au cardinal secrétaire d'Etat ; si les Romagnes se soulèvent, c'est que le cardinal secrétaire d'Etat les a mal gouvernées ; si à Rome et dans toute l'Europe les moissons trompent l'espérance du laboureur, et que le blé renchérisse, la faute en est au secrétaire d'Etat, qui a fait manquer la récolte, et n'a pas pris ses mesures pour faire vendre le blé des vaches maigres au même prix que le blé des vaches grasses. C'est le sommaire de tout ce qu'on dit aujourd'hui du cardinal Antonelli, comme on l'a dit autrefois de Gonsalvi, de Bernetti et de

Lambruschini. L'étranger qui vient à Rome doit singulièrement se défier de cette tendance à médire qui distingue les Romains.

Cependant, il faut l'avouer à leur louange, ils gardent encore des mesures quand ils calomnient, et personne à Rome n'a jamais traité un cardinal secrétaire d'Etat à la façon de M. About. Les langues les plus enfielées n'ont jamais été si loin dans leurs calomnies. Aussi, quand M. About veut peindre un cardinal secrétaire d'Etat, il choisit ses couleurs dans les égoûts : les calomnies vulgaires et les cris de la plèbe, ce n'est pas assez pour lui. Il va interroger ce qu'il y a de plus hideux, ce qui grouille aux bas-fonds de la société, une mégère, une infâme sorcière, et il l'érige en oracle. Il n'a pas rougi de lui parler, et il ose le dire au public français.

Les Romains ont une autre qualité. Quand le cardinal secrétaire d'Etat sort de ce monde ou des affaires, ils se prennent à le regretter, à le pleurer, à l'admirer. Que de bien j'entends dire chaque jour de Gonsalvi, de Bernetti et même de Lambruschini. Ah! disait-on quand le blé était si cher, ah! si nous avions encore Lambruschini! comme les choses allaient bien de son temps, et qu'il savait bien gouverner! Un jour on parlera du cardinal Antonelli dans les mêmes termes. Dans vingt ans d'ici on appréciera mieux ses actes qu'aujourd'hui; on comprendra le secret de son gouvernement et le but que sa politique poursuivait. Quand on saura une foule de choses qu'on ignore aujourd'hui, quand on aura

rendu publiques les lettres du cardinal Antonelli, ses protestations et sa diplomatie; qu'on verra les difficultés qu'il eut à vaincre, et l'opposition que lui firent certains hommes et certains partis, tout le monde lui rendra justice : on lui décernera les mêmes éloges qu'à Bernetti et à Gonsalvi.

Si quelqu'un entreprenait aujourd'hui son éloge, il ne serait pas écouté : les passions politiques sont trop vives. Il y aurait des cris et des protestations. Mais dans vingt ans, on pourra supporter la vérité. Celui qui écrira son histoire, pourra le faire impunément, et glisser au Dictionnaire de Feller cette simple biographie :

« Le cardinal Jacques Antonelli naquit à Sonnino, le 2 avril 1806. Sa famille était ancienne. Elle avait donné à l'Eglise, au siècle dernier, deux cardinaux illustres, l'un par son esprit, l'autre par son courage. Le père du cardinal Antonelli était possesseur d'une grande fortune. Il avait à Sonnino, où il allait passer l'été, des terres immenses comme on peut s'en convaincre par le cadastre. Le siége de son commerce était à Terracine. Le Pape Grégoire XVI ayant visité cette ville, il lui en fit les honneurs. Quant il mourut, ses enfants se partagèrent, au su et au vu de tout le monde, les terres de Sonnino. Ils se partagèrent aussi ce qu'on ne vit pas, des billets de banque et des coupons de rentes. Il devait y en avoir une assez grande quantité, puisque le plus jeune des enfants ne voulut avoir pour son lot que des billets et de l'argent, et qu'on lui fit ainsi son partage..

« Le cardinal montra de bonne heure de grands talents. Il vint faire à Rome son droit et sa théologie et se distingua bientôt parmi tous ses condisciples. Il embrassa la carrière ecclésiastique. Grégoire XVI lui trouva de l'esprit et des talents pour l'administration. Il l'envoya délégat à Viterbe. Là, il connut un illustre exilé sorti de France en 1830. Pendant les longs entretiens qu'ils eurent ensemble, il put s'initier à la politique générale, à la connaissance des hommes et des affaires.

« Des troubles ayant éclaté à Viterbe à la suite de l'insurrection des Romagnes, il montra beaucoup de fermeté : avec l'aide de quelques serviteurs fidèles, il parvint à dissiper l'émeute. Enfin, il fit si bien que le Pape l'appela à Rome où il remplit les fonctions importantes de trésorier de la chambre et de ministre de l'intérieur. Il acquit la réputation d'un habile financier et d'un homme d'Etat. Pie IX lui donna la poupre au consistoire du 11 juin 1847. Quand le Pape mit la main aux réformes, le cardinal Antonelli entra dans sa pensée. Il jugeait les réformes nécessaires, il crut le moment favorable pour une constitution plus libérale. Il mit au service de cette cause toutes les qualités que Dieu lui a données. Le Pape le nomma président de la consulte. Nul plus que lui ne pouvait diriger les opérations d'une assemblée délibérante. Il avait un regard qui fascinait, un front hautain qui commandait le respest, de l'autorité dans la parole, et, dans l'esprit, des ressources infinies. Si le Pape voulait sincèrement de la constitution et des réformes, il en était

de même du cardinal Antonelli. Il changea d'avis seulement quand il fut éclairé par l'expérience et par l'indigne abus que les Romains firent de la liberté. Lorsque tout fut perdu, que Pie IX prit en fugitif le chemin de Gaëte, le cardinal Antonelli vola où le devoir l'appelait. Le premier de tous les cardinaux, il rejoignit le Pape, s'exposant lui et les siens à la haine des révolutionnaires. Là, il aida Pie IX de ses conseils, le soutint au milieu des cuisantes douleurs de l'exil et devint le ministre de sa politique.

« Dès ce moment, sa vie fut unie à celle de Pie IX. Faire l'éloge du Pontife, c'est tracer celui du cardinal qui eut une part si grande à tous ses actes. A Gaëte, il conseilla l'intervention des puissances et ménagea lui-même l'accord entre Naples, l'Espagne, l'Autriche et la France. Ce fut un chef-d'œuvre de politique de faire ainsi concourir à un but commun des puissances rivales et de les engager d'honneur pour l'avenir. Il y avait là des écueils sans nombre à éviter et des difficultés de tout genre. Le prudent cardinal franchit tous les obstacles. A son instigation, l'Autriche entra dans les Romagnes, la France investit Rome, les armées de Naples et de l'Espagne envahirent par le sud l'Etat pontifical. L'entreprise réussit. Rome et les Légations revinrent à l'autorité du Saint-Siége.

« Mais, ce n'était pas assez d'arracher Rome à Mazzini, il fallait guérir les maux qu'avait produits la révolution. Le cardinal sonda la plaie, il la trouva profonde. Sa devise fut : *modération et oubli du*

passé. Il récompensa les hommes fidèles au Pape. Peut-être en oublia-t-il quelques-uns ; comment les connaître tous ? Mais, d'un autre côté, il ne voulut pas désespérer les partisans de la révolution. A l'exemple de Louis XVIII rentré à Paris, il voulut faire disparaître les distinctions de parti et tâcha de les fusionner tous. Il donna même des emplois à quelques hommes qui s'étaient compromis dans la révolution. Cette sage politique eut d'heureux résultats. Quand les troubles éclatèrent dans la Romagne, au mois de juin 1849, il y eut moins de défections qu'en 1848 parmi les employés civils.

« Le cardinal Antonelli mit une activité prodigieuse à reconstituer les diverses administrations. Ses lois sur les conseils de province et les municipalités sont un chef-d'œuvre d'intelligence et de politique. Mais il est une administration qui se ressent particulièrement du passage de la révolution, ce sont les finances. On dirait un champ quand l'orage et la grêle y ont passé. Les hommes portés au pouvoir par la révolution sont rarement des millionnaires. Ils arrivent les poches vides et ils ont hâte de les remplir. Mazzini, comme on le conçoit aisément, eut bientôt mis le désordre dans les finances pontificales. Sans parler de l'arriéré et des dettes criardes qu'il fallut payer, le cardinal Antonelli trouva une somme énorme d'assignats. C'étaient quarante millions environ. Par des opérations aussi promptes qu'intelligentes, il retira tout le papier-monnaie émis depuis un an et demi.

« Il déploya le même zèle à reconstituter l'armée

pontificale qui n'existait plus. Ses efforts ne furent pas infructueux, et l'on vit, chose merveilleuse! les soldats du Pape, prendre des villes révoltées, faire rentrer dans le devoir des provinces entières soulevées contre le métropole et prouver ainsi à l'Europe qu'à un jour donné, Rome peut se passer de l'occupation étrangère.

Le cardinal Antonelli possédait toutes les qualités qui font les grands ministres. Il savait voir et prévoir. Il voyait beaucoup de choses, il les voyait bien. Il y avait peu de ministres en Europe renseignés comme lui. Il eut cette prévoyance qui voit de loin le danger et cette fermeté qui sait l'affronter. Ce qui lui fit beaucoup d'honneur, ce fut d'avoir prévu les attaques du Piémont en 1859. Il suivit M. de Cavour dans toutes ses marches souterraines, et à mesure que la diplomatie du Piémont minait le sol des Etats pontificaux, celle du cardinal Antonelli allait, par des contre-mines savantes, déjouer tous ses plans. Il fit si bien qu'il inspira de l'estime et de l'intérêt à toutes les puissances de l'Europe.

Quand la lutte s'engagea, le cardinal Antonelli déploya une rare énergie. Il ne s'abandonna pas. Il soutint le poids des affaires dans un moment critique, où l'argent manquait, où la révolte allait gagnant de proche en proche. L'Ombrie tout entière se fut peut-être soulevée à l'exemple de Pérouse. Mais par un coup de hardiesse qui fut un trait de génie, le cardinal fit marcher deux mille hommes sur Pérouse. La ville, défendue vaillamment par

six mille insurgés, fut prise d'assaut. La peur s'empara des cités voisines qui n'osèrent pas remuer.

« Fut-il Français, fut-il Autrichien? C'est une chose très-difficile à juger, les Autrichiens le trouvent trop français et les Français trop autrichien. Une chose certaine, c'est que M. de Rayneval l'avait en grande estime, et cet habile diplomate connaissait trop bien les hommes et avait le cœur trop français pour donner sa confiance à un Autrichien. Les habiles prétendaient que ce cardinal n'était au fond ni Français, ni Autrichien. Il était seulement Romain, c'est-à-dire dévoué avant tout à Rome et au Saint-Siége. Qui pourrait lui en faire un reproche? »

Voilà ce qu'on dira du cardinal Antonelli dans vingt ans d'ici. C'est ainsi qu'on le louera quand les haines seront éteintes. Mais si on ne peut aujourd'hui faire son éloge, il sera du moins permis de le défendre, et cette tâche est facile. Car, de tous les traits que M. About lui lance, il n'en est pas un seul qui ne porte à faux.

Sa fortune? Elle est grande sans doute, mais elle l'est moins que veut le dire M. About. La fortune du cardinal Antonelli lui vient en grande partie de son père. Si M. About veut s'en convaincre, qu'il prie quelqu'un de ces *Romains illustres* qui le renseignent si bien de passer aux archives du tribunal de la signature, et on lui montrera le procès-verbal de prélature du cardinal, constatant qu'à l'âge de 24 ans, lorsqu'on le fit *monsignore*, il avait déjà une

fortune personnelle de dix mille livres de rente environ.

Ses frères? *L'un est accapareur,* dit M. About, *avec de grandes facilités pour l'exportation.* Il a succédé à son père. Il fait le commerce. Devait-il l'interrompre du jour où le cardinal est arrivé aux affaires? *Le comte Philippe, qui est directeur de la Banque, a remplacé au Mont-de-Piété, le pauvre Campana.* Or, le directeur du Mont-de-Piété, ce directeur qui a remplacé Campana, c'est l'avocat Massani.

Cette scène étrange que M. About fait jouer devant le Pape aux cardinaux Altiéri et Antonelli, j'ignore qui la lui a racontée. Les cardinaux sont trop bien élevés pour parler ainsi et surtout deux cardinaux qui sont des modèles de courtoisie.

La haine aveugle M. About au point qu'il ose innocenter l'assassin qui attenta aux jours du cardinal, dans l'escalier du Vatican. Cet homme appartenait aux sociétés secrètes. Il se poste à l'entrée du Vatican, attend le cardinal, se jette sur lui avec un instrument de mort. Le cardinal évite le coup. Or, cet infâme assassin est un innocent, la cardinal seul est coupable. Vous êtes même assez hardi, M. About, pour verser le ridicule sur lui. Il a pris la fuite, quelle chose étrange! et vous osez écrire cela de France, du sein d'une nation qui de tout temps a flétri les complots et les assassinats! Vous blâmez même le cardinal de sa prudence. Il se souvient de Rossi, et il fait bien.

Il n'y a pas jusqu'à vos calembourgs qui ne soient

mauvais. Il loge au Vatican, au-dessus du Pape. *Les Romains,* dites-vous, *demandent lequel est le plus haut du Pape ou d'Antonelli ?* Et quand le Pape est au Quirinal et qu'il loge au-dessus du cardinal, vos Romains que se demandent-ils alors?

Vous ne voulez pas même reconnaître le grand air du cardinal dans les cérémonies publiques. Et cependant, à Saint-Pierre, à la chapelle Sixtine, les étrangers qui ne le connaissent pas le devinent à la noblesse de sa démarche, à cette tête énergique et vraiment romaine, à ce regard vif et profond d'où part l'éclair. Quand il entre, tous les yeux le suivent et vous entendez un murmure courir autour de vous: *N'est-ce pas le cardinal Antonelli?* Je le vis, pour la première fois, le jour de Pâques. Revêtu d'une dalmatique de soie et d'or, il servait le Pape au sacrifice et il lut l'Évangile à la manière des diacres. A la Communion, quand le Pape se retira, il resta debout devant l'autel, adorant le Sacrement et attendant que le Pape fût arrivé à son trône. Puis, il prit dans ses mains l'hostie, l'éleva au-dessus de la foule prosternée tout autour et la confia recouverte d'un voile à l'autre lévite qui la porta au trône du Pape. Il prit ensuite le calice dans ses mains, le montra encore à la foule, et, les yeux attachés sur le sacrement qu'il portait, il descendit lentement les marches de l'autel, traversa l'espace qui séparait l'autel du trône et vint se placer auprès du Pape qui courbait son front et priait pieusement. Enfin, il plongea dans le calice un chalumeau d'or, souvenir des premiers siècles,

et communia le Pape, sous l'espèce du vin. Il y avait tant de noblesse et de grâce dans la démarche du cardinal, il paraissait tellement pénétré de foi qu'on en était tout ému. Ses traits respiraient la conviction et la piété et l'on remontait par la pensée aux jours anciens. A la vue de ce spectacle, si imposant et si simple tout à la fois, je pensais à ces diacres d'autrefois, à ces grands diacres de l'Eglise romaine qui aidaient le Pape dans l'administration du temporel, présidaient les conciles, avaient rang au-dessus des prêtres et des évêques et savaient déployer, pour la liberté de l'Eglise, une mâle énergie ; je pensais aux Hilaire et aux Laurent.

CHAPITRE XII.

LE GOUVERNEMENT DES PRÊTRES.

Albano, 4 octobre.

C'était aux premiers jours du mois de mai dernier, j'étais allé faire au Corso ce que les Romains appellent une *passeggiata*. Je vis la foule arrêtée devant un magasin, je m'approchai. Un marchand d'estampes avait placé derrière sa vitrine les hommes qui allaient figurer dans la guerre de l'indépendance : Napoléon III, Victor Emmanuel, Canrobert, Giulay. Il avait aussi tiré de ses grands portefeuilles les vieilleries de 1849, et les portraits de Garibaldi revoyaient la lumière. C'était cette figure fine et allongée, ce regard pénétrant, cette lèvre pincée et cette barbe fournie, qui distinguaient alors sa physionomie. Les bons Romains paraissaient ébahis en le voyant encore si jeune et ils se disaient : Mais, regardez donc ce Garibaldi, il n'a pas changé, il est toujours le même : *Non ha cambiato, è sempre lo stesso*. On peut en dire autant de M. About. Il extrait des vieux bouquins les arguments vieillis d'un siècle, il met au jour des accusations réfutées

victorieusement un millier de fois, il ne tient nul compte des réponses faites aux ennemis du Saint-Siège par MM. de Tournon et de Rayneval, par Maguirre, Margotti et l'anonyme romain. Son livre est vieux de vingt, de trente, de cinquante ans, et quand on le lit, on s'écrie, à la manière des Romains : *Non ha cambiato, è sempre lo stesso.*

Après avoir distillé le venin de sa calomnie sur le Pape et le cardinal Antonelli, M. About entreprend le chapitre de tout le clergé. Bien longtemps avant que cet ami de Rome vînt au monde, on avait repoussé toutes ses accusations ; n'importe ! il feint d'ignorer les réponses qu'on a faites et il rajeûnit ces antiquailles.

Les prêtres, dit-il, *n'entendent rien aux choses temporelles. Ce sont de très mauvais administrateurs. Comme ils n'ont pas appris la comptabilité, ils gouvernent mal les finances.*

Les prêtres absorbent à Rome tous les emplois, et ne laissent rien aux laïques.

Les prêtres, enfin, sont à Rome de malhonnêtes gens.

Je ne dis pas qu'il n'y ait quelquefois parmi les prêtres de très-mauvais administrateurs, de même qu'il est des laïques n'entendant rien aux choses spirituelles. Je ne veux citer qu'un exemple, M. About. Il s'imagine que l'Eglise catholique n'a d'autre but au monde que de brûler des cierges et de l'encens, de payer des sacristains, d'étayer les murs des églises, et qu'ainsi, avec un sou par an que tous les catholiques donneraient, le Pape en aurait de reste pour payer ses cierges, son encens,

ses chantres et faire badigeonner Saint-Pierre. Mais, comme l'Eglise n'a pas été créée pour amuser les hommes, que sa mission est très-sérieuse, qu'elle a des âmes à sauver, des peuples à civiliser et à maintenir dans le devoir, des rois à instruire et à gourmander quelquefois; comme Dieu lui a donné la grande mission de faire régner partout le droit et la justice, et de conduire les hommes à la seule perfection dont ils sont capables, je ne sais comment elle pourrait atteindre cette fin sublime avec les cierges et l'encens dont parle M. About. Je m'étonne qu'un homme d'esprit ne voie pas les choses de plus haut, et qu'il parle de l'Eglise comme pourrait le faire un marchand de cire et d'encens.

Les prêtres, dites-vous, *sont en général de très-mauvais administrateurs.* Il faut s'entendre sur le mot. Quand un homme ne sait ni parler, ni écrire, ni représenter, on dit : C'est un administrateur. Si, par hasard, il sait tenir les livres, écrire jour par jour ses recettes et ses dépenses, et faire des additions infaillibles, on ajoute : C'est un excellent administrateur; mais je ne vois là qu'un mauvais choix d'expressions. M. de Talleyrand, qui voyait très-juste en beaucoup de points, définissait avec esprit l'administration : *Administrer,* disait-il, *c'est gouverner, et gouverner c'est régner.* Or, voulez-vous savoir, M. About, si les prêtres savent administrer, voyez comment ils gouvernent et ils règnent.

Les prêtres, vous l'avouez, s'entendent à ravir au gouvernement des choses spirituelles. Le Pape,

dites-vous, n'a d'autre intérêt que de gagner le ciel et d'y traîner 130 millions d'hommes après lui. Mais, savez-vous que c'est là un point très-important pour une nation, et que le Pape, s'il envoyait au ciel tous ses sujets, aurait fait en ce monde le bonheur de tout son peuple; des hommes dignes du ciel ne seraient ni voleurs, ni paresseux, ni joueurs, ni calomniateurs. Par conséquent, les terres seraient cultivées, l'industrie et le commerce fleuriraient; il n'y aurait ni larcin, ni vol à main armée, ni banqueroute; la débauche et les dettes qui en sont la suite seraient chose inconnue.

Mais, sortons des abstractions et des raisonnements; citons des faits. Savez-vous, M. About, qui a formé les peuples de l'Europe? Ce sont les prêtres et les évêques. Pour parler de nous seulement, au berceau de notre monarchie, nous voyons des évêques entourant le souverain, l'aidant de leurs conseils, lui adressant des remontrances respectueuses quand il s'écartait du sentier du devoir, et travaillant avec lui à former cette glorieuse nation française et ce royaume, le plus beau de tous après celui du ciel. Nos plus grands ministres furent des cardinaux, des évêques et des prêtres. Si vous remontez jusqu'aux premiers siècles de la monarchie, vous trouverez, à chaque règne, un grand cardinal, un illustre évêque partageant avec le souverain le poids des affaires. Vous y verrez un enchaînement des plus beaux noms de la monarchie : Saint-Léger, Hincmar de Reims, l'abbé Suger, les cardinaux de Périgord, Gui de Boulogne, d'Amboise, de Lorraine

d'Ossat, Du Perron, Richelieu, Mazarin, de Polignac, Fleury, de Bernis. Les prêtres montrèrent, même sous la Terreur, leur génie administratif. Il suffit de nommer Talleyrand et l'abbé Sièyes, qui réorganisa la France ; ils avaient appris l'administration au service de l'Eglise.

Ce n'est pas tout de savoir gouverner les hommes, il faut encore développer le bien-être matériel. Les prêtres le firent autrefois avec succès. Le despotisme avait affaibli la population, qui décroissait d'année en année. Les bras manquaient, la terre n'était plus cultivée. Les ronces couvraient le sol. Les barbares vinrent ajouter à de si grands maux, et la France, la Germanie et l'Espagne, ressemblaient au désert. C'était fait de la civilisation. Mais, les évêques et les prêtres se mirent à la tête de leurs peuples, défrichèrent les terres, et, après dix siècles d'un travail incessant, ils créèrent toutes les belles campagnes de l'Europe.

On n'exagère pas en disant que l'ordre de Saint-Benoît a défriché pour sa part la moitié des terres de France, d'Angleterre et d'Allemagne. Quand la révolution française éclata, on trouva, je le sais, les terres des églises et des monastères mal cultivées, mal administrées. C'est qu'un demi-siècle de persécutions sourdes avaient ôté aux monastères leurs bras et leurs ressources. Auparavant, il n'y avait rien de bien administré, au dire de tous les historiens, comme les terres des monastères et des églises.

Il n'y a là rien d'étonnant ; car l'Eglise est essen-

tiellement administrative. A peine établie chez un peuple, elle administre, elle démêle le chaos, met de l'ordre partout, elle trace d'une main sûre les droits et les devoirs de ceux qui commandent ou qui obéissent. Depuis dix-huit siècles, les prêtres soutiennent, défendent et propagent une immense société. Ce qui maintient l'unité dans ce vaste corps, c'est un grand génie administratif, et si ce n'est pas cela, dites-moi, vous qui n'avez pas la foi, comment vous expliquerez-vous l'existence de l'Eglise? Mais plutôt, regardez autour de vous. Les prêtres dépouillés de tous leurs biens, ont fait, en cinquante ans, des choses incroyables; ils ont bâti des églises, des hôpitaux, des orphelinats, des colléges, des séminaires, des écoles, des couvents, des ouvroirs et des salles d'asile. La France en est couverte. Ils ont fait tout cela par leur habileté, par la sagesse de leur administration. Venez ensuite nous dire sur tous les tons que les prêtres ne savent pas administrer !

Mais là où le génie administratif de l'Eglise brille de tout son éclat, c'est Rome. Les Papes ont comme hérité du génie des anciens Romains, et tous les siècles portent les traces de leur sagesse. S'il me fallait dire tous leurs actes et tout ce que la cause de la civilisation doit à leurs efforts, ce ne serait pas assez de quelques pages; il faudrait écrire des volumes. Voyez les pontifes de Rome travaillant à la fusion des deux races barbare et romaine, éteignant des inimitiés qui eussent tout compromis, le

progrès et la civilisation. Pour obliger ces races diverses à se fondre ensemble, ils imaginèrent les empêchements du mariage au septième degré. Les hommes ne purent plus se marier dans leur famille, dans leur ville, et dans leur race même : ils furent forcés de s'allier à l'autre race. Les Papes ne donnaient pas de dispenses ; ils excommuniaient même les rois qui épousaient leurs parentes au degré le plus éloigné, sacrifiant ainsi la tranquillité d'un royaume au grand principe de la fusion des races. Mais quand il y eut en Europe un seul peuple et une seule famille, quand on ne distingua plus les Barbares des Romains, les Papes abolirent les empêchements devenus inutiles. N'est-ce pas là un grand génie administratif ?

La plupart des libertés dont nous jouissons, nous les tenons des Papes et de l'Eglise. Nos assemblées délibérantes sont une image des conciles. Ce sont les Papes qui établirent les appels dans les causes civiles et criminelles ; les Romains, on le sait, ne connaissaient pas ces sages tempéraments. Si tous les Etats du monde sont unis entre eux par des ambassadeurs permanents, qui entretiennent entre les divers souverains des relations amicales, les Papes en donnèrent la première idée par leurs apocrisiaires et leurs nonces. Ce sont les Papes enfin qui ont fondé toutes les universités de l'Europe.

Or, on peut l'affirmer sans crainte, ce génie administratif des Papes n'est pas encore tout à fait perdu à Rome ; on en conserve de beaux restes. Je voudrais savoir s'il est en Europe un pays où les

besoins du peuple soient mieux compris, ses douleurs mieux soulagées, les finances administrées avec plus de sagesse et d'intégrité.

Le grand but que poursuit le gouvernement pontifical, c'est le bonheur du peuple et la satisfaction de tous les intérêts légitimes. Il y réussit assez bien. Or, comme le fait remarquer Montesquieu : *Il sera toujours beau de gouverner les hommes pour les rendre heureux.* Il faut bien que l'Etat pontifical ne soit pas aussi mal administré que le dit M. About, puisque dans les Romagnes les masses regrettent l'ancien gouvernement, et que le quart seulement des élections va, sous la pression du poignard, voter la déchéance du Pape. Je doute fort qu'un pouvoir laïque pût exciter de pareilles sympathies.

Voulez-vous savoir, M. About, si Rome est bien administrée quand le Pape n'y est plus, et si les laïques savent mieux que lui faire le bonheur du peuple romain, lisez une lettre qu'écrivait de Rome un Français comme vous, un ennemi des Papes et de l'Eglise, Paul-Louis Courrier. Il parlait ainsi à l'un de ses amis :

« Dites à ceux qui veulent voir Rome, qu'ils se hâtent, car, chaque jour, le fer du soldat et la serre des agents français flétrissent ses beautés naturelles et la dépouillent de sa parure... Je ne sais point d'expressions assez tristes pour vous dépeindre l'état de délabrement, de misère et d'opprobre où est tombée cette pauvre Rome, que vous avez vue si pompeuse et de laquelle à présent on détruit jusqu'aux ruines. On s'y rendait autrefois de tous

les pays du monde. Maintenant il n'y reste plus que ceux qui n'ont pu fuir ou qui, le poignard à la main, cherchent encore dans les haillons d'un peuple mourant de faim, quelques pièces échappées à tant d'extorsions et de rapines... Les monuments de Rome ne sont guère mieux traités que le peuple... Tout ce qui était aux Chartreux, à la villa Albani, chez les Farnèse, les Onesti, au muséum Clémentin, au Capitole, est emporté, pillé ou vendu. Des soldats qui sont entrés dans la bibliothèque du Vatican, ont détruit, entre autres raretés, le fameux Térence de Bembo... La Vénus de la villa Borghèse a été blessée à la main par quelque descendant de Diomède, et l'hermaphrodite a un pied brisé. »

Enfin l'état des finances pontificales accuse des soins intelligents. Une chose admirable et qui fait aux Papes le plus grand honneur, c'est que ni l'incurie, ni le luxe, ni l'ambition du souverain n'ont fait monter la dette, mais seulement l'invasion étrangère et les révolutions; et cependant vous dites, M. About, que *les prêtres n'ayant pas appris la comptabilité, ne savent pas gouverner les finances.* Il est à Rome des prêtres et des prélats qui entendent fort bien les finances. Je pourrais vous citer une foule de noms honorables. On dira peut-être qu'il n'y a dans ce moment à Rome aucun de ces génies administratifs qui font époque. On n'y voit ni un Sixte-Quint, ni un Ximènes, ni un Richelieu; mais, y en a-t-il beaucoup par le monde au siècle où nous vivons, et si vous n'en avez pas en France, en Espagne, en Allemagne, pourquoi vous

plaindre si vous n'en trouvez pas à Rome? Cependant il est au-dessous des Ximènes et des Richelieu des places fort honorables. Un Etat qui peut citer aux étrangers des noms comme ceux des cardinaux Antonelli, Marini, Brunelli, d'Andrea, Viale-Préla, di Pietro, de Reisach et della Genga héritier du nom et des vertus de Léon XII, n'est pas encore si mal partagé et peut attendre en paix que Dieu lui envoie des Richelieu, des Ximènes et des Sixte-Quint.

Il est à Rome un corps où les hommes se forment aux affaires et au gouvernement; c'est la prélature. Les prélats portent des bas violets, le chapeau tricorne et une tonsure. La plupart n'entrent jamais dans les ordres; ils peuvent se marier demain s'ils le veulent. Il en est qui profitent de la permission. On choisit les ministres et les délégats parmi les prélats. Ceux qui se distinguent par leurs services ou leurs talents deviennent cardinaux. Les prélats et les prêtres n'occupent pas tous les emplois; il s'en faut bien; ils laissent encore quelque chose aux laïques. M. de Rayneval et la statistique de Rome nous démontrent que, parmi les employés civils, il n'y a guère que 124 ecclésiastiques pour 14 mille laïques. Les conseillers de délégation, les juges des Cours d'appel et des tribunaux de première instance sont tous laïques; on a même donné aux laïques une foule d'emplois purement ecclésiastiques. Des laïques sont attachés au secrétariat de tous les évêchés, aux officialités, au vicariat de Rome, à la Dâterie, à la Propagande, au saint-office lui-même et à la pénitencerie.

Voici un tableau assez curieux des employés de certaines administrations ecclésiastiques :

La Propagande emploie 40 ecclésiastiques et 68 laïques ;

La Fabrique de Saint-Pierre emploie 3 ecclésiastiques et 87 laïques ;

La Chancellerie Apostolique emploie 4 ecclésiastiques et 60 laïques;

La Dâterie emploie 9 ecclésiastiques et 55 laïques.

Ces chiffres parlent avec beaucoup d'éloquence contre ceux qui demandent la sécularisation de tous les emplois civils. Si le Pape donnait aujourd'hui aux laïques les emplois civils et au clergé les emplois ecclésiastiques, les laïques jetteraient de hauts cris et diraient qu'on les sacrifie.

Mais, reprend M. About, *le Pape et les cardinaux occupent tous les emplois qui donnent pouvoir ou profit.* Le *profit* est bien mince ; car, trois millions seulement forment la liste civile du Pape, des cardinaux et des nonces, et on prend encore sur cette somme de quoi entretenir les musées et les palais apostoliques. Les cardinaux ont un traitement de 20,000 francs, c'est-à-dire autant que vos avocats, vos médecins et vos plus petits commerçants. Le Pape n'a retenu qu'un emploi, c'est la direction d'un orphelinat, honneur qui lui coûte, chaque année, plusieurs milliers d'écus. Il y a vraiment lieu de s'alarmer. M. About se plaint que l'*auditore santissimo*, le secrétaire des brefs, le pro-dataire et le grand-pénitencier soient des ecclésiastiques. Voudrait-il qu'ils fussent laïques? Eh ! bien, qu'il le dise franchement.

Chose singulière ! en Piémont, sur 35 mille employés civils, on compte seulement 5 mille nationaux, tous les autres sont étrangers, et personne ne s'en plaint. A Rome, au contraire, sur 14 mille employés, il y a seulement 124 ecclésiastiques, et tous les mauvais journaux du Piémont, de France et d'Angleterre demandent la sécularisation des emplois.

Les choses en sont venues à tel point qu'un honnête homme de la classe moyenne croirait se déshonorer en acceptant un haut emploi. C'est M. About qui parle. Or, *c'est là*, comme le dit assez plaisamment M. Thiers, *une de ces impertinences de l'ignorance qui font illusion.* Pour se convaincre du contraire, on n'a qu'à lire le nom des employés dans l'Almanach de Rome, ou mieux la statistique des Etats-Romains, au chapitre des conseils de province ; on y verra les plus beaux noms de la classe moyenne. Et quand on songe que les traits de ce genre fourmillent dans le livre de M. About !

M. About n'est pas plus heureux quand il attaque la vertu et l'honnêteté du clergé Romain. Ce sont, dit-il, de *malhonnêtes gens* et des *hommes bons à rouer.* On lui aura peut-être raconté des histoires du temps passé, de celles qui amusaient tant le président de Brosses. Cela lui a suffi pour dénigrer tout un corps, comme si dans les autres pays, il n'y avait pas eu par intervalles quelques scandales. N'a-t-on pas vu en France le cardinal de Brienne se donner la mort et l'évêque d'Autun jeter le froc aux orties pour devenir M. de Talleyrand ? Le clergé Romain,

sachez-le bien, M. About, ne le cède à aucun clergé du monde pour l'honnêteté, la piété, la bonne tenue et la science ecclésiastique. D'après M. de Rayneval, il est inouï qu'un prélat ait profité d'un emploi pour s'enrichir aux dépens de l'Etat et mettre, comme on dit en France, du foin dans ses bottes. Si vous allez faire le soir votre promenade à la villa Borghèse ou au Monte-Pincio, entrez, au retour, dans les Eglises de Sainte-Marie-du-Peuple ou du Monte-Santo, vous les trouverez pleines de prélats, de prêtres et de moines adorant en silence, et si vous comprenez ce que cela signifie, vous avouerez avec moi que ce clergé mérite quelque estime. On dit en France que les prêtres romains vont au théâtre. S'il en était parmi eux qui voulussent se donner cet agrément, le saint-office ou le vicariat y mettrait bon ordre. Souvenez-vous des massacres de saint Calixte et de la belle conduite du clergé de Rome en 1849. Ce n'est pas avec des prêtres médiocres qu'on fait des martyrs.

Mais, poursuit M. About, *le prélat est quelquefois un cadet de grande famille. Il prend du bon temps et jette ses gourmes.* M. About descend dans les détails, ce qui ne lui réussit guère, comme on sait. Il y a trois cardinaux à Rome appartenant aux familles princières : le vieux cardinal Barberini, modèle de charité, de modestie et de piété ; le cardinal Altieri que les Romains comparèrent à un ange quand on le revêtit de la pourpre, enfin, le cardinal Patrizi, que toute la France connaît et apprécie. La prélature ne compte que deux princes, Mgr Bonaparte et

Mgr Chigi, nonce à Munich, qu'on estime très-justement. Voyez si de tels personnages cadrent avec le portrait que nous fait M. About des prélats de familles princières. Si M. About ne connaît pas mieux Rome, les cardinaux et les prélats, pourquoi en parle-t-il avec tant d'assurance ?

Voilà donc ces prêtres romains si calomniés, ces hommes qui n'ont, au dire de M. About, ni science, ni vertu, qui ne savent pas administrer les finances, qui gouvernent l'Etat romain d'une manière pitoyable. C'est là ce gouvernement des prêtres, si nuisible à l'Etat, si odieux au peuple. Cependant, je dois l'avouer, les prêtres qui gouvernent Rome ont des torts, et si M. About et quelques autres se déchaînent avec violence contre les cardinaux et les prélats, la faute en est un peu au Saint-Père et à ses ministres. Ils devraient tenir un peu plus compte des temps où nous vivons, et tromper l'opinion publique par des institutions en apparence libérales. Ils devraient parler et agir d'une manière toute différente. Ils devaient, quand un pamphlétaire les attaque, lui adresser un mandat de mille écus ; ils le feraient parler de Rome et de ses institutions comme un Père de l'Eglise. Ils devraient octroyer un *statuto*, donner la liberté de la presse et de la parole, mais à la condition qu'on parlera, qu'on écrira toujours dans le sens du pouvoir, sous peine d'exil, d'amende ou de prison. Ils devraient avoir des chambres haute et basse remplies de leurs créatures, et si, par hasard, un homme de conscience se glissait furtivement dans ces chambres par un

vote libre, ils devraient l'exclure en disant que c'est un bavard et qu'il vient troubler les travaux de l'assemblée. Enfin, il faudrait qu'un jour le ministre parût à la tribune, et qu'en présence d'une chambre disposée à tout applaudir, il empruntât à M. de Cavour son style et parlât ainsi :

« Messieurs, l'Etat est de plus en plus prospère, nos finances ne laissent rien à désirer. Nous devions autrefois 150 millions seulement. C'était une honte pour un Etat aussi puissant que le nôtre. Je viens de contracter quelques légers emprunts, et, grâces à mes opérations financières, notre consolidé, joint à la dette flottante, s'élève à un milliard. Oui, Messieurs, la prospérité d'un peuple se juge par sa dette. Plus il doit, plus il est riche. Dans le désir que j'ai d'élever notre pays au-dessus de tous les petits Etats d'Italie, j'ai rougi pour vous qui payiez si peu, et je viens d'augmenter les impôts ; car, plus l'impôt est lourd, plus l'industrie, le commerce et l'agriculture fleurissent. Un grand économiste l'a dit, c'est M. About. Nous allons reculer notre frontière, unir à nos domaines Parme, Modène, la Toscane, sur lesquelles nous avons des droits incontestables. Notre armée est habituée à vaincre toute seule les plus grandes puissances de l'Europe. »

Un tel langage serait applaudi à Rome, en Italie, partout. On dirait que le gouvernement romain vient de sortir de l'ornière, qu'il entre franchement dans la voie du progrès, que Rome est le pays le mieux administré de toute l'Europe, que le peuple est content, les finances prospères, qu'on va à la

grandeur et à la gloire ; car, aujourd'hui, comme au temps du bon La Fontaine, et comme toujours :

> Le monde est vieux, et cependant
> Il le faut amuser encor comme un enfant.

Malheureusement le Saint-Père est dans une position tout exceptionnelle. Ni lui, ni ses ministres ne peuvent mentir. Jamais, quoi qu'on fasse, ils ne pourront se résoudre à égarer la nation et à l'amuser par de pompeux mensonges. Là est le mal, aux yeux des hommes politiques, et c'est là tout le nœud de la question romaine.

CHAPITRE XIII.

RIGUEURS POLITIQUES.

Albano, 6 octobre.

Si quelqu'un voulant critiquer les institutions qui régissent aujourd'hui la France, s'avisait de dire que Charles IX commanda la Saint-Barthélemy et Henri III l'assassinat du duc de Guise, on trouverait cela bien étrange. Or, M. About, pour dénigrer le gouvernement de Pie IX, dit que *Sixte-Quint fut un grand Pape et un grand bourreau; que même il fit pendre un Pepoli, il y a de cela quelque trois cents ans.*

Puisqu'il s'agit ici des Pepoli, disons en passant un mot des Pepoli. Depuis longtemps ils sont la plaie de Bologne. En 1350, Jean de Pepoli fut traître aux Papes et à sa patrie. Il vendit Bologne aux seigneurs de Milan, malgré le peuple indigné qui criait : *nous ne voulons pas être vendus.* Un autre Pepoli se mêla, au seizième siècle, de faire de l'opposition à Sixte-Quint qui ne plaisantait pas. Il fit de son château le repaire des brigands et des assassins, refusa de les livrer au légat de ce Pape, disant qu'il ne reconnaissait point de maître dans ses domaines. Sur quoi, Sixte-Quint le fit pendre.

Grégoire Leti, prêtre apostat qui, pour vivre, écrivit d'une manière assez plaisante, non la vie, mais le roman de Sixte-Quint, dit que ce Pape fit pendre le Pepoli, parce que le père lui avait autrefois parlé trop durement. M. About n'a pas su lire Grégoire Leti; car, il croit que c'est le même Pepoli et non son père qui avait donné un coup de pied, au lieu d'un morceau de pain à Sixte-Quint, lorsqu'il mendiait à Bologne. Jamais Sixte-Quint n'a mendié. Il fut commissaire de son ordre à Bologne. Avec les pouvoirs dont il était revêtu et le caractère qu'on lui connaît, il n'eut pas souffert qu'on lui donnât impunément des coups de pied. Leti, chacun le sait, ne mérite aucune créance. On lui demandait un jour si toutes les particularités qu'il racontait de Sixte-Quint étaient vraies. Il répondit, comme pourrait le faire M. About : *Il importe peu qu'elles soient vraies, pourvu qu'elles soient bien imaginées.* Fiez-vous donc à ces gens-là et croyez-les sur parole !

Enfin, un autre Pepoli sème à Bologne depuis dix ans le mécontentement et la révolte. Il s'est mis à la tête de l'opposition. Il a écrit une méchante brochure pour démontrer (*Risum tenealis?*) que les finances Pontificales sont moins prospères que celles du Piémont. Il eut dans sa vie une belle occasion de signaler son courage, ce fut après la bataille de Magenta. S'il avait ce jour-là organisé des volontaires et qu'à leur tête il eût chassé les Autrichiens de Bologne, il aurait rendu un grand service à l'armée française; il y aurait eu un peu de gloire et peut-être quelque mérite dans sa défection. Mais il

attend pour se déclarer que les Autrichiens aient évacué la citadelle. Quand on porte un nom si beau, ce n'est pas à coup d'écritoires, à coup de chiffres et de brochures qu'on fait la guerre, c'est avec son épée. Il est fâcheux pour le marquis Pepoli de ne pas l'avoir compris.

Lorsqu'il a parlé des Pepoli, M. About entame le chapitre des rigueurs Pontificales. Si nous vivions aux temps d'Alexandre VI et de Sixte-Quint, qui furent sévères et chatouilleux à l'endroit de l'obéissance due au Souverain, on pourrait concevoir ces plaintes. Mais accuser de sévérité Pie IX, la douceur et la clémence même, Pie IX qui, deux fois, donna l'amnistie, qui exauce tous les pourvois en grâce et ne trouve son plaisir qu'à pardonner, est-ce de la justice ?

Avant d'attaquer Pie IX, M. About s'arrête un moment à son prédécesseur. *Grégoire XVI,* dit-il, *accorda une dispense d'âge à un mineur pour qu'il pût légalement porter sa tête au bourreau.* J'ai été à la Daterie, à la Chancellerie, aux Mémoriaux, ainsi qu'au *Monte-Citorio* demander des nouvelles de cette dispense d'âge. Elle est inconnue à tous les employés, on ne l'a transcrite sur aucun registre. Le très véridique Leti dit quelque chose de ce genre du pape Sixte-Quint, dans le même chapitre où il raconte la mort du Pepoli. N'auriez-vous pas fait erreur, M. About, n'auriez-vous pas confondu, par hasard, Grégoire XVI avec Sixte-Quint ? Ces choses-là arrivent, quand on écrit. Trois-cents ans de plus ou de moins, ce n'est là qu'une bagatelle,

et après tout Sixte-Quint étant Pape au même titre que Grégoire XVI, on peut, sans scrupule, citer l'un pour l'autre.

Il y a des exilés, ajoute M. About, *il y a des bannis et vous ne trouvez pas que ce soit là de la rigueur*. — Il y a des exilés, je le sais, ils sont au nombre de 200; ce sont les chefs d'émeute, les membres du gouvernement provisoire, ceux qui poussèrent le peuple à la révolte, c'est Mamiani, Galetti, Sterbini, et je vous demande ce que feraient à Rome de tels hommes, s'ils y rentraient. Ce sont les complices de l'assassinat de Rossi et ceux qui firent le 2 septembre de saint Calixte; ce sont, enfin, ces harpies qui pillèrent les caisses du gouvernement, engloutirent des sommes énormes sans en rendre compte, et répondirent à ceux qui demandaient leurs livres de recette et de dépense, qu'à Vicence un boulet de canon les avait emportés. Voilà ceux que le gouvernement pontifical tient éloignés de Rome, et encore il en gracie toujours quelques-uns. Il en est d'autres qui ne veulent pas se résoudre à faire le serment de ne plus comploter : c'est là ce qui les éloigne de Rome, et non la sévérité du Pape. Enfin, il en est qui, exilés de droit, ne le sont pas de fait. Revenus dans leur patrie sous un nom supposé, la police ferme les yeux pour ne pas les voir.

Ne venez pas nous dire, M. About, qu'en rentrant à Rome, les exilés ne peuvent exercer leur profession, qu'on leur défend de plaider et de vivre de leur travail s'ils sont avocats; ce serait là une calomnie. Vous citez l'exemple d'un avocat romain

qui, réduit à la misère, parce qu'on lui défend de plaider, regrette l'exil et la terre étrangère, où il vivait avec peine, si l'on veut, mais enfin il vivait. Je sais le nom de tous les avocats de Rome, et je n'en connais aucun à qui votre discours puisse s'appliquer. Je ne me bornerai pas à des généralités insaisissables, comme vous le faites ; je veux citer des noms. Deux avocats romains ont été graciés : Sturbinetti et Galeotti. L'un fut ministre de la justice sous Mazzini, l'autre fut un des meneurs du parti républicain. Ils plaident cependant, ils plaident souvent, ils plaident fort bien, sans que personne songe à leur défendre l'exercice de leur honorable profession ; c'est même l'avocat Sturbinetti qui a plaidé tout récemment la cause du duc Bonelli.

M. About n'est guère plus exact lorsqu'il raconte les faits de Paliano en 1856. Paliano est une prison. Il y a toujours 150 à 200 détenus. Or, en 1856, les prisonniers formèrent un complot, brisèrent toutes les portes, et se disposaient à fuir ; mais la troupe cerna le fort, et ôta aux mutins tout moyen d'évasion. Les condamnés se barricadent, montent sur les toîts, et se disposent à faire pleuvoir sur les pontificaux une grêle de tuiles et de pierres. Les soldats font des sommations, et comme elles restent sans effet, ils se résignent à tirer sur cette bande de forcenés : on en tua trois ou quatre, les autres se rendirent. *On les tua, comme des moineaux, sur les toîts*, dit M. About. Singuliers moineaux, qui attentèrent à la vie de leurs gardiens, assez cruels pour ne pas se laisser assommer ! Je voudrais

bien savoir ce qu'on pense de cela en France, et ce que feraient en pareil cas vos gendarmes.

Les Autrichiens, il faut en convenir, ont exercé des rigueurs à Bologne et à Ancône ; mais, le Pape a protesté bien souvent contre leurs actes arbitraires. Quand ils occupaient Ancône et Bologne, il partait chaque semaine de la secrétairerie d'Etat des protestations très-énergiques. Il est vrai que les Autrichiens n'en tenaient pas compte. Devons-nous croire cependant qu'ils fusillaient ou faisaient tomber des têtes pour le plaisir de voir couler le sang? Je ne veux pas ici me faire leur avocat; mais je ne puis m'empêcher de reconnaître qu'il y eut des sentences assez justes. Par exemple, quand les Autrichiens saisirent et firent passer par les armes les brigands qui exercèrent des vengeances particulières et poignardèrent les gens à droite et à gauche sous le manteau de la République, croyez-vous que la sentence fut injuste et les Autrichiens trop sévères? Sans doute, le nombre des exécutions fut grand dans les Romagnes, il fut trop grand; mais les représailles sont la suite ordinaine des révolutions, et la responsabilité pèse sur les hommes qui allument le flambeau de la guerre civile. De plus, les Autrichiens, en s'avançant dans le pays, rencontrèrent plusieurs de leurs soldats qui, après avoir déserté leur drapeau, étaient venus à Rome prendre part à des scènes de cannibales, les bandes de Garibaldi étant, comme on sait, composées en grande partie de déserteurs lombards. On les fusilla, suivant les lois de la guerre. Avait-on besoin, pour cela, d'une

permission du Pape? Le Pape pouvait-il légitimement intervenir pour sauver la vie à des misérables qui n'étaient pas même ses sujets? Et vous osez dire, en parlant de ces fusillades : *Le sang coule, et le Pape s'en lave les mains.... Louis XVIII aurait mieux aimé descendre du trône que de laisser aux Russes le droit de fusiller légalement ses sujets.* N'est-ce pas là, M. About, abuser de la parole et surprendre la bonne foi de ses lecteurs? La fureur de dénigrer vous emporte.

Vous osez vous plaindre des rigueurs politiques dans une ville qui est celle du monde où l'on parle le plus du gouvernement, où l'on en parle avec une liberté démesurée, où l'on en parle plus qu'à Paris, plus qu'à Londres, au grand étonnement des étrangers; où tout semble permis, les soupçons téméraires, les insinuations perfides, la calomnie, quand c'est du gouvernement qu'il s'agit; où l'on peut dire tout ce qu'on veut sans que la police vous en demande compte, au point que les bons Romains font cet aveu : « En France, vous avez la liberté de la presse, mais ici, nous avons celle de la langue, *noi abbiamo la libertà della lingua.* » Quand vous soutenez, M. About, *qu'aucune parole ne se perd dans un Etat surveillé par des prêtres*, vous montrez une fois de plus que vous ne savez pas votre Rome, et que vous auriez dû laisser à d'autres le soin d'en parler.

Cependant, qui mieux que vous pouvait parler du gouvernement pontifical? Qui a pu l'apprécier davantage? Vous êtes la preuve vivante de la bonté des Papes. Pour vous démontrer sans réplique que les rigueurs politiques ne sont pas excessives, je ne

vous dirai pas que sous le règne de Pie IX, il n'y a pas eu, à Rome, une seule exécution pour cause politique ; que le Pape, au témoignage de M. de Rayneval, a toujours adouci la rigueur des sentences; que les prisons sont bien tenues, bien aérées, et les prisonniers bien nourris ; qu'il n'est pas, en Europe, un seul Etat où l'on ait plus d'égards pour les malheureux que le crime ou les délits politiques tiennent sous les verroux. Je veux parler de vous, de vous seulement. Vous êtes venu à Rome, il y a dix-huit mois; Rome vous donna l'hospitalité, et pour prix de la liberté que vous laissait une police débonnaire, vous avez publié des écrits où Rome était travestie et calomniée. Vous n'avez épargné personne, ni le peuple, ni les riches, ni les prêtres, ni le gouvernement, ni le Pape lui-même. Enfin, après trois mois, la police perdit patience. Elle vous envoya un passeport, elle glissa dans le *Journal de Rome* trois lignes à votre adresse, qui excitèrent à Rome une hilarité générale. De grands éclats de rire vous suivirent jusqu'à Civita, où vous prîtes la mer. Ce fut toute la vengeance de ces prêtres que vous flagelliez. Si de Varsovie vous aviez écrit de pareilles lettres sur l'empereur de Russie, on vous aurait fait faire un voyage d'agrément en Sibérie. Si vous aviez parlé ainsi en Lombardie ou à Milan, vous gémiriez encore sous les plombs de Venise. A Rome, on s'est contenté d'égayer le public à vos dépens. Venez ensuite nous parler des rigueurs politiques de Rome !

CHAPITRE XIV.

IMPUNITÉ DES VRAIS CRIMES.

Velletri, 8 octobre.

M. About nous a fait entendre, au chapitre précédent, le médecin *Tant-pis ;* maintenant le médecin *Tant-mieux* va parler. Tantôt le gouvernement pontifical était sévère à l'excès ; maintenant on le trouve trop doux. Le critique eût très-bien fait, à mon avis du moins, d'intituler ce chapitre : *Contradictions*. Les contradictions y foisonnent.

Le gouvernement, dit M. About, *est trop faible pour entreprendre une expédition contre le brigandage et purger définitivement le pays. Le vol simple d'ailleurs, le vol innocent, le vol de tabatières et de foulards, est toléré aussi paternellement que la mendicité.* Mais voici la contre-partie : *Le supplice du chevalet a été remis en vigueur par le doux cardinal Antonelli.* Il s'agissait, notez ce point, d'un voleur incorrigible. On lui donna, sur la place du peuple, vingt coups de bâton. comme on le pratique en Angleterre, sur les navires de l'Etat et dans les universités.

Les malversations des fonctionnaires publics sont to-

lérées ; tant qu'elles ne nuisent pas directement au pouvoir. Un peu plus loin, on lit, par contraire : *Quelquefois, on punit les coupables d'un certain rang, même on exagère contre eux la rigueur des lois. Par exemple, Campana. La justice ou du moins la disgrâce tomba sur le pauvre marquis.*

Enfin, car il faut se borner, *il y a encore de beaux coups à faire au-delà des Appennins. Dans les années passées, des crimes innombrables affligeaient les Romagnes. Le nombre des malfaiteurs allait en augmentant. Rien n'a changé depuis...* Vous allez croire qu'on parle de cet horrible pays de deçà les Appennins, empoisonné par la bénédiction du Pape, le fanatisme et la superstition! Pas du tout. M. About dépeint l'état des Romagnes, ce pays dont il parle ailleurs en si bons termes : *Passons les Appennins ; cela repose. Vous trouverez dans les villes et dans les villages l'étoffe d'une grande nation, l'homme devient meilleur et plus grand à force de lutter contre la nature. Il sait ce qu'il vaut, il voit où il va ; en cultivant son champ, il se cultive lui-même. Un travail opiniâtre améliore incessamment la terre et l'homme.... Cette barrière des Appennins, qui les éloigne du Pape, les rapproche de l'Europe et de la liberté.*

On ne peut exiger de vous, M. About, que vous possédiez pleinement la question romaine, vous ne l'avez pas étudiée ; mais ce que je ne vous pardonnerai jamais, c'est de n'être pas d'accord avec vous-même.

Quand on voit M. About se contredire ainsi lui-même, on ne s'étonne plus qu'il soit en contradic-

tion flagrante avec les faits, qu'il cite à faux, qu'il se montre sévère à l'excès envers les Papes. Pourquoi reprocher au gouvernement romain la manie des Italiens, de vider toutes les querelles par le poignard, et d'en appeler à cette arme comme à un juge suprême? Le stylet est-ce donc une arme inconnue à Naples, à Livourne, à Florence, à Turin? Mais, est-il un seul voyageur ayant parcouru l'Italie qui ne vous raconte quelque histoire de poignard dont il a été témoin oculaire? N'est-ce pas une chose connue de tous et comme une vérité mathématique que, depuis le détroit de Messine jusqu'à la pointe du Simplon, on s'égorge pour un rien, une rancune, un manque de parole, une infidélité? Que peut y faire le Pape? Si les Italiens ont le sang chaud, les nerfs sensibles et le cœur prompt, est-ce sa faute à lui? Peut-il changer la nature des hommes et des choses? Croyez-vous qu'en gouvernant avec plus de sévérité, il pourrait exterminer les chevaliers du poignard?

Est-il en Europe un roi qui consentit à dresser dans ses Etats l'échafaud quatre fois par jour pour réprimer ces assassinats? S'il le tentait, n'appellerait-on pas cela une affreuse boucherie?

Venise n'est pas soumise au Pape. Les Autrichiens ont des défauts, je l'avoue; mais on ne peut leur reprocher un excès de tendresse et de faiblesse pour leurs administrés. Cependant, à Venise, sous le nez de leurs hulans et à la bouche de leurs canons, on se dague, on s'assassine, tout comme à Rome, à Bologne et à Faenza. C'est la vieille coutume de

l'Italie, et chaque peuple a son faible. En France, où la loi est inflexible, on n'a pu faire perdre aux Italiens qui y sont domiciliés cette affreuse habitude. Partout où des Piémontais travaillent par bandes à quelque grand ouvrage, il ne se passe pas de mois, pas de semaine, sans que le poignard fasse quelque victime. La surveillance de la police et la prompte répression du délit n'ont pu calmer la chaleur du sang. Il est rare que, dans le Midi de la France, les assises s'ouvrent sans qu'un Piémontais vienne s'asseoir sur le banc des accusés pour un crime de ce genre. Et lorsque vous êtes impuissant à déraciner cette habitude, vous venez accuser Rome et le gouvernement pontifical ! Vous ne savez donc pas ce qui se passe chez vous !

Puis, vous osez dire que l'*Etat romain est le plus foncièrement catholique de l'Europe et le plus fertile en crimes de toute espèce, et surtout en crimes violents*, comme si le catholicisme produisait ces belles choses-là ! Vous ignorez donc que, d'après toutes les statistiques, d'après les écrivains les plus favorables au protestantisme, les crimes et les délits augmentent dans un pays à mesure que la foi catholique en est bannie ; qu'autrefois, à Strasbourg, à Nuremberg, et dans toutes les villes qui embrassérent la prétendue réforme, les assassinats et les exécutions capitales s'accrurent d'un tiers ; qu'aujourd'hui encore, les pays catholiques sont ceux où les crimes violents sont le moins fréquents ; que l'Angleterre et le Piémont voient beaucoup plus de crimes de ce genre que Rome ; qu'à Rome enfin, le

nombre des vols et des assassinats diminue chaque année, tandis qu'en Angleterre et en Piémont, il augmente d'une manière effrayante. Vous ne lisez donc pas les journaux piémontais qui jettent des cris d'alarme à la vue de tant de crimes et font entendre ces plaintes énergiques :

« Les attentats au droit de propriété sont à l'ordre du jour. De tous côtés, nous recevons des plaintes à ce sujet. On vole le bois de vigne, on vole des instruments aratoires, on vole des denrées de toute espèce. La pauvre veuve, le petit propriétaire travaillent comme des malheureux pour ensemencer et soigner leur champ, et de mauvais sujets emportent le produit de leurs pénibles labeurs. »

(L'*Indépendant* du 3 avril 1857.)

Mais ce sont là des généralités. Suivons pas à pas M. About, discutons les faits qu'il raconte, examinons les noms qu'il cite *Le duc Cesarini*, dit-il, *assassine à bout portant un de ses domestiques qui lui parlait sans assez de respect. Le Pape le condamne à un mois de retraite, pour l'exemple.* Quand un meurtre est commis, la justice humaine prend mille précautions avant de dire à un homme : C'est vous qui êtes le meurtrier. Elle fait une descente sur les lieux pour dresser procès-verbal ; elle s'attache aux moindres indices. Si la voix publique ou celle des témoins désigne un homme, on le met en prévention. Si enfin les réponses qu'il fait au juge d'instruction ne sont guère satisfaisantes, le prévenu devient accusé. Puis, on fait venir une nuée de témoins, que l'accusé récuse, s'il veut. Il appelle à sa

décharge d'autres témoins. D'habiles avocats le défendent. Ce n'est qu'après toutes ces formalités que la justice dit : « Vous avez tué. » M. About n'y va pas avec tant de précautions. Sans interroger les témoins, sans entendre le prévenu, il lui dit, en le nommant par son nom, qu'il a brûlé la cervelle à un homme, et il le fait passer pour un assassin, sauf à faire plus tard des excuses, quand le prince Cesarini réclamera. Si vous l'aviez bonnement accusé d'avoir donné un coup de pied à son domestique, ou même de lui avoir administré une bastonnade, la chose serait grave, sans doute, mais enfin le prince ne serait pas déshonoré. L'accuser de meurtre, c'est autre chose. Vous êtes fort expéditif dans votre procédure, M. About, et comme je vois, vous n'y allez pas de main morte. Si on m'accusait de quoi que ce soit, je ne voudrais pas vous avoir pour juge. C'est alors qu'il faudrait prendre la fuite, comme d'Aguesseau le conseillait, au cas où l'on serait accusé d'avoir dérobé les tours de Notre-Dame. Et ce Monseigneur B..., que vous accusez aussi, vous avez bien fait de taire son nom. C'était prudent et la calomnie était plus à son aise; car personne ne pouvait réclamer.

L'histoire du défenseur de Campana est charmante. *Il fut condamné,* dites-vous, *pour l'avoir trop bien défendu. On lui interdit le barreau pour trois mois.* Sans doute, c'est de l'avocat Marchetti que vous voulez parler. On lui interdit le barreau pour avoir mal défendu ce pauvre marquis. Car, enfin, est-ce bien plaider que de négliger les précautions ora-

toires et les exordes par insinuation ? Ce Marchetti, qui a de l'esprit et du savoir, plaida cependant en ces termes la cause de Campana :

« Messieurs les juges, je ferais mieux de me taire, car, d'avance, je vois que nous serons condamné. Avant de nous entendre, vous nous avez jugé. Vous n'écouterez pas la voix de votre conscience ; le pouvoir vous a dicté la sentence que vous allez prononcer contre nous. »

Il dit cela ou quelque chose d'approchant. Il fit plus : avant que le jugemeut intervînt, il fit circuler son plaidoyer dans Rome, contrairement à l'usage, pour échauffer les esprits. On le laissa user de tous ces moyens pour ne pas avoir l'air de gêner la défense. Mais quand le jugement fut rendu, on lui interdit le barreau pour trois mois. N'était-ce pas mérité ? Ne devait-on pas rappeler à l'avocat Marchetti les principes de la rhétorique et les devoirs de son état ?

Puis, vient le tour de Monseigneur Amici, qui n'a jamais été juge et *qui jugeait mal,* dites-vous. Il aurait pu juger, sans doute, car il a de l'esprit et du jugement ; mais enfin, il n'a jamais jugé de sa vie, et vous en faites un auditeur de Rote.

Il n'y a pas jusqu'au droit d'asile que vous ne blâmiez. Le droit d'asile a d'excellents résultats en Italie. Dans un pays où les passions sont si vives, le temple sacré et les cloîtres opposent souvent des barrières aux assassins. Ce droit n'a pas les inconvénients que vous y voyez. Lorsque le voleur ou l'assassin se réfugie dans le temple, la justice va l'y

chercher, avec la dispense du Pape ou du cardinal-vicaire, si vous voulez ; mais enfin elle y va. Notez que ce n'est pas l'Eglise catholique qui a créé le droit d'asile. Les Grecs, les Romains et les Juifs le reconnaissaient. Souvenez-vous des six villes de refuge, et du bois sacré des Euménides, où le vieil Œdipe vint chercher un asile.

Quant à *la robe d'un capucin qui sauve ceux qui s'y accrochent,* c'est là une belle imagination qui ne fait honneur qu'à la fécondité de votre esprit. La bure d'un pauvre moine a moins de puissance.

Il y a, dites-vous, *à Palo, un employé politique, un galant homme, qui épluche le passeport des étrangers jusqu'à ce qu'on lui donne vingt sous, et qui répond :* LA MISÈRE EST GRANDE, *quand on se plaint d'avoir été volé.* Or, jamais employé politique n'épluca les passeports à Palo. Demandez à tant d'étrangers qui sont allés de Rome à Civita. Le conducteur prend tous les passeports, les renferme, en partant, dans un grand sac de cuir, et personne n'y touche qu'à Rome ou à Civita. Voyez donc quelle exactitude vous mettez dans les moindres détails et comme vous connaissez bien le pays ! Après tout ; vous faites bien, et je vous approuve. Ceux qui vous lisent n'ont pas vu Rome, et personne n'ira courir à Palo pour vérifier vos dires, s'il lui reste des doutes.

Mais le fait le plus extraordinaire du chapitre, le voici. Le fond de l'histoire, c'est une tabatière qu'on vole à M. Berti, au Campo-Vaccino, comme on pourrait le faire au Bois de Boulogne et aux

Champs Elysées ; car le septième commandement n'est pas mieux observé à Paris qu'à Rome. Mais ce qui piqua ma curiosité, c'est que M. About était ici plus explicite que de coutume. Il nomme tout : le lieu du vol, le Campo-Vaccino; l'objet volé, une tabatière ; le voleur, Pepe, et le volé, M. Berti, secrétaire de Mgr Vardi. Vous avez là des détails précis. Rien n'y manque, et vous pouvez, à l'aide de tous ces renseignements, vous mettre en campagne pour voir si tout concorde avec le récit de M. About. C'est là ce que j'ai fait. J'ai demandé à quelques personnes bien renseignées si elles connaissaient M. Berti, secrétaire de Mgr Vardi. *Ma foi, non!* m'ont-elles répondu. *Il n'y a jamais eu de Mgr Vardi. Lisez plutôt l'*Almanach de Rome, *depuis* 1801. Enfin, quelqu'un me dit : *Si vous désirez avoir de plus amples renseignements sur Mgr Vardi, allez chez un tel.* On m'adresse à un bon chanoine âgé de 97 ans, qui savait beaucoup de choses présentes et passées. J'y vole. « Don Gerolamo, lui dis-je, en lui baisant la main, je suis indiscret peut-être en venant demander à votre révérence un renseignement dont j'ai besoin. J'ai lu dans un livre imprimé à Bruxelles, où l'on ne se pique pas d'exactitude, le nom de Mgr Vardi, et jamais, à Rome, il n'y eut un *Monsignore* de ce nom. » Il sourit, releva ses lunettes, puis il me dit : « Mon enfant, n'allez pas si vite ! Il est vrai que je n'ai pas connu de prélat de ce nom, et pourtant j'ai quatre-vingt-dix-sept ans. Mon arrière-grand-père, qui était un homme très-minutieux, et qui savait le nom de

tous les *Monsignori*, n'a jamais prononcé devant moi celui de Mgr Vardi, ce qui nous fait remonter jusqu'au pape Ottoboni. Cependant vous ne pouvez dire que Mgr Vardi n'a jamais existé ; car, lorsque le pape Grégoire XI entra dans Rome par la porte d'Ostie, comme vous savez, Mgr Vardi l'accompagnait. Il tenait même un des bâtons du dais. Mais sa famille s'éteignit avec lui, et je serais grandement surpris qu'on eût volé une tabatière à son secrétaire. »

Vous le voyez, M. About, vous citez des noms et des hommes qui ne sont plus ou qui n'ont jamais existé. Comment voulez-vous qu'on vous croie sur parole et quelle confiance peut-on avoir en vous ? On se lasse de vous suivre et de vous réfuter.

CHAPITRE XV.

TOLÉRANCE.

Rome, 12 octobre.

Voilà un mot qui sonne bien et qui produit toujours son effet dans les livres et dans le discours. Tolérance! c'est-à-dire charité, liberté, patience, égards mutuels. Mais il n'est pas facile de s'entendre sur la signification de ce mot. On lui donne un sens ou un autre selon qu'on est hétérodoxe ou catholique.

L'Eglise catholique ne tolère pas l'erreur. La foi qu'elle prêche est un dépôt qu'elle a reçu du Ciel et elle ne peut l'altérer par le mélange des doctrines humaines. Elle croirait avec raison trahir son mandat et sacrifier la vérité en transigeant avec les hérétiques, en leur disant : Je vous sacrifie la présence réelle, accordez-moi la Trinité. Inflexible quand il s'agit des croyances, elle est très-accommodante pour les personnes qui n'ont pas sa foi. Elle leur laisse la liberté de penser comme il leur plaît. Elle n'y met qu'une condition dans les pays

où elle domine, c'est qu'elles ne troublent pas son culte en propageant l'erreur. Il y a bien eu, si vous voulez, l'inquisition, les dragonnades et la Saint-Barthélemy. Mais tout le monde sait que l'inquisition fut en Espagne et en Portugal un tribunal royal plutôt qu'ecclésiastique établi par les rois pour découvrir et châtier les juifs et les mahométants qui se couvraient du voile de la religion afin de conspirer plus à leur aise. Bien des fois les Papes réprimèrent le zèle des inquisiteurs et les frappèrent d'excommunication. Les dragonnades et la Saint-Barthélemy ne peuvent être non plus reprochées à l'Eglise catholique. Dans un temps où deux grands partis politiques divisaient la nation, il plut à Charles IX d'abattre, par la violence et la cruauté, un de ces partis, malgré les évêques. Il plut aussi à Louis XIV de bannir des hommes qui formaient un centre d'opposition à l'autorité royale et on eut les Dragonnades. Qu'avait à y voir l'Eglise catholique qui n'a jamais persécuté les hérétiques, l'Eglise qui aux premiers siècles blâma les évêques d'Espagne trop sévères contre les priscillianistes, l'Eglise qui a pour devise l'horreur du sang versé : *Ecclesia abhorret à sanguine?* Et cependant on accuse l'Eglise catholique d'être intolérante !

Les protestants, au contraire, tiennent peu au dogme, et se font mutuellement de légers sacrifices pour ne pas rompre l'union. Ils viennent tous calvinistes et luthériens participer à la même cène et boire à la même coupe. Mais ils sont implacables pour les personnes. Henri VIII et la très-douce

Elisabeth firent couler autour d'eux des fleuves de sang. Les prêtres, les évêques, les nobles lords et les reines elles-mêmes gravirent les degrés de l'échafaud. Le prêtre qui disait la messe et le pieux laïque qui l'entendait étaient punis de mort. Aujourd'hui même où règne dans tous les pays catholiques une aimable tolérance, si on persécute encore c'est dans les pays protestants. L'Europe a vu l'année dernière de pauvres femmes arrachées à leurs familles et condamnées à l'exil en punition de leur croyance. Encore leur fit-on grâce en les traitant si durement. La loi les frappait de mort et par un adoucissement qui faisait le plus grand honneur à leurs juges, on se contentait de les bannir, et pourtant l'Eglise protestante est tolérante, on le dit du moins !

La Russie frappe à coups redoublés sur les catholiques de la malheureuse Pologne. Elle ferme les églises et les couvents. Chaque année elle recrute des brigades de martyrs et les envoie en Sibérie. Cependant les journaux qu'elle paye à Bruxelles font chorus avec M. About, et comme le pavillon couvre la marchandise, ils portent à Paris ses diatribes contre le Pape et les cardinaux.

Il n'y a pas jusqu'aux empereurs romains, jusqu'à Néron, qui avait le cœur si tendre, jusqu'à Dèce, à l'âme si douce, et jusqu'au suave Dioclétien, qui ne fussent, d'après M. About, des modèles de tolérance. Il est vrai qu'ils firent des millions de martyrs, qu'on n'épargna ni l'enfance, ni la vieillesse, ni le sexe, qu'on mit à torturer les victimes des raffine-

ments inouis, qu'on leur arrachait les yeux, les cheveux, les ongles, la peau, qu'on leur brûlait les flancs avec des flambeaux, qu'on faisait couler dans leur bouche un plomb embrasé, que Néron enfin les recouvrait de bois et de résine, y mettait le feu et faisait dans un char le tour de ses jardins à la lueur de ces torches sanglantes. Et cependant, le paganisme était plein de tolérance ; du moins c'est l'opinion de M. About. Ecoutez-le parler : « *Le Polythéisme romain qui tolérait tout, excepté les coups de pied de Polyeucte dans la statue de Jupiter, fit une place au Dieu d'Israël. Les chrétiens vinrent ensuite et furent tolérés jusqu'au jour où ils conspirèrent contre les lois.* » Les conspirateurs étaient les Cécile, les Agnès, les Pudentienne, les Anastasie ! En ouvrant des aperçus si nouveaux, vous devriez au moins nous dire quelque chose de ces conspirations ourdies par nos pères les premiers chrétiens. Votre discours aurait plus de force, si vous preniez quelquefois la peine de prouver ce que vous avancez.

Cependant on peut dire à la rigueur que les chrétiens conspiraient contre les lois, ces lois qui autorisaient le culte rendu à Vénus, à Mercure, à Cybèle, ces lois qui consacraient l'esclavage et faisaient d'un homme la chose d'un autre, ces lois qui permettaient aux maîtres de jeter leurs esclaves dans les viviers pour en nourrir les lamproies. Je n'aurais jamais cru que nos pères fussent coupables en conspirant contre de pareilles lois. Il fallait M. About pour me l'apprendre. Lui seul aussi pouvait se plaindre de l'intolérance des Papes envers les juifs.

Jusqu'ici on avait pensé le contraire, on s'était figuré qu'au moyen-âge, les Papes tout seuls avaient sauvé la race israélite. M. About peut savoir des choses fort intéressantes sur quelques juifs en particulier; mais enfin, il ne sait pas aussi bien que les juifs eux-mêmes ce qui peut intéresser la nation. Or, les Rabbins assemblés à Paris par les soins de Napoléon Ier, crurent qu'il était de leur devoir de rendre aux Papes un tribut d'hommages et de reconnaissance. Ils avouèrent que les Papes les avaient sauvés de la ruine et de la proscription. Mais peut-être ils se trompaient et M. About en sait plus long que les Rabbins. Aussi voyez comme il parle des persécutions des Papes contre ces pauvres juifs. Il en est tout ému, et sans doute Rostchild aura plus de plaisir à voir le tableau tracé par M. About, que celui de la bataille de la Smala. Le jour du *possesso*, les juifs se présentaient au Pape sous l'arc de Titus et lui présentaient la Bible couverte d'un voile. Le Pape leur disait que ce livre était voilé pour eux et qu'ils n'y voyaient goutte, et les juifs se retiraient en silence. Quel outrage! quelle barbarie! quelle insolence! s'écrie M. About. Autre grief. Une fois l'an, le sénateur de Rome donnait officiellement un coup de pied à un juif, sans trop appuyer, cela s'entend. On choisissait pour la cérémonie un juif qui ne tenait pas trop à l'honneur, et il n'en manquait pas à l'époque. Voilà tout ce que les Papes firent souffrir aux juifs, d'après M. About lui-même.

Or, quand on songe à ces juifs d'Espagne et de Portugal brûlés tout vifs, à ces juifs de France dé-

pouillés de leurs biens et bannis comme usuriers et empoisonneurs, on est assez disposé à croire qu'à Rome on ne les traitait pas mal. Si, par hasard, M. About voulait comparer les juifs de Rome à ceux de Pologne et de Russie qu'on baptise par force ou qu'on oblige à porter l'habit jaune, il avouerait que le Pape est plus paternel qu'Alexandre II, et l'encre qu'il use à défendre les juifs de Rome, il pourrait l'employer à faire entendre raison au czar. Mais il faudrait rompre avec le Nord et se voir patrôné par le Nord, c'est encore une assez belle chose !

Que veut-on de plus pour les juifs de Rome? Les portes du Ghetto sont ouvertes. Le très révérend Père M*** ne va plus leur prêcher la foi catholique. Ils peuvent s'établir où ils veulent. C'est Pie IX qui leur a valu ces petits avantages. *Et cependant, voyez comme la statistique est une science paradoxale,* s'écrie M. About. *Elle nous apprend que le nombre des juifs a décru depuis que Pie IX a aboli les lois qui les gênaient.* Comme on ne peut douter que les juifs ne soient mieux traités qu'autrefois, il faudrait conclure que les juifs ont besoin de persécution et que la liberté leur est nuisible. Il faut qu'il y ait à cela quelque bonne raison et cette raison la voici : Les juifs ont profité de la liberté pour se répandre dans les autres quartiers de Rome et pour voyager dans l'Etat pontifical. Ils mettent de plus peu d'empressement à donner leurs noms aux faiseurs de statistique, et c'est là toute la cause de la décroissance apparente de la race juive. Puisque nous voici en

plein Ghetto, n'en sortons pas sans avoir examiné la législation qui régit ce quartier. Les Papes craignirent autrefois qu'on ne fit payer aux pauvres juifs des prix de loyer exhorbitants. Ils réglèrent eux-mêmes la somme. Que font les juifs? Ils payent aux propriétaires la somme légale et sous-louent à d'autres leurs appartements à des prix exhorbitants. C'est là cette puissance occulte qui les tient enfermés au Ghetto. Quelle horreur! et comme les Papes sont intolérants!

M. About appuie sa proposition de quelques exemples. C'est d'abord l'histoire du jeune Mortara. On a dit là-dessus des choses fort raisonnables que M. About n'a pas lues peut-être. Mais un petit avis du ministre de l'intérieur a défendu à tout le monde de parler de l'affaire Mortara. Je suis trop de mon pays et je respecte trop la loi pour violer la défense du ministre.

Vient ensuite une affaire criminelle qui malheureusement n'est pas inscrite aux archives judiciaires de Rome. Que de paperasses j'ai fouillées, que de juges j'ai interrogés! personne n'a pu me donner des nouvelles de ce juif tué par un chrétien qu'on acquitta après qu'il eut parlé ainsi : « Messieurs, celui qui tue un chrétien mérite la mort, parce qu'il a tué le corps et l'âme, la victime n'ayant pu recevoir en mourant ainsi, les sacrements de l'Eglise; mais celui qui ôte la vie à un juif ne cause que la mort du corps, les juifs étant comme on sait, inconvertissables, et s'en allant tous à l'enfer, qu'ils meurent un peu plus tôt ou un peu plus tard. » Les

juges, d'après M. About, furent convaincus par cette logique et mirent l'accusé hors de cour. C'est bien le cas de s'écrier avec les bons Romains : *Si non é vero....*

L'affaire de M. Padova, honnête juif de Cento, près Ferrare, clôt le chapitre de la tolérance. En deux mots, voilà l'affaire : M. Padova faisait le commerce. Il avait un jeune chrétien pour teneur de livres ou caissier, peu importe. La dame Padova se sentit du goût pour la religion catholique. Peut-être aussi M. Padova en vrai juif qu'il était ne la traitait pas très-chrétiennement ; de quoi la dame faisait tous les jours ses doléances au jeune employé. Le patron en prit de l'ombrage et renvoya son commis. Malheureusement, la dame Padova n'approuva pas cette sévérité et courut rejoindre le commis à Bologne. Là, elle embrassa la religion catholique, ainsi que ses enfants, et contracta mariage avec le commis. Le juif réclama en vain sa femme et ses enfants. On ne voulut pas les lui céder. Tout s'y opposait. Je vous laisse à penser quel beau ménage auraient fait M. et Mme Padova après un éclat de ce genre.

Cette histoire me parut bien extraordinaire et je voulus m'éclairer. J'enfile un jour les rues étroites qui avoisinent le couvent de la Scala et j'arrive chez l'homme qui sait le mieux les nouvelles de Rome ; il passe sa vie à les apprendre et à les débiter. Je lui contai l'histoire de M. Padova et le priai de me dire ce qu'il fallait en penser. « Il n'y a rien de plus vrai, me répondit-il ; Mme Padova s'étant

faite catholique a épousé le jeune commis. — Et l'archevêque de Bologne a consenti à les marier? — Pourquoi non ? J'ai vu l'acte de mariage et j'ai fait tout exprès, dans l'interêt de la nouvelle, le voyage de Bologne. — Mais, avait-on le droit d'agir ainsi ? Etait-ce justice ? — Quant à ce point, me répondit-il, je me déclare incompétent. Dans toutes les choses qui arrivent, je ne sais que la question de fait. La question de droit me touche peu. Allez plutôt interroger le révérendissime Père T***. C'est un canoniste. Il vous dira ce qu'il faut penser du second mariage de la Padova. »

Je ne fis qu'un saut du nouvelliste au canoniste. « Mon père, dis-je à celui-ci, est-il bien vrai que la femme d'un juif peut se marier avec un catholique, du vivant de son premier mari. — Il n'y a rien de plus certain, me répondit-il. Tous les canonistes sont d'accord là-dessus. Ils appellent cela le *privilegium fidei*. Lisez plutôt Piringh. » Il ouvrit un grand livre et nous vîmes en effet qu'un infidèle revenu à la foi peut contracter un autre mariage, si sa compagne refuse de se convertir. « — Mais, cette doctrine est intolérable, lui dis-je. Votre Piringh doit avoir été mis à l'index. — A l'indez? vous vous moquez. Ignorez-vous qu'au IVe livre des Décrétales, titre XIX, chapitre *quanto*, le grand Pape Innocent III a soutenu la même doctrine. Lisez, voici son texte, et si vous doutez encore, je vous montrerai les propres paroles de Benoît XIV, de Grégoire XIII, de Saint-Pie V et de plusieurs autres Papes autorisant le même enseignement, —

C'est assez, répondis-je, de l'autorité d'Innocent III. Je vous fais grâce des autres. Mais, je ne suis pas convaincu et je ne sais vraiment où les Papes ont appris cette belle théologie. — Si vous désirez le savoir, je vous conseille d'aller chez le Père M***, professeur d'Ecriture-Sainte. Il pourra vous donner de plus amples renseignements. »

J'étais si désireux de m'éclairer que j'allai voir encore cet exégète. « Mon père, lui dis-je en entrant, on vient de m'apprendre, à ma grande surprise, que les Papes autorisent le divorce quand un juif se convertit et qu'ils s'appuyent même du témoignage de nos livres saints. Cela étant, il n'y a plus de théologie et le monde est renversé. — Ne vous prononcez pas si vite, me répondit-il, et lisez les paroles de l'apôtre saint Paul. J'ai noté l'endroit et je le montre à tous ceux qui viennent me parler de l'affaire Padova : *Si le mari infidèle se sépare d'avec sa femme qui est fidèle, qu'elle le laisse aller, parce qu'un frère ou une sœur ne sont point asservis en cette rencontre.* Ces paroles ont toujours été interprétées dans l'Eglise de la même manière. Voyez le catéchisme de Montpellier au chapitre du mariage. En France même, avant la révolution, Mme Padova aurait pu passer outre à la célébration de son second mariage et la coutume suivie aujourd'hui à Rome, en Autriche, en Angleterre, était celle des diocèses de Metz et de Strasbourg, où les juifs étaient fort nombreux. Il est vrai qu'en 1758 intervint un arrêt du Parlement pour casser le mariage d'un juif converti. Mais les parlements n'étaient composés alors que

de vieux jansénistes saisissant toutes les occasions pour faire pièce aux Papes et aux théologiens catholiques. Votre M. About peut connaître à fond, je ne m'y oppose pas, la législation actuelle de son pays ; mais, il ignore, très-certainement, ce qu'on y faisait autrefois et ce qui se pratique encore en Autriche, en Angleterre, en Pologne, aux Indes, partout où il y a des infidèles et des juifs.

CHAPITRE XVI.

ÉDUCATION DU PEUPLE.

Albano, 15 octobre.

Si M. About avait écrit pour les paisibles habitants de Pékin ou d'Yédo, il eut pu faire de l'Eglise catholique le beau tableau qui orne le chapitre XVI. Il eut pu dire *que l'ignorance est conforme aux principes de l'Eglise, que c'est en marchant les yeux fermés qu'on arrive aux portes du Paradis, que l'Eglise n'hésite jamais entre un astronome et un capucin, qu'en France, en Angleterre et en Piémont, le gouvernement pousse les peuples à s'instruire, parce que les actes d'une administration vraiment nationale n'ont pas à redouter l'examen de la nation ; mais qu'à Rome on professe une ignorance élégante, de bon goût et qui sera toujours de mise en pays catholique.* On l'aurait peut-être cru sur parole, ou, du moins, personne ne l'eut contredit. Mais parler ainsi de l'Eglise en Europe et à Paris, c'est une hardiesse excessive. Car, enfin, l'Eglise, chacun le sait, a rallumé en Europe le flambeau de la science, quand les barbares l'eurent éteint, l'Eglise ranima partout les études, créa des

écoles et des universités. Au seizième siècle, la renaissance des lettres doit lui être attribuée. Bembo, Sadolet, Erasme, étaient des prêtres. C'est elle qui enfanta le siècle de Louis XIV et nos plus grands écrivains furent des évêques, des religieux ou de pieux laïques.

De bonne foi, M. About, croyez-vous qu'Origène, saint Augustin, saint Anselme, saint Thomas, Bellarmin, Suarez, Descartes, Pascal, Bossuet, Fénélon, Chateaubriand et Rosmini, s'en allèrent au ciel les yeux fermés? Croyez-vous que l'Eglise enseigne ses dogmes sans les démontrer? Mais de l'avis de tout le monde, c'est la seule religion qui prouve sa croyance. Vous n'avez donc jamais ouvert la somme de saint Thomas qui fit époque au moyen-âge. Mais vous ne savez pas que les protestants eux-mêmes reprochent à l'Eglise de prouver trop son enseignement, de prêcher trop souvent le dogme et vous même, par une inconséquence bizarre, vous blâmez les prêtres romains de faire en chaire des dissertations dogmatiques sur l'enfer, la Trinité, l'immaculée Conception.

Les Papes, bien loin d'étouffer la science et de repousser la lumière, la favorisent de tout leur pouvoir. En France, l'enseignement est un privilége. Il faut telle et telle qualité, tel ou tel brevet pour enseigner. A Rome, on n'y met pas tant de façon. Enseigne qui veut, pourvu qu'on soit honnête homme. Les Papes ont pensé avec raison que les enfants coûtent déjà bien cher à leur famille sans l'obliger à donner dix, quinze francs par mois

au maître qui les instruit. Ils ont supprimé ce tribut, ce qui rend la science aimable puisqu'on ne l'achète pas trop cher. Aussi, le nombre des enfants et des jeunes gens qui étudient à Rome est prodigieux. Je laisse de côté les colléges français, grec, écossais, irlandais, anglais et américain qui ne font rien à la question, puisqu'ils ne s'ouvrent qu'aux étrangers. Je passerai de même sous silence les colléges Nazaréen, Clémentin, Ghislieri, Capranica et plusieurs autres parce qu'on y est admis en payant. Je me borne aux écoles supérieures et aux écoles élémentaires où l'on est reçu gratuitement. Il y a huit écoles supérieures : la Sapience avec 760 étudiants, le collége romain qui en a 1212, le séminaire romain 600, le gymnase de Sainte-Marie della Pace 100, le collége de Saint-Thomas 80, l'institut des Arpenteurs 50, la Propagande 127, le collége de Saint-Bonaventure 40. C'est, en tout, 2969 étudiants.

Les écoles élémentaires sont plus nombreuses encore. Les quatre écoles des Doctrinaires et des Scolopi reçoivent 750 enfants, les écoles chrétiennes 1341, les écoles paroissiales 1430, les écoles régionnaires 2040, les salles d'asile 336, les sourds-muets 110, l'hospice de Tata Giovanni 120, l'orphelinat des Thermes 250, l'hospice de Saint-Michel 150, enfin les écoles nocturnes sont fréquentées par 1780 individus ; total : 8307 enfants.

Il y a un nombre à peu près égal de jeunes filles fréquentant les écoles. Rome est sans contredit la capitale de l'Europe où l'on voit le plus d'écoles eu

égard à la population. C'est ainsi que les Papes favorisent l'ignorance! Or, il en est ainsi dans les provinces. Si quelques Romains envoient leurs enfants en Piémont, c'est pour faire pièce au gouvernement. Mais Dieu sait ce que ces pauvres innocents en rapportent!

M. About continuant à parler de l'éducation du peuple, ne voudrait pas qu'on prêchât le dogme, la Trinité, les peines de l'enfer. On devrait, suivant lui, se borner à recommander la fidèlité aux femmes et la probité aux hommes. Mais notez que le dogme est uni à la morale. Point de dogme, point de morale. Comment voulez-vous qu'il y ait de la probité, de la fidélité, s'il n'y a pas d'enfer? Comment songera-t-on à l'enfer si les prêtres n'en rappellent pas un peu le souvenir?

Vous passez ensuite aux livres de piété. Vous les trouvez mauvais parce qu'on y dit que sainte Hyacinthe Marischotti s'était détachée de sa famille pour entrer dans le cloître et se faisait avec les saints une famille toute céleste. Si vous jugez qu'il faille brûler de pareils livres, jetez donc au feu l'Evangile où on lit : *Celui qui ne hait pas son père, sa mère, son frère et sa sœur ne peut-être mon disciple.* Il est vrai qu'en brûlant l'Evangile et les livres de piété qui apprennent aux jeunes filles à se détacher de tout, on n'aura plus de sœurs hospitalières ni de filles de Saint-Vincent-de-Paul, à moins que M. About ne trouve un moyen de donner d'autres sœurs aux malades et d'autres mères aux orphelins!

C'est l'usage à Rome qu'à la nuit tombante quelques hommes du peuple se réunissent au coin d'une rue, et là, prosternés devant une madone, chantent des litanies et des cantiques. Cette musique laisse peut-être quelque chose à désirer, ce que je n'oserais affirmer, n'étant pas musicien. Mais enfin, il y a là quelque chose de religieux qui va au cœur. Ce chant et ces prières en plein vent donnent au peuple la pensée de la prière et font souvent expirer dans un cœur la pensée du crime. M. About s'en moque et, pour jeter le ridicule et le mépris sur les pauvres gens qui prient ainsi, il dit qu'ils sont payés trente sous par jour pour édifier tout le monde. Quelle idée basse vous faites-vous des hommes, M. About! Vous ne voyez partout que des hommes gagés. Je vous dirais volontiers avec Paul-Louis Courrier : « Eh quoi! maître Petit-Jean, selon vous, rien ne se fait gratis au monde, rien par amour? tout est payé? Je vous crois; même les réquisitoires. »

Puis vient le tour de la loterie pontificale. Mon Dieu! pourquoi la reprocher aux Romains? N'avons-nous pas eu les nôtres, la loterie d'Auvergne, la loterie de Prémontré, la loterie du lingot d'or sur laquelle il y a tant à dire? Le gouvernement pontifical eut aboli depuis longtemps la loterie, car il en retire peu de profit; mais il y voit une petite difficulté. Il craint que les Romains ayant un goût très-prononcé pour ce jeu là, ne s'en aillent prendre des ternes et des quines en Toscane. Trois ou quatre millions sortiraient ainsi toutes les années, à pure perte, des Etats pontificaux. Peut-être aussi le peuple

ferait comme vos portières et vos cuisinières de Paris. Il se livrerait au jeu de bourse qui est, de l'avis de plusieurs hommes très-sensés, dix fois plus immoral que la loterie. Le Pape, dans sa prudence, prend tous les moyens pour décider le peuple à mieux employer son argent. Il établit partout des caisses d'épargne. Le nombre des livrets est assez grand. La caisse d'épargne de Rome toute seule a reçu depuis 1836 près de 25 millions.

Quant à la plaie de la mendicité, elle est moins grave qu'on ne le croit communément. Le nombre des mendiants et des pauvres secourus à domicile n'est guère que de 37 mille pour tout l'Etat pontifical. Ce n'est pas énorme quand on songe qu'à Londres seulement il y a plus de 300 mille pauvres. Après un mois de séjour à Rome on s'aperçoit que ce sont toujours les mêmes pauvres qui viennent vous demander l'aumône. Bientôt on les connaît tous par leur nom. Et cependant, *les rues et les routes sont peuplées de mendiants*, nous dit M. About. Peuplées ! le mot est un peu fort. Je m'étonne que M. About s'exagère ainsi les choses. Il les a vues de près, cependant, il les connait par expérience. Un jour, il mendia de la place du Peuple à celle de Venise pour son instruction et il fit 3 francs 35 centimes comme il l'a dit lui-même. Trois francs trente-cinq centimes, je trouve que c'est beaucoup ! Je suis étonné qu'on ait donné tant d'argent à M. About vêtu en gentleman. S'il avait mis une barbe postiche, une blouse, un pantalon rapiécé, la générosité des Romains ne m'aurait pas surpris. Mais, faire

trois francs trente-cinq centimes quand on est si bien mis, cela demande confirmation. Je suis étonné de plus qu'étant ainsi vêtu, les gens de la police ne l'aient pas arrêté dix fois. J'en ai dit ma pensée à un *monsignore* qui est aux affaires, il m'a répondu : « Arrêter M. About en si beau chemin, y pensez-vous ? C'est un grand bonheur qu'il ait voulu faire cette expérience. Revenu à Paris, tout le monde lui rira au nez quand on saura qu'il a mendié de la place du Peuple à celle de Venise. Pour moi, j'ai fait peindre la chose et le trait en vaut la peine. J'aurai deux toiles faisant pendant dans mon salon. On verra d'un côté Bélisaire mendiant après avoir défendu Rome et M. About avant de l'attaquer.

La prostitution, continue M. About, *fleurit à Rome et dans toutes les grandes villes de l'Etat.* Elle est si peu florissante qu'elle n'est pas même tolérée. Vous pouvez sortir dans Rome à toutes les heures du jour et de la nuit, ni vos yeux ni vos oreilles ne seront offensés. Rome est la seule ville au monde où le scandale ne s'affiche pas. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait point de mal, tant s'en faut. Il y en a beaucoup. Mais on peut affirmer qu'il y en a moins qu'à Naples, Florence, Venise, Londres, Vienne et Paris. Tandis qu'à Vienne, à Londres et à Paris, les naissances illégitimes sont à la proportion d'un tiers, à Rome elles sont à la proportion d'un cinquième. Notez que Rome est une des capitales où les étrangers abondent le plus.

Mais, reprend M. About, *autant la police a d'indulgence pour le vice, autant elle est sévère pour le*

scandale. Elle ne permet aux femmes de se conduire légérement que si elles sont abritées par la responsabilité du mari. On dirait que M. About est d'un pays où l'adultère est inconnu. Je le trouverais bien habile s'il pouvait me dire sur quelle proportion les délits cachés l'emportent à Rome. S'il l'ignore, pourquoi en parle-t-il?

Aussi, dit-il en terminant, *malgré les soins donnés à l'éducation religieuse, les sermons, les bons livres, les spectacles édifiants, la loterie et tant de belles choses, la foi s'en va..... L'esprit d'opposition s'appelle athéisme quand les Tuileries s'appellent le Vatican.* Oui, vraiment! la preuve que la foi s'en va, c'est que le peuple demeure fidèle au Pape, c'est que Viterbe, Velletri, Macérata, Fermo, Ancône obéissent à ses ordres, bien qu'il n'y ait dans leurs murs ni des Français ni des Autrichiens pour les y contraindre. Si on ne se révolte pas, c'est qu'on aime le Pape, c'est qu'on redoute les peines ecclésiastiques, c'est qu'on a la foi. Même dans la Romagne, ce n'est pas le peuple, le vrai peuple qui a fait la révolution. Les paysans n'ont pas bougé de chez eux et Garibaldi n'a pu enrôler à Bologne que 500 hommes. Que le peuple romain ait la foi, qu'il ait même beaucoup de foi, son attitude dans les Eglises, son air pénétré dans les cérémonies, le respect qu'il a pour les prêtres et pour le Pape, le prouvent.

L'année dernière, au mois d'août, j'acquis une fois de plus la preuve que les Romains ont la foi. C'était le jour de saint Laurent et la fête du grand martyr de Rome. Tout chômait, les bureaux, les

écoles, les ateliers. La foule remplissait les chemins et faisait le pélérinage des églises consacrées au saint lévite. Le peuple qui n'avait oublié aucun des traits de sa vie, suivait les traces de son martyre. A Saint-Laurent-*in-Lucina*, il visitait le gril où son corps fut étendu, à Saint-Laurent-*in-Fonte* l'endroit où le martyr fit jaillir une eau miraculeuse qui servit au baptême de saint Hippolyte, à Saint-Laurent-*in-Paneperna* le lieu où il expira au milieu d'affreux tourments. Mais là où la foule se portait avec le plus d'empressement, c'était Saint-Laurent-hors-les-murs et le Quirinal. Une longue file de pélerins se déroulait de la porte Tiburtine à l'antique Basilique, où le martyr dort son sommeil de paix. Son tombeau était environné de peuple. Il fallait attendre longtemps pour entrer dans la crypte. De là on montait au sanctuaire où l'on garde la pierre rougeâtre qui reçut le corps du lévite. Le peuple admirait tout, comprenait tout et montrait une foi digne des jours anciens. Enfin, je revins au milieu des groupes au Quirinal, où l'on vénère la tête du martyr. Ce fut avec beaucoup de peine que j'arrivai au long corridor qui mène à la chapelle du Sacriste. Les avenues étaient encombrées de peuple. Mais peu-à-peu j'atteins la porte de la chapelle, j'entre et je vois sur l'autel une tête noire et calcinée par le feu. Les os étaient encore recouverts d'une peau sombre que la flamme avait desséchée. Les yeux sortis de leur orbite, avaient coulé sur les joues comme deux grosses larmes. La lèvre, que d'horribles souffrances avaient soulevée, laissait entre-

voir des dents encore blanches. Toute ma vie je me souviendrai de cette tête. Elle parle. Cette bouche semble s'ouvrir pour dire les angoisses du martyr. J'étais ému, je frémissais. Le peuple qui m'environnait était, ainsi que moi, ému, touché, attendri par la grandeur du spectacle. Il tombait à genou, il priait. On voyait des larmes dans tous les yeux. Hommes, femmes, enfants, s'approchaient, touchaient le cristal de leurs doigts et les portaient aux lèvres pour les baiser, et je me disais : voilà un peuple vraiment chrétien, un peuple qui a la foi, qui se souvient de ses origines et de sa gloire.

CHAPITRE XVII.

OCCUPATION ÉTRANGÈRE

Albano, le 20 octobre.

Depuis dix ans l'Etat-Romain est gardé par les Etrangers. C'est là un état anormal sans doute, qui ne peut durer longtemps, qui présente des dangers pour l'indépendance du pouvoir spirituel et peut compromettre l'avenir. Mais à qui la faute?

Le Pape, dit M. About, *est aimé et vénéré dans tous les Etats catholiques, excepté dans le sien.* C'est là une grande erreur. On aime le Pape à Ancône, à Viterbe, à Spolète, à Pésaro, à Macérata. La preuve, c'est que le peuple ne se révolte pas, quand il pourrait si bien le faire. Mais, d'un autre côté, il est des pays catholiques où le Pape n'est pas aimé et vénéré au point que veut le dire M. About. Voyez les journaux de Gênes et de Turin, entendez les discours prononcés dans les Chambres sardes, lisez les Protocoles de M. de Cavour et vous saurez me dire si le Pape est aimé et vénéré en Piémont. Là est le mal, là est la cause de l'occupation étrangère,

Car, enfin, c'est du Piémont que sont partis depuis dix ans tous les coups portés au pouvoir temporel du Pape, c'est de là qu'on a soufflé l'esprit de révolte ; c'est du Piémont que sont venus les commissaires-agitateurs de la Romagne, c'est du Piémont que Garibaldi est accouru avec ses cadres et ses officiers pour tenir garnison dans Bologne et se défendre contre les troupes du Pape.

Depuis dix ans, le Piémont convoite les Légations et comme le Pape n'a pas assez de soldats pour se défendre, il implore le secours des puissances catholiques, de la même manière que le Piémont lui-même implora le secours de la France pour résister aux aggressions de l'Autriche. Si le Piémont a bien agi en s'appuyant sur l'Etranger, je voudrais savoir pourquoi le Pape fait mal en appelant à sa défense les Autrichiens et les Français.

Mais cette politique est vieille en Europe. Les plus grands Etats ne dédaignent pas dans l'occasion d'invoquer l'appui de l'Etranger. Voyez l'Autriche. Ne s'est-elle pas appuyée sur les Russes pour étouffer l'insurrection de la Hongrie qui allait triompher et peut-être emporter la monarchie? L'Espagne n'a-t-elle pas prié les Français et les Anglais de venir l'aider à disperser les bandes populaires de Don Carlos ? Le Portugal et les autres Etats de l'Europe n'ont-ils pas à tour de rôle imploré le secours de l'Etranger? Pourquoi ne le leur reproche-t-on pas aussi, ou Rome a-t-elle le privilége de faire toujours mal ?

Cependant, s'il est en Europe un Etat qui puisse à bon droit s'appuyer sur l'Etranger, c'est Rome. Elle est la patrie de tous les peuples, de tous les catholiques du moins, et combattre pour Rome c'est combattre pour sa patrie. Rome n'appartient pas au Pape seul, Elle est aussi la propriété de tous les catholiques et lorsque Français et Autrichiens défendent Rome, ils combattent pour une ville et un Etat qui leur appartient d'une certaine manière.

Voudrait-on qu'il y eut à Rome un Pape captif, opprimé par les factions, subissant la loi de tel ou tel prince, de tel ou tel peuple? Lui obéirait-on aussi aisément si on le savait dominé par le roi du Piémont ou les révolutionnaires? Certes non. Voilà pourquoi les Etrangers interviennent. Avant qu'il y eut des rois de Piémont, les Etrangers venaient occuper Rome et personne ne le trouvait mauvais. Si M. About avait vécu au temps de Pépin et de Charlemagne, il eut pu donner ses conseils à ces deux princes et les détourner du voyage de Rome, afin qu'il n'y eut pas de précédents fâcheux. Aujourd'hui, le pli est pris et chaque fois que la révolution ou les princes voisins souffleront la discorde dans les Etats-Romains, les Français, les Autrichiens, les Espagnols interviendront pourvu qu'ils écoutent la voix de leur intérêt particulier.

Rome est la patrie des arts et de la civilisation. Là sont réunis les restes de l'art antique, les chefs-d'œuvre de l'art moderne, des toiles, des marbres,

des mosaïques, des fresques sans nombre. Rome conserve religieusement les traces des anciens Romains, leurs grands ouvrages, leurs ruines et les Papes en sont comme les gardiens. Souffrir que d'autres vandales viennent s'implanter à Rome pour disperser tant de chefs-d'œuvre et ravir ces tableaux et ces statues, c'est permettre la ruine de la civilisation, c'est revenir au cahos et à la barbarie. Les nations de l'Europe ne peuvent le tolérer. L'avenir des races chrétiennes et celui de l'humanité sont intéressés à la conservation de Rome.

Enfin, Rome est un pays neutre. Les traités de Vienne et les traités antérieurs ont consacré ce principe. Par conséquent, le Pape ne peut faire la guerre à personne et personne ne peut l'attaquer. Si une puissance déloyale, si un voisin ambitieux veut démembrer son état, il viole à la fois le territoire Pontifical et le droit public de l'Europe. Tous les souverains ont le droit de se croire offensés et peuvent légitimement s'armer pour défendre Rome et l'occuper. Est-ce là un bien grand mal? Est-ce une injure que l'on fait au peuple romain et un malheur dont les sujets du Pape doivent s'alarmer?

Nous avons à nos portes un pays neutre, la Belgique. Si la Hollande ou la Prusse l'envahissaient, nous volerions à sa défense, nous occuperions ses ports et ses citadelles, nous garantirions ainsi l'intégrité de son territoire et la vie des citoyens. Or, croyez-vous, M. About, qu'il faudrait s'en inquiéter, croyez-vous que les Belges nous garderaient rancune pour les avoir ainsi défendus et protégés?

Mais, l'occupation étrangère a des inconvénients. Elle en a à Rome, elle en a partout. La paix, l'insouciance valent mieux sans doute qu'un état de guerre et des alarmes perpétuelles. Mais enfin, il vaut mieux être gardé par des étrangers qu'être livré en proie à l'anarchie et à la révolution. Voilà pourquoi l'occupation étrangère a ses charmes.

CHAPITRE XVIII.

LE PAPE A DES SOLDATS.

Albano, 23 octobre 1869.

En politique, comme en géologie, en médecine, comme dans les autres sciences, il faut aller en tâtonnant, être lent à se prononcer, n'émettre qu'avec beaucoup de prudence et de réserve des principes généraux, sans quoi, un petit fait, la moindre découverte vient abattre l'échafaudage de principes et de raisonnements que vous aviez élevé.

La chose vient d'arriver à M. About. *Le Pape*, disait-il, *n'aura jamais de soldats. Les soldats du Pape! Ah! fi! Ces deux mots hurlent d'être ensemble.* Mais, tout doux! il me semble que vous faites une méprise. Avant d'avancer les raisons pour lesquelles suivant vous, le Pape n'aura jamais de soldats, ne convenait-il pas de voir si en réalité le Pape n'a pas de soldats? Si, par cas, il en avait, la méprise serait un peu forte. *Non*, reprend M. About, *je vous dis que le Pape n'a pas de soldats. La preuve, c'est qu'il n'en a point. Le roi de Naples a une bonne armée. Le grand-duc de Toscane s'en est fait une qui le defend*

et lui suffit ; mais le Pape n'a pas de soldats. Or, le grand-duc de Toscane avait une armée si fidèle, qu'au mois de juin dernier, s'étant présenté devant elle pour lui demander s'il pouvait compter sur son dévouement, un silence glacial fut la réponse qu'on lui fit. En homme prudent, le grand-duc comprit que cette armée ne lui suffisait pas, et qu'il fallait partir. Il partit, de quoi les hommes sensés le louèrent. Il valait bien la peine, M. About, de vanter l'armée toscane. Si le Pape avait eu des soldats pareils, la révolution serait aujourd'hui maîtresse d'Ancône, de Spolète et de Perouse. Heureusement son armée valait mieux, et quand les soldats toscans trahissaient leurs serments, les soldats du Pape prenaient Perouse d'assaut, défendaient Ancône et Pesaro. Ils auraient déjà pris Bologne, Ravenne et Ferrare, si Garibaldi, avec ses Lombards et ses Piémontais, n'était intervenu. C'est là preuve que le Pape a des soldats; car, enfin, on ne prend pas des villes d'assaut, on ne les garde pas, lorsqu'on est désarmé.

Le Pape a 5,000 carabiniers, sur lesquels il peut compter; il a encore les 2,000 hommes qui prirent Perouse sur 6,000 Toscans et plus; il a enfin 1,000 artilleurs d'une fidélité éprouvée, et les braves réunis à Ancône et Pesaro. C'est là une petite armée. Pourquoi dire que le Pape n'a pas de soldats, quand il en a effectivement? Pourquoi? C'est qu'on veut se donner les allures d'un capitaine instructeur et parler au Pape du ton d'un homme qui aurait bataillé toute sa vie, organisé dix armées, remporté

quinze victoires. M. About donne des conseils comme pourraient le faire le maréchal Niel ou le brave général de Goyon. Or, quels sont les conseils qu'il donne et quels moyens suggère-t-il au Pape? Ecoutez : la conscription, de gros appointements, l'honneur, la guerre enfin!

La conscription! Malheureusement les Italiens ne peuvent la souffrir. L'hiver dernier, la conscription décrétée par l'Autriche mit le comble aux mécontentements des Lombards. Si les Italiens vomirent des imprécations contre Napoléon et s'ils reçurent les Autrichiens comme des libérateurs, c'est la conscription qui les avait mis de si mauvaise humeur. La conscription n'est pas goûtée davantage en Angleterre et dans les autres Etats de l'Europe, qui recrutent leurs armées comme ils peuvent, et puis viennent dire au Pape : *Pourquoi très-saint Père, n'avez-vous pas établi la conscription dans vos Etats?* A quoi, le Pape répond avec beaucoup de de douceur : *Mes enfants, établissez-la d'abord chez vous, et j'imiterai votre exemple.*

En France, il est vrai, la conscription a pris. On ne crie pas trop fort, et le peuple s'y est fait. Voulez-vous en savoir la raison? C'est que la France est, avant tout, une nation guerrière. Il est de l'essence d'un Français d'aimer la guerre. L'amour de la guerre est tellement dans le sang des Français, qu'ils languiraient et s'ennuieraient à mourir, s'il n'y avait pas toujours quelque petite guerre, des bulletins et des victoires, pour les distraire et les occuper. Mais un pays essentiellement agricole

comme l'Etat romain, un peuple de laboureurs qui ne trouve sa fortune que dans les produits des champs, ne pourra jamais se faire à la conscription. Quand un laboureur verra l'Etat lui enlever ses enfants les plus robustes et les mieux doués pour le travail, il poussera des gémissements, il maudira de toute son âme la conscription.

Si on tentait d'introduire par force la conscription, savez-vous ce qui adviendrait? On aurait des réfractaires et des déserteurs qui se réfugieraient dans les montagnes, vivraient de vol et de pillage, comme aux temps du premier Empire, et feraient revivre ces bandits de Frosinone et de Piperno, qui dévalisaient les diligences, assassinaient les voyageurs et se riaient des gendarmes. On a eu plusieurs fois la pensée d'établir la conscription; mais comme à Rome on pense beaucoup avant d'agir, on a discuté les raisons pour et contre, et l'on a conclu qu'il fallait laisser les choses comme elles sont et se passer de la conscription. L'armée se recrute donc comme en Angleterre et en Autriche, comme autrefois en France. Nos anciens soldats ne valaient pas grand'chose, d'après M. About. Mais quand on a gagné les batailles de Fontenay, de Denain, des Dunes et les autres, on est au-dessus du blâme et des éloges de M. About.

L'armée n'est pas assez payée. Payez bien, et vous aurez de bons soldats. Le prélat à qui M. About donnait ce conseil, lui fit, à mon avis, une réponse péremptoire. Il lui dit que les prétoriens étaient bien payés et que cependant ils se révoltaient sou-

vent. M. About n'oppose rien qui vaille à cette formidable objection. Au reste, le gouvernement pontifical n'est pas assez riche pour bien payer les soldats. Quand les employés civils ont un traitement assez mince, faudrait il que l'armée absorbât tout le budget, dans un pays où l'on ne devrait pas même avoir besoin de soldats?

Un mobile excellent pour l'armée, c'est l'honneur. M. About voudrait que le Pape l'inoculât à son armée. C'est là la difficulté. Croit-on qu'il soit bien facile d'inspirer à une armée, à un peuple le sentiment de l'honneur, quand l'honneur, comme on l'entend en France, est un produit de notre pays seulement. Partout ailleurs, l'honneur est une plante exotique. Allez transplanter à Paris l'oranger ou l'olivier; essayez aussi de transplanter l'honneur français en Italie et en Angleterre, vous perdrez votre temps. Vous ferez rire les Italiens, si vous leur dites que l'honneur doit être le mobile des soldats. Ils vous répondront que leurs mobiles, à eux, c'est la défense du pays et de l'ordre, l'amour qu'ils portent au souverain et la récompense qu'ils recevront, mobiles qui firent faire aux soldats de l'ancienne Rome tant de grandes choses. Mais l'honneur! allons donc! vous ne connaissez pas les Italiens. Tous ceux qui les ont vus de près savent que, malgré leur inconstance apparente, ce sont les plus positifs de tous les hommes. Ne leur parlez donc pas d'honneur, ils riraient.

Quelques Romains vinrent un jour visiter le tombeau élevé aux héros français tombés sous les murs

de Rome. Ils lurent ces mots gravés sur le marbre : HONNEUR ET PATRIE ! Les bons Romains critiquèrent cette inscription ; ils disaient : *L'honneur ! Ils sont morts, que leur importe ?* sono morti ! *et leur patrie est au ciel !* Ces paroles peignent les Italiens. Donnez-leur ensuite pour mobile l'honneur français !

M. About termine le chapitre par un conseil qui a des apparences de raison. Il voudrait que le Pape envoyât quelques-uns de ses soldats en Algérie, combattre à côté de nos braves. Les soldats du Pape figurèrent à la bataille de Lépante et aux Croisades ; ils y acquirent même quelque gloire. Ils pourraient donc s'unir aux nôtres pour repousser les Maures et humilier le croissant. Le but serait sans doute louable, et ces braves étant revenus à Rome, s'y feraient très-bien respecter. Mais, n'y aurait-il pas à ce projet quelques petits inconvénients ? Le mal ne dépasserait-il pas les avantages ? Si les soldats romains prenaient les idées françaises, ce ne serait pas un grand mal. Non ; les idées vraiment françaises ne sont pas dangereuses. Mais enfin, ne pourrait-il pas se faire que les pontificaux fussent tous les jours en butte aux traits des soldats français, que dix fois par jour on leur reprochât d'obéir aux prêtres, de se laisser commander par des prêtres ; qu'enfin, ces bons soldats finissent par se pénétrer de cette idée, et qu'un beau jour toute l'armée pontificale crût faire un acte admirable en imitant l'armée du grand-duc et en gardant le silence quand on lui demanderait si le Saint-Père peut compter sur son dévouement et sa fidélité ?

J'y vois un autre inconvénient. Les Italiens et les Romains surtout ne peuvent supporter l'éloignement de la patrie. Pourront-ils vivre dans un pays où ils ne trouveront personne parlant leur langue, sous un climat de feu, dans une terre désolée ? Si la nostalgie a fait périr tant de Français, épargnera-t-elle les pontificaux ?

Ce sont là des rêves, des théories, de belles imaginations et rien de plus.

CHAPITRE XIX.

LES INTÉRÊTS MATÉRIELS.

Albano, le 29 octobre 1859.

Il est bien difficile à celui qui écrit de ne pas se laisser dominer par son sujet, pour peu qu'il sente les choses. Si on traite un grand sujet, si on parle de la gloire, du génie ou de la vertu, les paroles, les images, les idées se pressent sous la plume de l'écrivain ; il vous intéresse, il vous attache, il vous anime. Mais, d'un autre côté, quand on traite un sujet humble et modeste, le style languit, les images font défaut et les idées manquent; en un mot, il est impossible de parler avec esprit des intérêts matériels. Le sujet déteint sur le style. M. About aurait dû mettre en pratique le bon conseil que donne Horace à l'écrivain :

Et quæ
Desperat tractata nitescere posse, relinquit.

Il aurait pu d'autant mieux le faire, que tout ce qu'il expose au chapitre XIX est une longue et monotone répétition de ce qu'il a dit précédemment. Le lecteur n'aurait rien perdu si on avait tout-à-fait supprimé le chapitre. Mais l'écrivain y eût

perdu peut-être. Voilà qui explique tout, même ce qu'il y a de lourd et de pesant dans le chapitre. On voit un homme qui s'épuise en efforts impuissants pour trouver quelque chose de neuf, d'acéré ou de mordant; un homme qui sent que son sac est vide, et le fouille en vain pour en tirer quelque chose. Il n'en peût rien sortir.

Il n'y a pas d'industrie à Rome, s'écrie-t-il; la faute en est aux papes, qui ne savent pas l'encourager et ne donnent pas de primes. Mais Rome est une ville industrieuse. M. About n'a visité le Trastévère que le dimanche au soir. S'il eût parcouru ce bruyant quartier un autre jour et qu'il eût vu à l'œuvre cette population industrieuse, il se serait convaincu qu'il ne faut pas aller loin de Rome pour trouver quelque essai d'industrie. L'industrie est très-developpée dans les Etats-Pontificaux. M. de Tournon rendait hommage, il y a cinquante ans, à l'industrie romaine, et depuis, elle a fait les plus grands progrès. Rome se suffirait à elle-même, n'était les objets de luxe, de toilette et de mode, les chapeaux, les gants glacés et les crinolines, qui nous viennent de Paris.

Le commerce ne va pas sans capitaux, répète M. About. J'ai prouvé ailleurs que les capitaux affluent à Rome. Puis, il blâme le triste état des routes, oubliant qu'en France même on n'en a pas de meilleures. Si le pain et le vin changent de prix suivant les localités, on ne doit pas s'en étonner. Il en est ainsi en France où chaque marché de blé a sa mercuriale.

La seconde ville de l'Etat pontifical, Bologne, est en communication rapide avec tout l'univers, excepté avec Rome. Les lettres de Paris y arrivent quelques heures avant celles de Rome. Les chemins de fer produisent cette merveille. Si la ligne de Rome à Bologne n'est pas encore achevée, ce n'est pas la faute du Pape, qui, depuis longtemps, l'a cédée. Ce n'est pas même la faute de M. Mirès. Quant à la gare, soyez bien sûr, M. About, que si le Pape a fait des difficultés, ce n'était pas dans la crainte qu'on ne traversât les propriétés des Lazaristes ou qu'on ne supprimât le couvent fondé par la princesse de Bauffrémont : ce couvent n'existant plus à Rome depuis longtemps, on n'a pu s'empêcher de rire en vous lisant. Le Pape, je l'avoue, a fait des difficultés ; voulez-vous savoir pourquoi ? Il n'a voulu sacrifier ni la Basilique de Constantin, ni la Voie-Sacrée, ni l'aspect général du Forum. Tous les amis des arts et de la science lui en gardent une reconnaissance infinie. M. About est le seul homme qui blâme, qui condamne, qui ose dire à l'Europe entière : « La construction d'une gare dans Rome a soulevé des difficultés comiques. »

Voici une preuve sans réplique de l'état florissant du commerce. Plus un pays a de navires, et plus le commerce est animé. Or, si nous comparons la marine marchande de l'Etat pontifical à celle de la France, nous trouverons que la proportion est la même, à peu de chose près. La France, sur une population de 36,039,364 hommes, possède 12,724 navires, jaugeant ensemble 995,996 tonneaux, et

l'Etat pontifical, sur une population de 3,124,668 hommes, possède 1,715 navires jaugeant ensemble 106,589 tonneaux.

M. About se trompe, quand il ose affirmer qu'à Rome, il n'y a ni industrie, ni commerce ; sera-t-il plus heureux dans ses appréciations sur l'agriculture ?

De l'avis de tous les voyageurs, il est peu de pays au monde où l'agriculture soit aussi florissante. Il en est peu aussi où elle soit autant encouragée. Le Pape donne des primes et des médailles. Il lui arrive de prendre ombrage de quelques sociétés qui s'étaient formées pour la défense des intérêts agricoles. On les avait approuvées dans la pensée qu'elles allaient s'occuper uniquement du blé, de la vigne, de l'oïdium, de la maladie des pommes de terre; mais l'on eut de vrais *carbonari* et des conspirateurs organisés pour toute autre chose que pour l'agriculture. Le gouvernement prit l'alarme. Qui oserait lui en faire un crime? Il lui est peut-être arrivé parfois de confondre les innocents avec les coupables, mais on l'excuse; car s'il avait cette confiance que M. About lui prêche, on l'en ferait bientôt repentir.

Les encouragements donnés à l'agriculture amènent tout naturellement M. About à nous parler de l'impôt. L'impôt est aussi doux que possible. L'Etat romain est, après la Suisse, le pays le moins imposé de toute l'Europe. *Pourtant*, dit M. About, *un statisticien d'un talent et d'une loyauté incontestable a prouvé que, dans la commune de Bologne, les propriétés*

les rurales paient 160 fr. d'impôts par 100 fr. de rente imposable. Ainsi, le fisc mord chaque année un petit morceau du capital. Mais d'où vient que l'impôt foncier ne s'élève pourtant qu'à trois millions et demi d'écus? Si M. About disait vrai, il n'y aurait plus de propriétaires à Bologne. La terre, les villas, les maisons appartiendraient à l'Etat depuis longtemps. Quand on est en train de calomnier, on doit au moins avancer des faits vraisemblables.

Mais, peut-on nier que le gouvernement romain frappe un impôt très-lourd sur les blés qu'on exporte? Non, assurément; voudriez-vous que le Pape exposât le peuple à mourir de faim? La vie de tout un peuple est préférable à la fortune que peuvent faire les marchands de campagne, qui n'ont pas l'âme très-tendre, puisqu'ils nourrissent leurs moissonneurs, M. About le dit, avec du pain, de l'eau et du fromage. Avec quoi nourriraient-ils le peuple romain, s'ils étaient les maîtres d'exporter tout le blé qu'ils récoltent? Au reste, n'allez pas croire qu'avec toutes ces lois prohibitives, nos marchands de campagne soient de pauvres diables ruinés comme on l'était autrefois en France par

les impôts,
le créancier et la corvée.

Vous seriez dans la plus grande de toutes les illusions. Les marchands de campagne s'enrichissent tous au bout de quelques années. Ce sont après les princes, les plus belles fortunes de Rome. Les marchands de campagne ont des équipages, des hôtels, une domesticité nombreuse. C'est la preuve qu'ils

ne sont pas ruinés par les droits d'exportation. Cependant il est bon de noter que les droits ne sont élevés que pour les céréales. Ils sont très-minimes pour les autres produits. Si on les compare à ceux de France et du Piémont, on y trouve une différence énorme toute à l'avantage de Rome.

En 1855, la vigne était malade partout. Les gouvernements laïques soulageaient à qui mieux mieux les malheureux propriétaires. Le cardinal Antonelli profita de l'occasion pour frapper la vigne d'un impôt de dix-huit cent mille francs. Il y a huit ans que la vigne est malade, pourquoi M. About va-t-il s'arrêter seulement à l'année 1855? Je l'avoue, le cardinal Antonelli n'a pas diminué l'impôt. Il lui fallait servir les intérêts des sommes empruntées pour payer les dettes de la révolution. J'ai cru un moment sur la foi de M. About que les gouvernements laïques soulageaient à qui mieux mieux les malheureux propriétaires. Je m'en suis réjoui pour un de mes amis qui a toutes ses vignes malades depuis 8 ans et j'ai mis aussitôt la main à la plume pour le féliciter. Il m'a fait la réponse suivante :

« Je viens de recevoir votre lettre, mon cher ami, et je vous sais gré des bons sentiments que vous m'exprimez. Si le gouvernement s'intéressait autant que vous à mon vin et à mes vignes, j'aurais déjà touché une forte indemnité. Que dis-je indemnité? J'aurais été content qu'on m'eut fait grâce du tiers de mon impôt. Mais je paie un peu plus maintenant qu'autrefois. Car, on vient d'établir un nouvel impôt pour les chiens qui gardent mes vignes. Je

termine par une profession de foi orthodoxe en fait d'impôt. Je crois et je confesse que dans tous les pays du monde, et sous tous les gouvernements, qu'ils soient laïcs ou ecclésiastiques, l'impôt monte et ne descend jamais. — Adieu. »

M. About se plaint ensuite qu'à Rome le produit brut de la fortune territoriale ne s'élève qu'au 10 pour cent et le produit net au cinq et au six pour cent. Rome a cela de commun avec les plus riches Etats de l'Europe. En France, le produit net de la terre n'est guère que du trois ou du quatre pour cent et si l'Etat romain donne le cinq et le six pour cent, j'y vois la preuve que l'Etat romain n'est pas si mal administré.

Mais, laissons de côté ces questions de détail et abordons avec M. About la grande question de la campagne romaine. Il reconnaît tout ce que firent pour cultiver cette campagne et assainir l'air, Pie VII et Pie VI, qui *mériteraient,* dit-il, *des statues.* Ces deux Papes reculaient, chaque année, les limites de la culture et de la civilisation. Mais leurs successeurs ne purent imiter leur exemple. Ils durent s'arrêter après avoir fait des dépenses énormes. Car, la grande difficulté c'est de créer des centres d'habitation au milieu de cette campagne romaine qu'on voudrait défricher. Or, la chose est impossible. Une ou deux nuits passées au milieu de cette campagne au temps de la moisson ou de la vendange, il n'en faut pas davantage pour être empoisonné par la fièvre. Quand les moissonneurs se couchent à terre pour se délasser, il en est tou-

jours sur le nombre qui ne se relèvent plus. Que d'hommes, que de familles ont été victimes des efforts tentés pour assainir la campagne romaine. L'or y fut prodigué. Mais à la fin on se lassa de sacrifier inutilement de l'or et des hommes.

M. About qui s'amuse de tout, rit aussi de la *malaria*. D'après lui, les prélats disent que le pays est malsain parce qu'il est inculte et inculte parce qu'il est malsain. Il peut y avoir là quelque esprit, mais, assurément, il y a peu de raison. Car Rome a toujours été sous une atmosphère fiévreuse. Aux temps des anciens romains comme aujourd'hui, la fièvre régnait dans la campagne de Rome. Je passerais pour un homme érudit si je voulais citer les poètes et les orateurs latins qui parlent de cette fièvre. Je me contenterai de vous renvoyer à M. de Tournon qui disserte fort longuement sur la nature de la *malaria* et confesse qu'elle est produite par la qualité du sol et les rayons du soleil. Ce n'est donc pas au Pape qu'il faut s'en prendre de cette fièvre, mais plutôt à la terre, à la nature, à celui qui en partageant aux divers pays du monde les avantages et les inconvénients, ne s'est pas montré favorable à la campagne romaine.

On pourrait blâmer les Papes si la campagne romaine était aride. Mais les Papes y encouragent de toutes les manières l'agriculture et on la cultive du mieux qu'on peut. On y fait du blé tous les trois ans. Dans l'intervalle, on laisse reposer la terre pour ne pas l'épuiser par une culture forcée, et on y crée des prairies. Les troupeaux y paissent à l'aise et y

déposent un engrais vigoureux. Si on faisait autrement, la mauvaise qualité du blé qu'on retirerait, couvrirait à peine les frais de culture. Plusieurs siècles d'experience ont appris aux propriétaires de la campagne romaine à cultiver ainsi leurs terres. Ils changeront d'avis du moment seulement où M. About leur aura prouvé qu'ils se trompent.

Si les propriétaires lui disent que la terre ainsi cultivée leur rend le cinq pour cent, *considérez*, leur répond M. About, *que ce n'est pas le revenu net, mais le revenu brut qui fait la richesse d'un pays. Huit mille écus se sont dispersés dans les poches de* 1000 *ou* 1500 *pauvres diables qui en avaient bien besoin. Le pâturage, au contraire, ne profite qu'à trois personnes, le propriétaire, l'éleveur et le berger*. Pardon, le pâturage profite à un plus grand nombre, il profite à tous les consommateurs. S'il n'y avait pas autour de Rome de grandes terres où paissent les troupeaux, on ne vendrait pas à si bas prix la chair de bœuf, d'agneau et de veau. Il faut donc en conclure que le pâturage profite à d'autres que le propriétaire, l'éleveur et le berger.

Il serait aussi facile de repousser les accusations que M. About fait peser sur quelques moines peu habiles en agriculture, s'il faut l'en croire. Malheureusement j'ignore leur nom, je ne connais pas davantage la qualité du terrain ni le ruisseau qui faisait peur à ces bons moines. Le temps est trop mauvais et les pluies trop abondantes pour que je puisse aller vérifier les faits sur place. Mais je suis persuadé que les frati auraient à tout des

réponses excellentes et sans dépasser les bornes d'une espérance légitime, je crois qu'ils assaisonneraient leur discours de traits charmants à l'adresse de M. About. Peut-être même ils diraient à ses lecteurs avec La Fontaine :

L'ouvrier vous a déçus
Il avait liberté de feindre,
A plus forte raison nous aurions le dessus,
Si *nos* confrères savaient peindre.

CHAPITRE XX.

LES FINANCES.

Albano, 30 octobre.

De tout temps, les finances ont tenté la cupidité des hommes. Il faut à qui les administre un grand fond de religion ou d'honnêteté naturelle pour ne pas y toucher. Cette tentation est si forte qu'elle se communique même aux chiffres qui représentent les finances. Quant on les groupe, il est difficile d'être exact. On les augmente, on les abaisse à volonté. On les tire d'ici et de là pour leur faire prouver tout ce que l'on veut. M. About et son confrère M. le marquis Pépoli ont connu cette tentation. Chose triste à dire! ils y ont consenti. Ils ont groupé au hasard leurs chiffres, ils ont fait des additions, des soustractions arbitraires, et des suppositions que je dirais bien volontiers gratuites, si M. About n'avait reçu de Méline, Cans et compagnie une forte somme pour calculer si mal. Quant ils ont formé avec leurs chiffres un fantôme de budget pontifical, ils disent aux lecteurs d'un air assuré : voyez donc comme les Papes administrent mal. N'est-ce pas

que des laïques comme nous auraient bientôt mis en meilleur état les finances pontificales?

M. About est un habile financier, ce chapitre le prouve. Pour moi qui n'ai pas son talent, je ne puis traiter en général des finances pontificales. Je ne voudrais pas même démontrer *ex professo* qu'elles sont plus florissantes que celles du Piémont. Je m'embrouillerais très-certainement. D'un autre côté, semer quelques chiffres dans un chapitre et intituler cela : finances, je ne puis m'y résoudre ; j'ai trop de respect pour mon lecteur. M. About peut le faire impunément. Il est trop bien placé dans l'opinion publique pour en être déconsidéré. Je me bornerai donc à relever les légères inexactitudes qui lui sont échappées.

Mais avant d'aborder les chiffres et craignant d'être distrait par des digressions qui pourraient troubler nos opérations financières, je veux traiter avec M. About une question de personne. Il parle bien légèrement, à mon avis, d'un homme que la France et l'Empereur, Rome et le Pape estimèrent, une de nos gloires dans la diplomatie, M. de Rayneval. A la fin du chapitre, ce nom illustre est accolé à celui de Soulouque. Dans l'opinion des gens sensés, la gloire de M. de Rayneval n'en sera pas ternie ; au contraire. Une longue vie épuisée au service de la France ne peut être flétrie par les phrases inconvenantes du premier venu. Ce qui m'étonne c'est de voir un écrivain français attaquer un homme qui ne peut plus se défendre contre des attaques injustes. Il fallait, M. About, vous déchaî-

ner contre M. de Rayneval quand il pouvait vous atteindre. Pourquoi attaquer les morts ? Paix aux morts !

M. de Rayneval avait dit avec la statistique des Etats romains que les sujets du Pape paient un impôt foncier qui revient à 9 fr. par tête. M. About le nie. Avec une bonne foi qui l'honore, il cite le chiffre de 70 millions, total du budget pontifical. De grâce, M. About, ménagez-nous un peu. Ne nous écrasez pas par des réponses aussi concluantes. C'est de l'impôt foncier qu'il s'agit. Cet impôt qui est de 3,551,617 écus, réparti sur trois millions 124,668 individus, revient à 9 francs par tête. Vous avez tout confondu, l'impôt foncier, les douanes, la loterie, et tout le reste du budget pontifical !

Mais, reprend notre financier, *la modicité des impôts ne consiste pas dans tel ou tel chiffre. Elle résulte du rapport entre les revenus de la nation et les prélèvements annuels opérés par l'Etat.* C'est fort bien dit. Il faut donc voir si l'impôt est à Rome en rapport avec le revenu. Le revenu est de deux sortes : celui de la terre et celui du commerce. Comparons donc Rome et le Piémont, et voyons à l'honneur de qui est la différence.

En Piémont, le mouvement commercial est plus animé qu'à Rome ; mais il faut noter que les importations sont plus fortes que les exportations. L'année dernière, la différence fut de 86 millions. C'est autant de perdu pour la nation. Par l'importation, on le sait, l'argent s'en va et le pays s'appauvrit. A Rome, le chiffre des importations et celui des expor

tations se balancent. Ainsi, le commerce n'appauvrit pas les Romains. Quant à l'agriculture, l'Etat-Romain produit 416,413,000 fr., et le Piémont 525,176,262 fr. ; mais comme la population du Piémont est plus forte presque du double, il s'en suit que l'Etat romain est plus riche, proportions gardées. Cependant à Rome, l'impôt foncier est de 20 millions environ, et en Piémont, il atteint le chiffre énorme de 65 millions. Qu'on juge par là si M. About est fondé à venir nous dire *que la modicité des impôts ne consiste pas dans tel ou tel chiffre.*

M. About se détourne un moment de la question du budget pontifical pour nous apprendre comment les choses se passent à Bologne. Il nous dit que dans cette ville, un bien de ville ne paie que le deux pour cent, et un bien rural le six pour cent; qu'il y a dans Bologne un palais qui ne paie qu'un impôt de 452 fr., tandis qu'à côté une petite maison en paie 250 ; que dans la province de Bologne on paie 60 mille francs de plus que dans celle de Milan; qu'enfin à Bologne, un candidat honorable et solvable (un ami sans doute de M. About) avait fait au Pape ses offres de service pour faire rentrer l'impôt moyennant une remise de un et demi pour cent; mais qu'on lui préféra, on ne sait pour quelle raison, le comte Mattei, lequel fait rentrer l'impôt avec une remise de deux pour cent. Ce sont là des commérages de province. Pour voir si les choses sont comme on le dit, il faudrait aller vérifier les faits sur place, M. About nous ayant habitués à ne pas le croire toujours sur parole; mais dans l'état où se

trouvent les Romagnes, je ne le conseillerais à personne. Le mieux, suivant moi, c'est de laisser de côté tous ces détails pour nous occuper des finances en général.

Les charges publiques, affirme M. About, *ne sont devenues insupportables que sous le règne de Pie IX.* Je le confesse, les charges sont plus lourdes qu'autrefois. Pourquoi? c'est qu'il a fallu réparer les brêches que la révolution avait faites aux finances, par-conséquent emprunter et payer des intérêts au cinq pour cent. C'est clair comme le jour. Si M. About voulait être juste, il avouerait que le Pape n'a emprunté, de 1848 à 1859, que 124 millions. Au contraire, le Piémont qui devait avant M. de Cavour 130 millions seulement, a maintenant une dette de 800 millions, sans compter les 300 millions qu'on lui a mis sur le dos aux conférences de Zurich. Il faut remarquer, de plus, que M. de Cavour a vendu les biens du clergé. Il n'était pas forcé à tant de dépenses par la révolution, comme le Pape, c'est donc de son gouvernement que M. About devrait dire : *La nation n'a pas toujours été traitée si durement.*

Si, du moins, continue M. About, *l'argent déboursé par la nation était employé au profit de la nation! mais un tiers de l'impôt demeure entre les mains des employés qui le perçoivent. Les frais de perception se montent en France à quatorze pour cent, en Piémont à seize, dans les Etats romains à trente-un. C'est là un vrai gaspillage.*

C'en serait un, du moins, si les choses allaient si

mal. Mais je voudrais savoir sur la foi de qui M. About avance un pareil fait. Le trente-un pour cent! Je vous admire M. About. Je sais bien que le marquis Pepoli a dit quelque chose de ce genre; mais avec une bonne foi que toute l'Europe a su apprécier, cet homme de finances comprenait, parmi les frais de perception, l'achat des tabacs et du sel, les frais de culture et l'entretien des domaines de l'Etat, les ternes et les quines des loteries pontificales, etc., etc. Cependant, en ajoutant l'une à l'autre ces diverses sommes, on n'allait guère qu'au vingt-quatre pour cent, et M. About met le trente-un pour cent. Si on défalque toutes ces sommes, comme on le pratique en France, en Piémont, partout, et qu'on appelle frais de perception ce qui doit seulement s'appeler ainsi, on a la somme de treize pour cent, c'est-à-dire un peu moins qu'en France et beaucoup moins qu'en Piémont.

25 *millions servent à payer les intérêts d'une dette toujours croissante, contractée par les prêtres ou pour les prêtres, augmentée annuellement par la mauvaise administration des prêtres.* Vous nous dites là, M. About, des choses bien extraordinaires. Quand on avance un fait, on doit être en mesure de le prouver; or, je vous défie de me donner un seul exemple d'un emprunt contracté pour les prêtres. Vous allez me répondre que Paul V, Urbain VIII et Clément X enrichirent leurs neveux; mais, c'était, chacun le sait, avec les revenus de l'Eglise et non avec ceux de l'Etat. *Le général des jésuites Vitelleschi déclara*, dites-vous, dans une commission, *que le*

Pape pouvait en conscience fonder pour ses neveux un majorat de 80 *mille écus de rente.* Le marquis Pepoli l'avait dit avant vous. On nia le fait, on pria M. le marquis de vouloir bien indiquer les sources où il avait pris cette belle histoire : on attend encore sa réponse. Il est probable qu'on attendra longtemps. Vous n'auriez pas dû, en l'état, M. About, citer un pareil fait, ou du moins il fallait l'appuyer de bonnes preuves, sans quoi vous démontrez au public qui vous lit que vous entendez autant la polémique que les chiffres.

M. About passe en revue les dépenses. Il est assez exact. Il copie l'almanach de Gotha. Il n'avait qu'à nous y renvoyer sans étaler cette érudition de chiffres.

Enfin, dit-il, 1,500,000 *fr. sont employés à l'encouragement de l'oisiveté dans la ville de Rome. Une commission de bienfaisance présidée par un cardinal distribue cette somme sans en rendre compte à personne. Le cardinal prend* 60 *mille francs par année pour ses aumônes particulières.*

Ce n'est pas 1,500,000 mille fr., mais seulement 1,300,000 fr. que distribue la commission de bienfaisance. Une faible partie est employée à secourir les pauvres à domicile ; le reste est alloué aux hospices, à des vieillards qui nettoient les rues et déblayent le forum, enfin aux médecins régionnaires, chirurgiens et sages-femmes au nombre de 70 qui soignent gratuitement les pauvres. Tels sont les fainéants dont parle M. About. *La commission*, dit-il, *ne rend compte à personne.* Pardon. Elle rend

compte au souverain et à tous ceux qui, à mon exemple, se présentent pour feuilleter ses registres. La commission est présidée par le cardinal Clarelli, un de ces hommes honorables que les méchants eux-mêmes respectent. Les 60 mille francs qu'on lui laisse, il les distribue aux artistes nécessiteux. Il y a même chaque année une aumône de ce genre fixée à 30 mille francs. Le cardinal donne tout seul cette somme afin que l'amour-propre des artistes n'en souffre pas. Il faut être M. About et le marquis Pepoli pour y trouver à redire.

400,000 *fr. seulement sont alloués à l'instruction publique* parce que les universités, les colléges et les corps enseignants sont dotés richement et n'ont pas besoin des fonds de l'Etat.

M. About s'étonne que le gouvernement pontifical n'ayant pas plus à dépenser ait contracté quelques emprunts depuis 1848. Il oublie, qu'en 10 ans, les dépenses extraordinaires ont augmenté de 120 millions. Il a fallu retirer 40 millions de papier-monnaie et 10 millions de monnaie de cuivre, couvrir les détournements de fonds de Campana, remettre dans la caisse d'amortissement les 26 millions que les révolutionnaires avaient enlevés, et de plus, payer aux banquiers des droits de commission fort élevés. Etonnez-vous ensuite qu'on ferme les budgets en déficit et qu'on emprunte!

Pour combler les lacunes du budget, ajoute Monsieur About, *on emprunte soit ouvertement chez M. de Rostchild, soit à la sourdine par une émission de consolidés.*

Cette émission de consolidés se fait à Rome comme ailleurs, pour éviter les frais que nécessite la négociation des emprunts. Au lieu de perdre le 10, le 15, et même le 20 pour cent, on touche la somme intégralement. Il y a là des avantages inappréciables. Il y a aussi quelques dangers. C'est pourquoi le gouvernement pontifical est très-sobre de cette sorte d'emprunt. De 1851 à 1858, il a émis seulement 15 millions de consolidés, et non 33 millions comme l'affirme M. About, sur la foi du marquis Pepoli.

M. About s'en rapporte volontiers aux autres pour les chiffres ; il fait bien, car il lui est difficile de mener à bonnes fins la plus simple de toutes les opérations financières. *Le capital que doit le gouvernement pontifical,* dit-il, *se monte à* 359,403,756 *fr. Si vous divisez ce total par le chiffre de la population, qui est de* 3,124,668 *individus, vous verrez que les enfants qui naissent dans les Etats du Pape sont débiteurs d'une somme de* 113 *fr.* Divisez donc une somme par l'autre, ou mieux, essayez de multiplier le chiffre de la population par 113, et vous verrez si vous arrivez au résultat indiqué par M. About.

Après ces beaux calculs, M. About touche la question vitale, et se demande d'où vient la dette pontificale. Il traite cette question à sa manière, c'est-à-dire fort légèrement. *Les neveux des Papes en ont encaissé une partie, les intérêts généraux de la foi catholique en ont dévoré un bon tiers, les guerres de religion, les églises... Ajoutez l'argent gaspillé, donné, volé, perdu, et* 34 *millions payés aux banquiers pour droits de commission, vous vous rendrez compte de la*

dette, sauf peut-être une quarantaine de millions dont l'emploi inexpliqué et inexplicable fait le plus grand honneur à la discrétion des ministres. Voilà un mot qui ne vous fait pas honneur, illustre financier, et qui m'effraie bien plus que les polissonneries de ce gamin de Rimini dont vous parlez à la page 222. 40 millions qui ont disparu sans qu'on sache comment! Et vous le croyez, et vous osez le dire, si vous n'y croyez pas! Ce qui m'effraie encore plus, c'est qu'une foule de gens vous croiront sur parole, vous croiront sans examen; car l'examen coûte de la peine, et la calomnie a toujours quelques charmes. Ces 40 millions dont vous ne pouvez vous expliquer l'emploi, représentent le bien des hôpitaux, des monastères et des églises qui fut vendu pendant la grande révolution. C'est le marquis Pepoli qui le dit. Comme on en sert la rente annuellement, et que les Papes ont voulu ainsi indemniser les propriétaires qu'on avait dépossédés, ces 40 millions figurent dans la dette pontificale. M. About ne va pas tant chercher. D'un trait, il juge l'emploi de ces 40 millions inexplicable.

Les neveux des Papes, le clergé, la construction des églises ne sont pour rien dans la dette romaine. Cette dette ne s'élevait autrefois qu'à la modeste somme de 100 millions, dépensés pour défendre Rome, Ancône et les ports de l'Adriatique de l'invasion des Turcs et des Allemands. C'est là une dette nationale, s'il en fut jamais. Vinrent ensuite les 30 millions imposés au Pape à la paix de Tolentino, les dépenses extraordinaires occasionnées par

la Révolution française et par l'insurrection de 1831, ainsi que les 124 millions empruntés depuis 1848. C'est là toute la dette des Etats Romains.

Enfin, après qu'il a critiqué l'emploi des fonds et la dette pontificale, M. About condamne la forme employée pour obtenir l'impôt. Ce n'est pas assez, d'après lui, d'une consulte ayant voix consultative. Rome est mieux favorisée que la Russie, l'Autriche et beaucoup d'autres Etats, où l'impôt est décrété par le monarque, et il faut en passer par là. On blâmera toujours le Pape, quoi qu'il puisse faire. Si demain il établissait un Corps législatif votant l'impôt, comme en France, M. About aurait assez mauvais esprit pour y trouver encore à redire.

On l'a consultée (la consulte) sur quelques mesures financières, elle a répondu : non. Mais, le gouvernement ne s'est pas arrêté pour si peu. Il est dit dans le MOTU PROPRIO *que la consulte sera entendue ; mais il n'est pas dit qu'elle sera écoutée.* Pour se convaincre du contraire, on pourrait comparer le budget tel qu'on le soumet à la consulte et le budget en exercice. On verrait alors si on entend la consulte sans l'écouter. En droit, elle a seulement voix consultative ; mais, de fait, elle a voix délibérative, puisque le gouvernement se rend toujours à ses désirs.

C'est ainsi que M. About entend les finances pontificales. Toutefois, soyons justes et ne faisons pas un reproche à ce financier de toutes les erreurs de chiffres qu'il a commises. Il n'en est pas coupable. Sa faute c'est d'avoir copié mot à mot le marquis Pepoli. « *Tous les chiffres*, dit-il, *et tous les faits*

contenus dans ce chapitre (et dans quelques autres) *sont empruntés aux excellents travaux du marquis Pepoli.* » Je n'en ferai pas un crime à M. About. Il a pu piller çà et là des faits et des raisonnements. Quel écrivain n'a pas un peu pillé dans sa vie? L'auteur de *Tolla* n'est pas exempt de cette faiblesse. Au reste, il a rempli les formalités en citant, pour cette fois, du moins, ses auteurs. Mais voici le mal. Le travail du marquis Pepoli, copié par M. About, a reçu plusieurs réponses péremptoires : celle d'un anonyme romain, publiée au mois de janvier, et celle du comte *della Torre*, imprimée à Turin le 6 mars dernier, sans parler des réponses faites en 1858 par la *Civiltà* et l'*Armonia*. L'anonyme romain et le comte della Torre, en relevant les erreurs commises par le marquis Pepoli, l'ont défié de répondre, et M. le marquis a gardé le silence, approuvant les dires de tous ces messieurs et s'avouant vaincu.

Il est évident que M. About a connu ces réponses, qu'il s'est convaincu de la mauvaise foi ou de l'impéritie du marquis Pepoli en matière de finances. Il serait, en effet, étrange que, voulant parler des finances pontificales, il ne dévorât pas, avec une ardeur fébrile, tout ce qu'on publiait à ce sujet. D'un autre côté, son livre n'ayant paru qu'au mois de mai et le chapitre des finances étant le dernier qu'il ait traité, il avait quatre mois pour reconnaître et éviter les erreurs où le marquis était tombé. Si le marquis avait raison, un arithméticien de la force de M. About avait tout le temps nécessaire pour le

défendre victorieusement contre le comte *della Torre*, l'anonyme romain, la *Civiltà* et l'*Armonia*. S'il ne l'a pas fait lorsque c'était son droit et même son devoir, s'il n'a pas même soufflé mot de ces diverses réponses, c'est qu'il n'avait rien à dire, et s'il a reproduit les erreurs du marquis Pepoli, il faut en conclure qu'il aura voulu mettre à l'épreuve la crédulité de ses lecteurs.

CONCLUSION.

On ne peut refuser à M. About une certaine logique dans les conclusions qu'il tire à la fin de son livre et personne mieux que lui n'a vu les conséquences qui découlent de la question Romaine.

Cette question est complexe. Elle renferme une foule d'autres questions qui se tiennent comme des théorêmes de géométrie. Supposé tel principe, il faut tirer telle conclusion. Supposé que le Pape gouverne mal ses sujets, qu'il les tyrannise, que son peuple soit malheureux, il faut adresser au Pape des *mémorandums* et des remontrances. Mais supposé encore que le Pape ne tienne nul compte des protocoles et qu'il ne change pas de système, que fera-t-on? M. About veut qu'on lui ôte la moitié de ses Etats. Fort bien. Mais les sujets qu'on lui laissera, connaissant la recette, pousseront bientôt les mêmes plaintes que les Romagnols et les Ancônitains. M. About, avec sa logique infléxible, déclare qu'on ôtera encore au Pape le reste de ses

Etats, qu'on lui laissera Rome seulement, Rome avec ses temples, ses palais et ses princes.

Cela étant, si les évêques et les catholiques de France, d'Espagne, de Portugal, de Naples et d'Autriche trouvent que le Pape resserré par ses ennemis, dans ce coin de terre, n'a pas assez d'indépendance et de liberté pour gouverner l'Eglise et montrent leur mécontentement par des signes sensibles, que feront les rois? M. About a tout prévu. Ce qu'ils feront? *ils reliront l'histoire, ils verront que les gouvernements forts sont ceux qui ont tenu la religion sous leur main; que le sénat de Rome ne laissait pas aux prêtres carthaginois le privilège de prêcher en Italie; que la reine d'Angleterre et l'empereur de Russie, sont les chefs de la religion Anglaise et Russe, et que la métropole souveraine des Eglises de France devrait être légitimement Paris.*

Voilà qui est clair! C'est là jeter le masque et montrer de la franchise. C'est donc là qu'on arrive quand on fait la guerre au Pape. Toucher à son patrimoine temporel, c'est ruiner du même coup, on l'a dit souvent, sa puissance spirituelle. Votre témoignage est précieux, M. About, et vous parlez d'or. Vous voyez maintenant les choses de haut. Enlever au Pape les Légations et les Marches, c'est lui enlever le reste de ses Etats. Mais le priver tout-à-fait du temporel, c'est vouloir anéantir sa puissance spirituelle, c'est préparer des schismes, c'est exciter des persécutions, c'est entrer dans la voie de Dèce et de Dioclétien.

Car, enfin, ne croyez pas qu'il soit facile de faire

de Paris la métropole souveraine de toutes les Eglises de France. Il vous faudra mettre un billot sur le parvis de Notre-Dame, et quand les têtes des évêques et des prêtres seront tombées, vous pourrez à travers des flots de sang, aller inaugurer un nouveau culte. Vous pourrez alors appeler des rives du Don ou de la Néwa des Popes, car la France ne peut en produire, vous le savez bien. Peut-être alors le schisme s'accomplirait.

Cependant, je ne l'affirme pas : car la France est profondément catholique. Cet esprit de liberté mesurée qui nous anime tous, cette profonde horreur du servilisme, ce sens délicat qui découvre par intuition ce qui convient, ne peuvent s'accorder qu'avec la foi catholique. Du jour où l'Eglise sera persécutée en France, si elle l'est jamais, la nation tout entière se lèvera pour défendre ses évêques et ses prêtres, ou du moins elle vous fera la guerre à sa manière. Elle rira de vos cérémonies, de votre Eglise, elle vous sifflera, soyez-en bien sûr, comme elle siffla dans le temps La Réveillère-Lepeaux, Dom Gerle et Catherine Théot, comme elle sifflera quiconque voudra introduire un nouveau culte.

Pour moi, je tirerai aussi mes conclusions à la fin de ce livre. Je ne dirai pas qu'à Rome tout est parfait, qu'il n'y a pas d'abus à corriger. Au contraire. C'est le propre des choses humaines d'aller toujours en déclinant et ceux qui gouvernent doivent être attentifs à corriger le mal qui se glisse partout. Il n'est pas au monde un gouvernement

qui n'ait ses défauts, qui n'engendre quelques abus et Rome subit cette loi commune. Ainsi, je ne conclurai pas avec des personnes mal informées qu'à Rome tout est pour le mieux, qu'il n'y a rien à réformer, que les hommes y sont exempts des défauts qui déparent ailleurs la nature humaine.

D'un autre côté, j'avouerai que Rome méconnue par quelques hommes bien intentionnés l'est bien davantage encore par les ennemis de l'Eglise. Avant de parler de Rome, il faut la connaître. C'est pourquoi, je vous conseillerai, Monsieur About, de mieux étudier votre sujet avant de le traiter, et c'est là une première conclusion que je tire.

Tout dans son livre prouve que M. About a mal vu, qu'il n'a pas vu. Comment pouvait-il voir? Il a mis trois mois à connaître Rome. Qu'il y passe trois ans, si toutefois le cardinal Antonelli l'y autorise; que là il ne s'occupe que de Rome. Qu'il voie tout; qu'il étudie tout, qu'il se rende compte de tout. Il sera admis ensuite à venir nous parler de Rome. Jusqu'alors il ne mérite aucune créance. Ses accusations et ses jugements ne seront pas des articles de foi et dans l'esprit des gens sensés il passera pour un de ces hommes qui

Parlent de tout et n'ont rien vu.

Je voudrais, en second lieu, que M. About se pénétrât bien de la gravité de la calomnie et du mal irréparable qu'elle produit. Un sermon de Bourdaloue sur la médisance ou la calomnie, n'importe

lequel, vous ferait beaucoup de bien et vous rendrait sans doute plus mesuré dans vos paroles.

Si une pareille lecture ne vous touchait pas et que vous vous sentiez encore tourmenté par une démangeaison de médisance et de calomnie, à défaut des sages leçons de Bourdaloue et de Massillon, je vous proposerais les exemples instructifs de vos dévanciers dans la voie de la charité : Beaumarchais, Paul-Louis Courrier, Armand-Carrel et autres. Ils attaquèrent des gens qui pouvaient leur répondre et ils couraient des risques. Cette pensée était salutaire et pouvait brider leur plume. Mais vous, quels risques courez-vous ? vous attaquez des morts, des vieillards, des moines et des prêtres.

Enfin, si vous n'êtes pas arrêté par des considérations de ce genre et que vous soyez toujours décidé à insulter des hommes qui ne peuvent vous répondre, modérez au moins votre langage, baissez votre ton, profitez du conseil que Voltaire donnait à un homme qui avait, comme vous, des idées extraordinaires et *apprenez que quand on dit des choses hardies, il faut les dire modestement.*

Albano, 31 octobre 1859.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

PAGES.

Préface. 1
Introduction. 3
La royauté du Pape. 11
Nécessité du Temporel 25
Patrimoine du Temporel 37
Les sujets du Temporel. 53
Les Plébéiens. 61
La classe moyenne. 81
La noblesse. 103
Les étrangers. 121
Où l'on démontre que le Pouvoir temporel du Pape est moins absolu qu'on ne croit. 139
Pie IX. 159
Le cardinal Antonelli 179
Le gouvernement des prêtres 191
Rigueurs politiques 207
Impunité des vrais crimes 215
Tolérance 225
Éducation du peuple 237
Occupation étrangère 247
Le Pape a des soldats. 253
Les intérêts matériels. 261
Les finances 271
Conclusion 285